

JOURNAL OFFICIEL

DE LA POLYNESIE FRANÇAISE

PARAISANT LE JEUDI

Matahiti 150
N° 35**TE VE'A A TE HAU NO POLYNESIA FARANI**Mahana 30
no Atele 2001

IMPRIMERIE OFFICIELLE — Tél. : 42.50.67 - Télécopieur (Fax) : 42.52.61 - B.P. 117 - 98713 PAPEETE

SOMMAIRE

PARTIE OFFICIELLE

ACTES DU POUVOIR CENTRAL

ACTES PROMULGUES

Pages

- Décret n° 2001-709 du 31 juillet 2001 relatif à la commission de suivi de la détention provisoire et modifiant le code de procédure pénale (deuxième partie : Décrets en Conseil d'Etat). (Arrêté de promulgation n° 465 DRCL du 14 août 2001) 2153
- Décret n° 2001-710 du 31 juillet 2001 modifiant certaines dispositions de la partie Réglementaire du code de justice administrative. (Arrêté de promulgation n° 465 DRCL du 14 août 2001) 2154
- Décret n° 2001-720 du 31 juillet 2001 fixant pour l'année 1999 et pour l'année 2000 la quote-part des ressources du budget du territoire de la Polynésie française destinée à alimenter le fonds intercommunal de péréquation. (Arrêté de promulgation n° 465 DRCL du 14 août 2001) 2155

ACTES REGLEMENTAIRES DU HAUT-COMMISSAIRE

- Arrêté n° 211 DAF/PERS du 8 août 2001 portant composition de la commission administrative paritaire du corps des conducteurs et agents des travaux publics de l'Etat du corps de l'Etat pour l'administration de la Polynésie française. 2157
- Arrêté n° 463 MAC du 13 août 2001 et ses annexes portant répartition des crédits du Fonds intercommunal de péréquation (F.I.P.) entre les communes de Polynésie française au titre de l'exercice 2001 2157

EXTRAITS

- Arrêté n° 462 MASC du 13 août 2001 accordant une subvention au Conservatoire artistique territorial 2163

ACTES DES INSTITUTIONS DE LA POLYNESIE FRANÇAISE

DELIBERATIONS DE L'ASSEMBLEE DE LA POLYNESIE FRANÇAISE OU DE LA COMMISSION PERMANENTE

- Délibérations n° 2001-120 et n° 2001-121 APF du 16 août 2001 portant approbation des comptes financiers du port autonome de Papeete pour les exercices 1999 et 2000 2163
- Délibération n° 2001-122 APF du 16 août 2001 portant avis de l'assemblée de la Polynésie française sur le projet de loi autorisant la ratification de la convention d'Aarhus sur l'accès à l'information, la participation du public au processus décisionnel et l'accès à la justice en matière d'environnement 2164
- Délibérations n° 2001-123 et n° 2001-124 APF du 16 août 2001 portant approbation des comptes financiers, exercices 1997 et 1999, de l'Etablissement d'aménagement et de gestion du domaine de Atimaono et affectation des résultats 2164

Philippe
MACHENAUD-JACQUIER

Délibération n° 2001-125 APF du 16 août 2001 portant approbation du compte administratif 1999 du Centre hospitalier territorial (C.H.T.)	2165
Délibération n° 2001-126 APF du 16 août 2001 portant approbation du compte financier de l'exercice 1999 et affectation du résultat de l'Institut Louis-Malardé	2166
Délibérations n° 2001-127 et n° 2001-128 APF du 23 août 2001 portant approbation des comptes financiers 1998 et 1999 du collège de Faaroa	2167
Délibérations n° 2001-129 et n° 2001-130 APF du 23 août 2001 portant approbation des comptes financiers 1998 du collège de Tahaa et du lycée de Uturoa	2168
Délibérations n° 2001-131 et n° 2001-132 APF du 23 août 2001 portant approbation des comptes financiers 1998 et 1999 du collège de Bora Bora	2169
Délibérations n° 2001-133 et n° 2001-134 APF du 23 août 2001 portant approbation des comptes financiers 1998 du lycée professionnel de Uturoa et du collège de Mataura	2171
Délibérations n° 2001-135 et n° 2001-136 APF du 23 août 2001 portant approbation des comptes financiers 1998 et 1999 du collège de Faaa	2172
Délibérations n° 2001-137 et n° 2001-138 APF du 23 août 2001 portant approbation des comptes financiers 1998 et 1999 du lycée professionnel de Mahina	2173
Délibération n° 2001-139 APF du 23 août 2001 portant approbation du compte financier 1998 du collège de Paopao ..	2174
Délibérations n° 2001-140 et n° 2001-141 APF du 23 août 2001 portant approbation des comptes financiers 1998 et 1999 du collège de Arue	2175
Délibérations n° 2001-142 à n° 2001-144 APF du 23 août 2001 portant approbation des comptes financiers 1998 du collège de Huahine, du lycée Paul-Gauguin et du lycée technique hôtelier	2176
Délibérations n° 2001-145 et n° 2001-146 APF du 23 août 2001 portant approbation des comptes financiers 1998 et 1999 du collège de Tipaerui	2178
Délibération n° 2001-147 APF du 23 août 2001 modifiant la délibération n° 2000-34 APF du 17 mars 2000 instituant l'établissement de plans des servitudes aéronautiques applicables aux aérodromes territoriaux ouverts à la circulation aérienne publique et fixant leurs conditions d'approbation	2179

ARRETES DU CONSEIL DES MINISTRES

Arrêté n° 1071 CM du 21 août 2001 modifiant l'article 1er de l'arrêté n° 4 CM du 20 septembre 1984, portant attribution des lots du lotissement agricole territorial de Faaroa et procédant à la désaffectation du lot n° 12	2180
--	------

EXTRAITS

Arrêté n° 1068 CM du 16 août 2001 portant habilitation du ministre du logement, de l'aménagement du territoire et de l'urbanisme, et de l'humanisation de la ville, porte-parole du gouvernement, à signer une convention	2180
Arrêté n° 1069 CM du 21 août 2001 autorisant des quotas d'importation de viande porcine	2180
Arrêté n° 1070 CM du 21 août 2001 portant désignation d'un membre du conseil d'administration de l'Office polynésien de l'habitat	2181
Arrêté n° 1072 CM du 21 août 2001 modifiant les dispositions de l'arrêté n° 967 CM du 14 septembre 1995 portant autorisation d'occupation temporaire de divers emplacements du domaine public maritime sis à Arutua, à Apataki et à Kaukura en ce qu'elles concernent M. Steve Heiarii Jacques Pommier à Arutua (n° exploitant 177)	2181
Arrêté n° 1073 CM du 21 août 2001 modifiant l'article 1er de l'arrêté n° 40 CM du 20 janvier 1993 portant autorisation d'occupation temporaire du domaine public maritime sis à Takaroa, commune de Takaroa, au profit de Mme Fai Kaua épouse Tufariua	2181
Arrêtés n° 1074 à n° 1076 CM du 21 août 2001 portant respectivement autorisations d'occupation temporaire du domaine public maritime sis à : - Raiatea, commune de Taputapuatea, au profit de Mme Yvette Meherio Sanquer épouse Baudry (n° exploitant 247) ; - Iripau, commune de Tahaa, au profit de Mlle Corinne Lam (n° exploitant 280) ; - Faaaha, commune de Tahaa, au profit de la Société civile aquacole Ainauroa Super Fish (n° exploitant 261) ..	2181

- Arrêtés n° 1077 et n° 1078 CM du 21 août 2001 autorisant respectivement la concession temporaire : - d'un emplacement du domaine public maritime à charge de remblai dans la commune de Punaauia, au profit de M. Helme Ernest ; - d'un emplacement supplémentaire du domaine public maritime sis à Faava, au profit de la S.A. Société des hôtels tahitiens 2182
- Arrêté n° 1079 CM du 21 août 2001 portant affectation de la terre domaniale dite "Des deux vallées" sise à Taiohae (Nuku Hiva) au profit de la direction de l'équipement (subdivision des îles Marquises) 2183
- Arrêté n° 1080 CM du 21 août 2001 portant agrément au code des investissements de la société Stipa (n° TAHITI 056895) pour un programme d'extension 2183

ARRETES DU PRESIDENT DU GOUVERNEMENT ET DES MINISTRES

Présidence

- Arrêté n° 1988 PR du 17 août 2001 portant délégation de signature à M. Gilbert-Louis Lescroel, chef du service de l'inspection générale de l'administration du territoire par intérim. 2183
- Arrêté n° 1989 PR du 20 août 2001 portant modification de la carte des agences comptables des établissements publics territoriaux d'enseignement des premier et second cycles du second degré 2184
- Arrêté n° 1997 PR du 22 août 2001 relatif aux attributions du ministre du travail, du dialogue social, de la fonction publique, de la rénovation de l'administration et de la déconcentration administrative 2185

EXTRAITS

- Arrêté n° 1984 PR du 17 août 2001 portant intégration de certains agents contractuels relevant de la convention collective des agents non fonctionnaires de l'administration dans les cadres d'emplois de la fonction publique territoriale de la Polynésie française. 2185
- Arrêté n° 1987 PR du 17 août 2001 portant attribution de subvention dans le cadre des dispositions de la délibération n° 97-33 APF du 20 février 1997 modifiée, instituant un dispositif de soutien territorial à l'exportation 2185
- Arrêté n° 1990 PR du 20 août 2001 habilitant M. Jules Cheffort à constater les infractions à la réglementation en matière d'exploration et d'exploitation des ressources naturelles biologiques des eaux intérieures, dont les rades et les lagons, du sol, du sous-sol et des eaux surjacentes de la mer territoriale et de la zone économique exclusive .. 2186
- Arrêté n° 1991 PR du 20 août 2001 accordant diverses aides individuelles dans le cadre du développement des activités de la pêche. 2186

Ministère du logement, de l'aménagement du territoire et de l'urbanisme, et de l'humanisation de la ville

- Arrêté n° 3199 MLA.AU du 16 août 2001 portant extension d'un lot et modification des travaux de terrassement du lotissement Super Mahina (extension) sis à Mahina 2186

EXTRAITS

- Arrêté n° 3216 MLA.AU du 17 août 2001 portant autorisation de transfert du bénéfice des arrêtés de lotir au profit de la S.C.I. Delano et de travaux d'assainissement des eaux usées du lotissement Miri, sis à Punaauia 2187

Ministère de l'équipement et des ports

EXTRAITS

- Arrêté n° 3203 MEP du 16 août 2001 ordonnant la déconsignation d'une partie des indemnités d'expropriation versées à la Caisse des dépôts et consignations relative à la terre Vaiava 1 partie cadastrée sous les références AK 25 et AK 135 nécessaire au projet d'aménagement d'un espace public au P.K. 18 dans la commune de Punaauia ... 2187
- Arrêté n° 3204 MEP du 16 août 2001 ordonnant la déconsignation d'une partie des indemnités d'expropriation versées à la Caisse des dépôts et consignations concernant les terres Pirake et Keke 1 cadastrées sous la référence A 1 n° 4 (plan 4) nécessaires à la construction de l'aérodrome de Ahe 2187
- Arrêté n° 3205 MEP du 16 août 2001 ordonnant la déconsignation des indemnités versées à la Caisse des dépôts et consignations relatives à la parcelle de terre cadastrée sous la référence n° AD 174 (plan 7) nécessaire aux travaux d'aménagement de la route de la pointe des Pêcheurs dans la commune de Punaauia 2188

- Arrêté n° 3206 MEP du 16 août 2001 ordonnant la déconsignation d'une partie des indemnités d'expropriation versées à la Caisse des dépôts et consignations relative à la terre Vaiava 1 partie cadastrée sous les références AK 25 et AK 135 nécessaire au projet d'aménagement d'un espace public au P.K. 18 dans la commune de Punaauia . . . 2188
- Arrêté n° 3207 MEP du 16 août 2001 ordonnant la déconsignation d'une partie des indemnités versées à la Caisse des dépôts et consignations relatives à la parcelle M 97 de 1.542 m² (terre Vaihi) nécessaire aux travaux de la 2e tranche de la route des Plaines et de ses ouvrages annexes (rivière de Matatia - pont de Punaruu) dans la commune de Punaauia . . . 2188
- Arrêtés n° 3208 et n° 3209 MEP du 16 août 2001 ordonnant la déconsignation d'une partie des indemnités d'expropriation versées à la Caisse des dépôts et consignations relatives aux terres Opakari 1 et Oporoa 1 nécessaires à la construction et à l'extension de l'aérodrome de Takaroa . . . 2188
- Arrêté n° 3236 MEP du 17 août 2001 ordonnant la déconsignation d'une partie des indemnités d'expropriation versées à la Caisse des dépôts et consignations concernant une parcelle de la terre Tetahee nécessaire à l'aménagement du site touristique du "Trou du souffleur" de Tiarei dans la commune de Hitiaa O Te Ra . . . 2188
- Arrêtés n° 3265 et n° 3266 MEP du 22 août 2001 ordonnant la déconsignation d'une partie des indemnités d'expropriation versées à la Caisse des dépôts et consignations relative à la terre Tangaroamatahara (plan 1) nécessaire à la construction de l'aérodrome de Kauehi . . . 2189
- Arrêté n° 3320 MEP du 23 août 2001 ordonnant la déconsignation d'une partie des indemnités d'expropriation versées à la Caisse des dépôts et consignations concernant les terres Ofakea, Maherohero et Teanepoto cadastrées sous la référence A 4 n° 147 nécessaires à la construction de l'aérodrome de Faaite . . . 2189

Ministère des transports et de l'énergie

EXTRAITS

- Arrêté n° 3214 MTR du 16 août 2001 autorisant le navire Saint-Xavier-Maris-Stella III, de la Société de navigation des Tuamotu, à desservir l'atoll de Makatea lors de son voyage n° 13-01 R du vendredi 17 août 2001 . . . 2189
- Arrêté n° 3310 MTR du 23 août 2001 autorisant le navire Dory 2, exploité par la S.N.C. Agnieray et Cie, à desservir l'atoll de Tetiaroa lors de son voyage n° 32-01 du 24 août 2001 . . . 2189

Ministère du tourisme, de l'environnement et de la condition féminine

- Arrêté n° 3215 MTE du 16 août 2001 autorisant la direction de l'équipement à installer et exploiter un groupe électrogène de secours pour la station d'épuration de Faanui dans la commune de Bora Bora (établissement de la 2e classe des installations classées pour la protection de l'environnement). (Extraits) . . . 2189
- Arrêté n° 3313 MTE du 23 août 2001 portant ouverture de l'enquête de commodo et incommodo, dans le cadre de la demande d'autorisation d'installer et d'exploiter un élevage de volailles, commune de Teva I Uta. La demande est formulée par M. Nicolas Bruno, mandataire de la S.C.A. Les Tipaniers . . . 2191
- Arrêté n° 3314 MTE du 23 août 2001 portant ouverture de l'enquête de commodo et incommodo, dans le cadre de la demande d'autorisation d'installer et d'exploiter un atelier de mécanique automobile, commune de Moorea. La demande est formulée par M. Luc Frenée . . . 2191

Ministère de la pêche, de l'industrie et des petites et moyennes entreprises

EXTRAITS

- Arrêté n° 3234 MPI du 17 août 2001 portant attribution de subventions dans le cadre du dispositif d'aide à la création ou au développement d'entreprises . . . 2192
- Arrêtés n° 3318 et n° 3319 MPI du 23 août 2001 portant application de la délibération n° 93-52 AT du 10 juin 1993 modifiée et complétant l'arrêté n° 1177 CM du 20 décembre 1993 fixant la liste des entreprises agréées au titre de ladite délibération portant suspension du droit de douane et du droit fiscal d'entrée applicables à l'importation de certains produits destinés à une transformation sur place . . . 2192

Ministère de l'agriculture et de l'élevage**EXTRAITS**

Arrêté n° 3297 MAE du 22 août 2001 autorisant la cession à titre gratuit de bois de Miro à l'association Taatira Huma Tahiti Iti	2193
--	------

Ministère de la culture et de l'enseignement supérieur**EXTRAITS**

Arrêté n° 3242 MCE du 20 août 2001 autorisant le groupe de recherche en archéologie navale (G.R.A.N.), antenne de Polynésie française, représenté par M. Robert Veccella, à effectuer une campagne de prospections et de fouilles archéologiques sous-marines au large de l'île de Mangareva	2193
--	------

Ministère de l'artisanat

Arrêté n° 3299 MAR du 23 août 2001 portant délégation de signature à Mme Marie-Paule Tearaitua Yaret épouse Morgant, directeur de cabinet auprès du ministre de l'artisanat	2193
---	------

ARRETES DE LA PRESIDENTE DE L'ASSEMBLEE DE LA POLYNESIE FRANÇAISE

Arrêté n° 92-2001 APF/SG du 21 août 2001 portant ouverture de la session extraordinaire de l'assemblée de la Polynésie française.	2194
Arrêté n° 93-2001 APF/SG du 23 août 2001 portant complément à l'ordre du jour de la session extraordinaire de l'assemblée de la Polynésie française.	2194

ACTES MUNICIPAUX**Commune de Papeete**

Arrêté municipal n° 2001-177 du 3 août 2001 prescrivant des mesures de police en matière d'établissement recevant du public à la Société d'exploitation de la Clinique Cardella sise rue Anne-Marie-Javouhey à Papeete	2195
--	------

ACTES PUBLIES A TITRE D'INFORMATION**ACTES DU POUVOIR CENTRAL**

Arrêté ministériel du 29 juin 2001 relatif à l'abrogation de l'arrêté du 13 juin 2001 relatif à la composition et à l'appel de la fraction de contingent 2001-08. (J.O.R.F. du 8 juillet 2001, page 10905)	2196
Arrêté ministériel du 30 juillet 2001 relatif aux pièces d'état civil requises pour la délivrance du passeport. (J.O.R.F. du 8 août 2001, page 12893)	2196

EXTRAITS

Arrêté interministériel du 30 juillet 2001 autorisant au titre de l'année 2001 l'ouverture d'un concours exceptionnel organisé pour le recrutement d'adjoints administratifs de préfecture. (J.O.R.F. du 7 août 2001, page 12836) . . .	2196
Information relative à la reconduction des présidents des comités techniques radiophoniques de Dijon et de Papeete. (J.O.R.F. du 7 août 2001, page 12860)	2196
Avenant n° 115-01 du 13 août 2001 à la convention de financement n° 277-99 du 8 septembre 1999 définissant les conditions dans lesquelles le Fonds intercommunal de péréquation apporte son soutien financier à la commune de Tumaraa pour faciliter la réalisation de l'opération intitulée "Construction d'un atelier mécanique au C.J.A. de Vaiaau"	2197
Conventions de financement n° 87-01 à n° 89-01 du 20 juillet 2001 définissant les conditions dans lesquelles l'Etat et le Fonds intercommunal de péréquation apportent leur soutien financier à la commune de Uturoa pour faciliter la réalisation des opérations respectivement intitulées "Acquisition d'une motopompe remorquée", "Acquisition d'un véhicule de lutte contre les feux de forêt" et "Acquisition d'un véhicule de secours aux asphyxiés et blessés" . . .	2197
Convention de financement n° 52 ISLV du 26 juillet 2001 définissant les conditions dans lesquelles l'Etat apporte son soutien financier à la commune de Tahaa pour faciliter la réalisation de l'opération intitulée "Construction d'un restaurant municipal"	2198

Convention de financement n° 97-01 du 26 juillet 2001 définissant les conditions dans lesquelles l'Etat et le Fonds intercommunal de péréquation apportent leur soutien financier à la commune de Tahaa pour faciliter la réalisation de l'opération intitulée "Acquisition d'un véhicule de secours aux asphyxiés et blessés"	2198
Convention de financement n° 101-01 du 30 juillet 2001 définissant les conditions dans lesquelles l'Etat et le Fonds intercommunal de péréquation apportent leur soutien financier à la commune de Bora Bora pour faciliter la réalisation de l'opération intitulée "Acquisition d'un lot d'incendie, tenues d'intervention"	2199
Conventions de financement n° 60 à n° 62 ISLV du 3 août 2001 définissant les conditions dans lesquelles l'Etat apporte son soutien financier à la commune de Tahaa pour faciliter la réalisation des opérations respectivement intitulées "Construction de deux abris pour la police municipale", "Acquisition d'un véhicule réfrigéré pour la cuisine centrale" et "Acquisition d'un véhicule pour le service de l'hydraulique"	2199
Conventions de financement n° 107-01 et n° 108-01 du 7 août 2001 définissant les conditions dans lesquelles le Fonds intercommunal de péréquation apporte respectivement son soutien financier à la commune de Tubuai (opération "Reconstruction de l'école primaire Teina de Mataura" et à la commune de Tahaa (opération "Grosses réparations de l'école maternelle de Haamene")	2200
Conventions de financement n° 109-01 et n° 110-01 du 8 août 2001 définissant les conditions dans lesquelles le Fonds intercommunal de péréquation apporte son soutien financier à la commune de Fakarava pour faciliter la réalisation des opérations respectivement intitulées "Construction et équipement d'une classe à l'école primaire de Fakarava" et "Construction de sanitaires et d'une citerne à Kauchi"	2201
Convention de financement n° 70-01 du 8 août 2001 définissant les conditions dans lesquelles l'Etat apporte son soutien financier à la commune de Arue pour faciliter la réalisation de l'opération intitulée "Etude de l'habillage des murs de la route de ceinture"	2201
Convention de financement n° 71-01 du 10 août 2001 définissant les conditions dans lesquelles l'Etat apporte son soutien financier à l'association "Le 6e Sens - Te Maru'i No Polynesia" pour faciliter la réalisation de l'opération intitulée "Acquisition d'équipements informatiques et d'un minibus"	2202
Convention de financement n° 72-01 du 13 août 2001 définissant les conditions dans lesquelles l'Etat apporte son soutien financier à l'association Puna Ora pour faciliter la réalisation de l'opération intitulée "Reconduction pour l'année 2001 des ateliers d'activités en faveur des détenus"	2202
Conventions de financement n° 113-01 et n° 114-01 du 13 août 2001 définissant les conditions dans lesquelles le Fonds intercommunal de péréquation apporte respectivement son soutien financier à la commune de Uturoa (opération "Construction de six classes à l'école maternelle de Tahina" et à la commune de Arue dans le cadre de la convention du 1er mars 2001 signée entre celle-ci et la Société d'environnement polynésien (S.E.P.) relative à la participation financière aux charges d'exploitation de la filière de traitement des déchets ménagers	2202

ACTES DES AUTORITES DE LA POLYNESIE FRANÇAISE

Office des postes et télécommunications.— Décision n° 2001-67 DDRX/SAT/DAC du 17 août 2001 relative à l'offre Vini "Rentrée 2001"	2203
Service des finances et de la comptabilité.— Barème des contractuels A.N.F.A. applicable à compter du 1er juillet 2001	2204

PARTIE NON OFFICIELLE

Annonces judiciaires et légales	2204
Annonces diverses	2205

PARTIE OFFICIELLE

ACTES DU POUVOIR CENTRAL

ACTES PROMULGUES

ARRETE n° 465 DRCL du 14 août 2001 portant promulgation des décrets n° 2001-709, n° 2001-710 et n° 2001-720 du 31 juillet 2001.

Le haut-commissaire de la République
en Polynésie française,
officier de la Légion d'honneur,

Vu la loi organique n° 96-312 du 12 avril 1996 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu la loi n° 96-313 du 12 avril 1996 complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française, notamment son article premier ;

Le gouvernement de la Polynésie française informé,

Arrête :

Article 1er.— Sont promulgués en Polynésie française pour y être exécutés selon leur forme et teneur les textes suivants :

— Décret n° 2001-709 du 31 juillet 2001 relatif à la commission de suivi de la détention provisoire et modifiant le code de procédure pénale (deuxième partie : Décrets en Conseil d'Etat), paru au J.O.R.F. du 3 août 2001 à la page 12583 ;

— Décret n° 2001-710 du 31 juillet 2001 modifiant certaines dispositions de la partie Réglementaire du code de justice administrative, paru au J.O.R.F. du 3 août 2001 à la page 12584 ;

— Décret n° 2001-720 du 31 juillet 2001 fixant pour l'année 1999 et pour l'année 2000 la quote-part des ressources du budget du territoire de la Polynésie française destinée à alimenter le fonds intercommunal de péréquation, paru au J.O.R.F. du 4 août 2001 à la page 12645.

Art. 2.— Le secrétaire général de la Polynésie française est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 14 août 2001.

Le haut-commissaire,
par délégation :
*Le secrétaire général
de la Polynésie française,*
Christian MASSINON.

DECRET n° 2001-709 du 31 juillet 2001 relatif à la commission de suivi de la détention provisoire et modifiant le code de procédure pénale (deuxième partie : Décrets en Conseil d'Etat).

Le Premier ministre,

Sur le rapport de la garde des sceaux, ministre de la justice,

Vu le code de procédure pénale, notamment ses articles 149 à 149-4 et R. 26 à R. 40-22 ;

Vu la loi n° 2000-516 du 15 juin 2000 renforçant la protection de la présomption d'innocence et les droits des victimes, notamment son article 72 ;

Le Conseil d'Etat (section de l'intérieur) entendu,

Décète :

Article 1er.— Les membres de la commission de suivi de la détention provisoire prévue par l'article 72 de la loi du 15 juin 2000 susvisée sont nommés pour trois ans par arrêté du garde des sceaux, ministre de la justice.

Les représentants du Parlement sont désignés l'un par le président de l'Assemblée nationale, l'autre par le président du Sénat.

Le membre du Conseil d'Etat et le magistrat de la Cour de cassation sont nommés sur proposition respectivement du vice-président du Conseil d'Etat et du premier président de la Cour de cassation.

Les membres de la commission désignent parmi eux le président de celle-ci.

Art. 2.— La commission de suivi de la détention provisoire se réunit en tant que de besoin à l'initiative de son président et au moins trois fois par an.

Art. 3.— Le ministère de la justice met à disposition de la commission les moyens nécessaires à l'exercice de sa mission. Il en assure le secrétariat.

La commission peut désigner des rapporteurs choisis en dehors de ses membres.

Art. 4.— La sous-section 3 de la section VII du chapitre Ier du titre III du livre Ier du code de procédure pénale (deuxième partie : Décrets en Conseil d'Etat) est ainsi modifiée :

1° Dans l'intitulé de la sous-section ainsi que dans celui de son paragraphe 1, les mots : "l'indemnisation" sont remplacés par les mots : "la réparation".

2° L'article R. 26 est modifié comme suit :

a) Au deuxième alinéa, les mots : "l'indemnité" sont remplacés par les mots : "la réparation" ;

b) Au dernier alinéa, le mot : "indemnisation" est remplacé par le mot : "réparation" et la référence à l'article 149-1 est remplacée par la référence aux articles 149-1, 149-2 et 149-3 (premier alinéa).

3° L'article R. 38 est modifié comme suit :

a) Au deuxième alinéa, les mots : "Commission nationale d'indemnisation des détentions provisoires" sont remplacés par les mots : "commission nationale de réparation des détentions".

b) L'article est complété par un alinéa ainsi rédigé :

"Une copie de la décision est en outre adressée, au ministère de la justice, à la commission de suivi de la détention provisoire."

4° A l'article R. 40, le mot : "indemnité" est remplacé par le mot : "réparation".

5° A l'article R. 40-1, les mots : "l'indemnité" sont remplacés par les mots : "la réparation".

6° Dans l'intitulé du paragraphe 2 de la sous-section, dans l'intitulé du B de ce paragraphe et dans le premier alinéa de l'article R. 40-4, les mots : "Commission nationale d'indemnisation des détentions provisoires" sont remplacés par les mots : "commission nationale de réparation des détentions".

7° Au premier alinéa de l'article R. 40-6, les mots : "d'indemnisation" sont remplacés par les mots : "de réparation".

8° L'article R. 40-19 est complété par un alinéa ainsi rédigé :

"Une copie de la décision est en outre adressée, au ministère de la justice, à la commission de suivi de la détention provisoire."

9° A l'article R. 40-20, le mot : "indemnité" est remplacé par le mot : "réparation".

Art. 5.— Dans tous les textes de nature réglementaire, les mots : "chambre d'accusation" sont remplacés par les mots : "chambre de l'instruction".

Art. 6.— Les articles 4 et 5 du présent décret sont applicables en Polynésie française, dans les îles Wallis-et-Futuna, en Nouvelle-Calédonie ainsi qu'à Mayotte.

Art. 7.— La garde des sceaux, ministre de la justice, le ministre de l'intérieur et le secrétaire d'Etat à l'outre-mer sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret, qui sera publié au *Journal officiel* de la République française.

Fait à Paris, le 31 juillet 2001.

Lionel JOSPIN.

Par le Premier ministre :

La garde des sceaux, ministre de la justice,
Marylise LEBRANCHU.

Le ministre de l'intérieur,
Daniel VAILLANT.

Le secrétaire d'Etat à l'outre-mer,
Christian PAUL.

DECRET n° 2001-710 du 31 juillet 2001 modifiant certaines dispositions de la partie Réglementaire du code de justice administrative.

Le Premier ministre,

Sur le rapport de la garde des sceaux, ministre de la justice,

Vu le code de justice administrative ;

Vu le décret n° 2000-1115 du 22 novembre 2000 pris pour l'application de la loi n° 2000-597 du 30 juin 2000 relative au référé devant les juridictions administratives et modifiant le code de justice administrative ;

Vu l'avis du Conseil supérieur des tribunaux administratifs et des cours administratives d'appel en date du 5 juin 2001 ;

Le Conseil d'Etat (commission spéciale pour l'examen des textes intéressant le contentieux administratif) entendu,

Décète :

Article 1er.— I. - L'article R. 222-1 du code de justice administrative est modifié ainsi qu'il suit :

1° Le 4° est remplacé par les dispositions suivantes :

"4° Rejeter les requêtes irrecevables pour défaut de ministère d'avocat ou entachées d'une irrecevabilité manifeste non susceptible d'être couverte en cours d'instance".

2° Le dernier alinéa est complété par une phrase ainsi rédigée : "Ils peuvent, de même, rejeter les requêtes dirigées contre des ordonnances prises en application des 1° à 6° du présent article."

II. - Il est inséré, au début de l'article R. 751-5 du code de justice administrative, un alinéa ainsi rédigé :

"Lorsque la décision rendue relève de la cour administrative d'appel, la notification reproduit les dispositions de l'article R. 811-7."

III. - L'article R. 811-7 est complété par un alinéa ainsi rédigé :

"Lorsque la notification de la décision rendue en premier ressort ne comporte pas l'information prévue au premier alinéa de l'article R. 751-5, le requérant est invité à régulariser sa requête dans les conditions fixées à l'article R. 612-1."

Art. 2.— I. - L'article R. 222-26 du code de justice administrative est remplacé par les dispositions suivantes :

"Art. R. 222-26.— La chambre siège en formation de jugement sous la présidence de son président ou, en cas d'absence ou d'empêchement, d'un magistrat désigné à cet effet par le président de la cour et ayant au moins le grade de président. Elle comprend, outre le président :

1° Un magistrat affecté à la chambre, désigné en suivant l'ordre du tableau parmi les magistrats présents ;

2° Le magistrat rapporteur."

II. - L'article R. 222-27 du même code est remplacé par les dispositions suivantes :

"Art. R. 222-27.— Lorsque la nature ou la difficulté de l'affaire le justifie et sans préjudice des dispositions de

l'article R. 222-29, le président de la chambre peut proposer au président de la cour que la chambre siégeant en formation de jugement comprenne, outre les magistrats mentionnés à l'article précédent :

1° Un autre magistrat affecté à la chambre, désigné en suivant l'ordre du tableau parmi les magistrats présents ;

2° Un magistrat affecté à une autre chambre, désigné en suivant l'ordre du tableau parmi les magistrats présents autres que les présidents de chambre."

III. - L'article R. 222-30 du code précité est remplacé par les dispositions suivantes :

"Art. R. 222-30.— La cour administrative d'appel en formation plénière est présidée par le président de la cour ou, à défaut, par le président de chambre le plus ancien dans ses fonctions. Elle comprend en outre :

1° Les présidents de chambre de la cour, remplacés en cas d'absence ou d'empêchement par un magistrat de la même chambre, ayant au moins le grade de président, désigné en suivant l'ordre du tableau ;

2° Le magistrat rapporteur ;

3° S'il y a lieu, un magistrat départageur ayant le grade de président, désigné en suivant l'ordre du tableau."

IV. - L'article R. 222-31 est abrogé.

Art. 3.— L'article R. 312-17 du même code est remplacé par les dispositions suivantes :

"Art. R. 312-17.— Les recours visés à l'article R. 311-2 sont portés devant le tribunal administratif dans le ressort duquel se situe la résidence ou le siège social du requérant à la date des décisions attaquées."

Art. 4.— L'article R. 412-1 du code de justice administrative est complété par un alinéa ainsi rédigé :

"Cette décision ou cette pièce doit être accompagnée de copies dans les conditions fixées à l'article R. 411-3."

Art. 5.— I. - Le 4° de l'article R. 431-3 du code de justice administrative est remplacé par les dispositions suivantes :

"4° Aux litiges en matière de pensions, d'aide sociale, d'aide personnalisée au logement, d'emplois réservés et d'indemnisation des rapatriés."

II. - Le 5° de l'article R. 811-7 du même code est remplacé par les dispositions suivantes :

"5° Les litiges en matière de pensions, d'aide sociale, d'aide personnalisée au logement, d'emplois réservés et d'indemnisation des rapatriés."

Art. 6.— Il est inséré, au chapitre IV du titre V du livre V du code précité, un article R. 554-1 ainsi rédigé :

"Art. R. 554-1.— L'appel ouvert contre les décisions du juge des référés prises en application des dispositions mentionnées à l'article L. 554-1 est présenté dans la quinzaine de leur notification."

Art. 7.— I. - A l'article R. 221-3 du code précité, après le mot : "Réunion", sont insérés les mots : ", Terres australes et antarctiques françaises".

II. - Aux articles R. 611-3 et R. 612-3 du même code, la référence à l'article R. 611-9 est remplacée par une référence à l'article R. 611-10.

III. - A l'article R. 811-16, la référence à l'article R. 541-5 est remplacée par une référence à l'article R. 541-6.

Art. 8.— Les présidents des cours administratives d'appel et les présidents de formation de jugement des cours peuvent, par ordonnance, rejeter les requêtes dirigées contre des ordonnances prises, avant l'entrée en vigueur du code de justice administrative, en application du dernier alinéa de l'article L. 9 du code des tribunaux administratifs et des cours administratives d'appel et, depuis le 1er janvier 2001, en application des dispositions maintenues en vigueur par l'article 5 du décret du 22 novembre 2000 susvisé.

Art. 9.— Le présent décret est applicable en Polynésie française, dans les Terres australes et antarctiques françaises, en Nouvelle-Calédonie et à Mayotte.

Art. 10.— Les dispositions du II et du III de l'article 1er et de l'article 2 du présent décret entreront en vigueur le 1er septembre 2001.

Art. 11.— La garde des sceaux, ministre de la justice, le ministre de l'intérieur et le secrétaire d'Etat à l'outre-mer sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret, qui sera publié au *Journal officiel* de la République française.

Fait à Paris, le 31 juillet 2001.

Lionel JOSPIN.

Par le Premier ministre :

La garde des sceaux, ministre de la justice,
Marylise LEBRANCHU.

Le ministre de l'intérieur,
Daniel VAILLANT.

Le secrétaire d'Etat à l'outre-mer,
Christian PAUL.

DECRET n° 2001-720 du 31 juillet 2001 fixant pour l'année 1999 et pour l'année 2000 la quote-part des ressources du budget du territoire de la Polynésie française destinée à alimenter le fonds intercommunal de péréquation.

Le Premier ministre,

Sur le rapport du ministre de l'intérieur,

Vu la loi organique n° 96-312 du 12 avril 1996 portant statut d'autonomie de la Polynésie française, complétée par la loi organique n° 96-624 du 15 juillet 1996 et par la loi organique n° 2000-294 du 5 avril 2000, notamment son article 32 (6°) ;

Vu la loi n° 71-1028 du 24 décembre 1971 relative à la création et à l'organisation des communes dans le territoire de la Polynésie française, modifiée par la loi n° 77-1460 du 29 décembre 1977 et par la loi organique n° 97-1074 du 22 novembre 1997, notamment les premier et deuxième alinéas de son article 10 ;

Vu le décret n° 72-519 du 28 juin 1972 fixant les modalités de la mise en place progressive du régime communal dans le territoire de la Polynésie française ;

Vu l'avis du haut-commissaire de la République en Polynésie française en date du 20 juin 2000 ;

Vu l'avis du conseil des ministres de la Polynésie française en date du 16 août 2000 ;

Vu l'avis de l'assemblée de la Polynésie française en date du 24 août 2000 ;

Le Conseil d'Etat (section de l'intérieur) entendu,

Décète :

Article 1er.— La quote-part des ressources du budget territorial énumérées au premier alinéa de l'article 10 de la loi du 24 décembre 1971 susvisée et destinée à alimenter le fonds intercommunal de péréquation est fixée, pour l'année 1999, à 15 % du total des impôts, droits et taxes inscrits au budget primitif de l'année 1999 du territoire de la Polynésie française dont la liste et les montants figurent en annexe I au présent décret.

Cette même quote-part est fixée, pour l'année 2000, à 15 % du total des impôts, droits et taxes inscrits au budget primitif de l'année 2000 du territoire de la Polynésie française dont la liste et les montants figurent en annexe II au présent décret.

Chaque quote-part ainsi calculée est versée au fonds intercommunal de péréquation par douzièmes mensuels.

Art. 2.— Les montants calculés dans les conditions fixées au premier et au deuxième alinéas de l'article 1er seront éventuellement majorés pour atteindre 15 % du total des impôts, droits et taxes perçus au profit du budget territorial et constatés respectivement à la clôture de l'exercice 1999 et à la clôture de l'exercice 2000, conformément à l'article 10 de la loi du 24 décembre 1971 susvisée.

Art. 3.— Le ministre de l'intérieur et le secrétaire d'Etat à l'outre-mer sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret, qui sera publié au *Journal officiel* de la République française.

Fait à Paris, le 31 juillet 2001.

Lionel JOSPIN.

Par le Premier ministre :

Le ministre de l'intérieur,
Daniel VAILLANT.

Le secrétaire d'Etat à l'outre-mer,
Christian PAUL.

ANNEXE I

Composantes de l'assiette du prélèvement FIP	Montants BP 1999 (en F CFP)	Montants BP 1999 (en FF)
Droits de douane.....	3.796.000.000	208.663.070,29
Droits d'entrée.....	20.340.000.000	1.118.073.458,84
Taxe de consommation sur les hydrocarbures ..	3.235.000.000	177.825.351,00
Droits de consommation sur autres produits	886.000.000	48.702.708,19
Taxe de statistiques.....	155.000.000	8.520.225,47
Taxe d'entrepôt fictif.....	50.000.000	2.748.459,83
Taxe sur l'essence et le gazole.....	308.000.000	16.930.512,55
Taxe sur le reboisement.....	296.000.000	16.270.882,19
Taxe sur la viande bovine importée.....	53.000.000	2.913.367,42
Taxe sur l'audiovisuel.....	137.000.000	7.530.779,93
Droit spécifique d'importation sur les vins.....	180.000.000	9.894.455,39
Taxe intérieure sur les produits pétroliers.....	196.000.000	10.773.962,53
Taxe sur tabac et alcool importés.....	84.000.000	4.617.412,51
Taxe de développement local.....	60.000.000	3.298.151,80
Tabacs.....	2.165.000.000	119.008.310,64
Produits du cru.....	479.000.000	26.330.245,17
Droit spécifique spécial sur la bière.....	253.000.000	13.907.206,74
Droit spécifique sur les perles exportées.....	462.000.000	25.395.768,83
Droits de sortie.....	1.000.000	54.969,20
Taxe sur la publicité télévisée.....	71.000.000	3.902.812,96
Taxe de mise en circulation.....	640.000.000	35.180.285,82
Droits d'enregistrement.....	1.500.000.000	82.453.794,90
Droits de timbre et de visa.....	280.000.000	15.391.375,05
Impôt sur les plus-values immobilières.....	6.000.000	329.815,18
Taxe sur les conventions d'assurance.....	530.000.000	29.133.674,20
Taxe sur la valeur ajoutée à l'importation.....	4.600.000.000	252.858.304,36
Taxe sur la valeur ajoutée régime intérieur.....	6.300.000.000	346.305.938,58
Taxe spécifique exceptionnelle sur certains carburants.....	1.558.000.000	85.642.008,30
Versement forfaitaire CEA/CEP.....	3.200.000.000	175.901.429,12
Impôt sur le revenu des capitaux mobiliers.....	750.000.000	41.226.897,45
Impôt sur le bénéfice des sociétés.....	6.500.000.000	357.299.777,90
Contribution exceptionnelle.....	820.000.000	45.074.741,21
Impôt sur les transactions.....	2.160.000.000	118.733.464,66
Taxe sur les activités d'assurances.....	200.000.000	10.993.839,32
Taxe additionnelle.....	150.000.000	8.245.379,49
Taxe sur les produits nets bancaires.....	330.000.000	18.139.834,88
Propriétés bâties.....	1.380.000.000	75.857.491,31
Patentes.....	1.440.000.000	79.155.643,10
Licences.....	37.000.000	2.033.860,27
Taxe d'apprentissage.....	118.000.000	6.486.365,20
Autres produits exceptionnels.....	1.000.000	54.969,20
Participation du CAVC.....	160.000.000	8.795.071,46
Revenus des jeux de hasard.....	900.000.000	49.472.276,94
Valeur totale de l'assiette.....	66.767.000.000	3.670.128.349,39
Déductions.....	780.000.000	42.875.973,35
Assiette après déductions.....	65.987.000.000	3.627.252.376,04

ANNEXE II

Composantes de l'assiette du prélèvement FIP	Montants BP 2000 (en F CFP)	Montants BP 2000 (en FF)
Droits de douane	3.500.000.000	192.392.188,10
Droits d'entrée	13.962.000.000	767.479.922,93
Taxe de consommation sur les hydrocarbures	3.235.000.000	177.825.351,00
Droits de consommation sur autres produits	886.000.000	48.702.708,19
Taxe de statistiques	163.000.000	8.959.979,05
Taxe sur l'essence et le gazole	312.000.000	17.150.389,34
Droit spécifique d'importation sur les vins	180.000.000	9.894.455,39
Taxe intérieure sur les produits pétroliers	307.000.000	16.875.543,36
Taxe sur tabac et alcool importés	90.000.000	4.947.227,69
Taxe de développement local	720.000.000	39.577.821,55
Tabacs	2.190.000.000	120.382.540,55
Produits du cru	508.000.000	27.924.351,87
Droit spécifique spécial sur la bière	186.000.000	10.224.270,57
Droit spécifique sur les perles exportées	533.000.000	29.298.581,79
Droits de sortie	1.000.000	54.969,20
Taxe sur la publicité télévisée	71.000.000	3.902.812,96
Taxe de mise en circulation	1.000.000.000	54.969.196,60
Droits d'enregistrement	1.600.000.000	87.950.714,56
Droits de timbre et de visa	320.000.000	17.590.142,91
Impôt sur les plus-values immobilières	5.000.000	274.845,98
Taxe sur les conventions d'assurance	530.000.000	29.133.674,20
Taxe sur la valeur ajoutée à l'importation	8.000.000.000	439.753.572,80
Taxe sur la valeur ajoutée régime intérieur	11.100.000.000	610.158.082,26
Taxe spécifique exceptionnelle sur certains carburants	1.558.000.000	85.642.008,30
Versement forfaitaire CEA/CEP	3.867.000.000	212.565.883,25
Impôt sur le revenu des capitaux mobiliers	700.000.000	38.478.437,62
Impôt sur le bénéfice des sociétés	8.022.000.000	440.962.895,13
Contribution exceptionnelle	870.000.000	47.823.201,04
Impôt sur les transactions	2.290.000.000	125.879.460,21
Taxe sur les activités d'assurances	220.000.000	12.093.223,25
Taxe additionnelle	200.000.000	10.993.839,32
Taxe sur les produits nets bancaires	350.000.000	19.239.218,81
Retenue à la source revenus des non-résidents	150.000.000	8.245.379,49
Propriétés bâties	1.420.000.000	78.056.259,17
Patentes	1.485.000.000	81.629.256,95
Licences	37.000.000	2.033.860,27
Taxe d'apprentissage	118.000.000	6.486.365,20
Autres produits exceptionnels	1.000.000	54.969,20
Participation du CAVC	170.000.000	9.344.763,42
Revenus des jeux de hasard	900.000.000	49.472.276,94
Valeur totale de l'assiette	71.757.000.000	3.944.424.640,43
Déductions	1.280.000.000	70.360.571,65
Assiette après déductions	70.477.000.000	3.874.064.068,78

ACTES REGLEMENTAIRES DU HAUT-COMMISSAIRE

ARRETE n° 211 DAF/PERS du 8 août 2001 portant composition de la commission administrative paritaire du corps des conducteurs et agents des travaux publics de l'Etat du corps de l'Etat pour l'administration de la Polynésie française.

Le haut-commissaire de la République
en Polynésie française,
officier de la Légion d'honneur,

Vu la loi organique n° 96-312 du 12 avril 1996 portant statut d'autonomie de la Polynésie française, complétée par la loi organique n° 96-624 du 15 juillet 1996 ;

Vu la loi n° 96-313 du 12 avril 1996 complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu la loi n° 66-496 du 11 juillet 1966 relative à la création des corps de fonctionnaires de l'Etat pour l'administration de la Polynésie française, modifiée par la loi organique n° 95-173 du 20 février 1995 portant dispositions diverses relatives aux territoires d'outre-mer ;

Vu le décret n° 96-286 du 28 mars 1996 modifiant le décret n° 68-20 du 5 janvier 1968 fixant les conditions d'application de la loi n° 66-496 du 11 juillet 1966 modifiée relative à la création des corps de fonctionnaires de l'Etat pour l'administration de la Polynésie française ;

Vu le décret n° 82-451 du 28 mai 1982 relatif aux commissions administratives paritaires, modifié par le décret n° 84-955 du 25 octobre 1984 et le décret n° 86-247 du 20 février 1986 ;

Vu l'arrêté n° 42 DAF/PERS du 16 février 2001 fixant la date des élections des membres de la commission administrative paritaire compétente à l'égard du corps des conducteurs et agents des travaux publics de l'Etat pour l'administration de la Polynésie française ;

Vu le procès-verbal des élections du 2 mai 2001,

Arrête :

Article 1er.— La commission administrative paritaire compétente à l'égard du corps des conducteurs des travaux publics de l'Etat pour l'administration de la Polynésie française est composée comme suit :

Représentants de l'administration :

- titulaire : le secrétaire général de la Polynésie française ;
- suppléant : M. Georges Lan Ah Loi, directeur de l'équipement.

Représentants du personnel :

- titulaire : M. Wellington Li Fung Kuee ;
- suppléant : M. Fou Min Tcheou Koang Fong.

Art. 2.— La durée du mandat des membres de la commission administrative paritaire ainsi constituée est fixée à trois ans à compter de la date du présent arrêté.

Art. 3.— Le secrétaire général de la Polynésie française est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 8 août 2001.

Pour le haut-commissaire
et par délégation :
Le secrétaire général
de la Polynésie française,
Christian MASSINON.

ARRETE n° 463 MAC du 13 août 2001 et ses annexes portant répartition des crédits du Fonds intercommunal de péréquation (F.I.P.) entre les communes de Polynésie française au titre de l'exercice 2001.

Le haut-commissaire de la République
en Polynésie française,
officier de la Légion d'honneur,
président du comité de gestion
du Fonds intercommunal de péréquation,

Vu la loi organique n° 96-312 du 12 avril 1996 portant statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu la loi n° 71-1028 du 24 décembre 1971 relative à la création et à l'organisation des communes dans le territoire de la Polynésie française, modifiée et complétée par la loi n° 77-1460 du 29 décembre 1977 ;

Vu la loi n° 96-313 du 12 avril 1996 complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu le décret n° 72-407 du 7 mai 1972 portant création de communes dans le territoire de la Polynésie française ;

Vu le décret n° 72-408 du 7 mai 1972 portant création des subdivisions administratives dans le territoire de la Polynésie française ;

Vu le décret n° 72-668 du 13 juillet 1972 modifié par le décret n° 79-127 du 13 février 1979 relatif à la composition et au fonctionnement du comité de gestion du Fonds intercommunal de péréquation, aux modalités d'élection des représentants des communes et de l'assemblée territoriale à ce comité, fixant les modalités suivant lesquelles le fonds assurera à chaque commune un minimum de ressources ;

Vu l'arrêté n° 742 du 7 juillet 1987 portant organisation des élections des représentants des communes au sein du comité de gestion du Fonds intercommunal de péréquation ;

Vu l'arrêté n° 12 MAC du 11 janvier 2001 portant attribution aux communes de Polynésie française d'acomptes provisionnels sur les dotations non affectées de fonctionnement et d'investissement (D.N.A.F. et D.N.A.I.) du Fonds intercommunal de péréquation, pour les mois de janvier, février et mars 2001 ;

Vu l'arrêté n° 147 MAC du 16 mars 2001 portant répartition des annuités d'emprunts versées par le Fonds intercommunal de péréquation (F.I.P.) aux communes de Polynésie française au titre de l'exercice 2001 ;

Vu l'arrêté n° 148 MAC du 16 mars 2001 portant attribution aux communes de Polynésie française d'acomptes provisionnels sur les dotations non affectées de fonctionnement et d'investissement (D.N.A.F. et D.N.A.I.) du Fonds intercommunal de péréquation, pour les mois d'avril, mai et juin 2001 ;

Vu l'arrêté n° 194 MAC du 4 avril 2001 portant modification des annuités d'emprunts prises en charge par le Fonds intercommunal de péréquation (F.I.P.) au titre de l'exercice 2001 ;

Vu l'arrêté n° 211 MAC du 19 avril 2001 portant remboursement de la somme de 22.745.545 F CFP à la commune de Fa'aa des dépenses engagées au titre des exercices 1998 et 1999 de la dotation formation du personnel communal et information des élus municipaux du Fonds intercommunal de péréquation ;

Vu l'arrêté n° 261 MAC du 16 mai 2001 portant modification de l'arrêté n° 148 MAC du 16 mars 2001 et accordant à la commune de Papeete, le versement par anticipation des douzièmes provisoires sur les dotations non affectées de fonctionnement et d'investissement (D.N.A.F. et D.N.A.I.) du Fonds intercommunal de péréquation au titre de l'exercice 2001 pour les mois de mai et juin 2001 ;

Vu l'arrêté n° 366 MAC du 27 juin 2001 portant attribution aux communes de Polynésie française d'acomptes provisionnels sur les dotations non affectées de fonctionnement et d'investissement (D.N.A.F. et D.N.A.I.) du Fonds intercommunal de péréquation, pour les mois de juillet, août et septembre 2001 ;

Vu l'arrêté n° 323 MAC du 7 juillet 2000 portant désignation des représentants de l'assemblée territoriale au comité de gestion du Fonds intercommunal de péréquation pour la période du 1er août 2000 au 31 juillet 2001 ;

Vu l'arrêté n° 350 MAC du 20 juillet 2000 portant désignation des représentants des communes au comité de gestion du Fonds intercommunal de péréquation pour la période du 1er août 2000 au 31 juillet 2001 ;

Vu le budget primitif 2001 du territoire ;

Vu les décisions du comité de gestion du F.I.P. réuni le 12 décembre 2000,

Arrête :

Article 1er.— L'arrêté n° 366 MAC du 27 juin 2001 est abrogé à compter de la publication du présent arrêté.

Art. 2.— Le montant des crédits du Fonds intercommunal de péréquation versé au titre de l'exercice 2001 s'élève à 13.074.118.383 F CFP, réparti comme suit :

- quote-part sur la fiscalité territoriale	11.301.600.000 F CFP
- complément F.I.P. 2000	800.000.000 F CFP
- dotation Etat 2001	946.893.955 F CFP
- report excédent F.I.P. 2000	25.624.428 F CFP
Total	13.074.118.383 F CFP

Art. 3.— Par imputation sur les disponibilités du fonds, exercice 2001, il est attribué aux communes de Polynésie française des dotations de fonctionnement s'élevant globalement à :

- dotation non affectée de fonctionnement (D.N.A.F.)	9.213.644.433 F CFP
- dotation formation du personnel et information des élus	200.000.000 F CFP
- cellule technique du S.P.C.P.F.	39.000.000 F CFP
- régularisation formation/information de la commune de Fa'aa	22.745.545 F CFP
- dotation pour remboursement des intérêts des emprunts	23.504.728 F CFP

Art. 4.— La D.N.A.F. est versée aux communes chaque mois, par douzième de son montant, après déduction des acomptes provisionnels déjà versés. La répartition par commune de cette dotation ainsi que l'échéancier de versement figurent au tableau n° 2 annexé au présent arrêté.

Les dotations charges scolaires et antennes communales aux droits des femmes et des familles sont intégrées dans la D.N.A.F. à compter de cet exercice.

Art. 5.— La dotation réservée à la formation du personnel communal et à l'information des élus est versée en une seule fois sur présentation du bilan d'utilisation de la dotation perçue à ce titre en 2000 (voir tableau n° 1).

Les communes adhérentes au Syndicat pour la promotion des communes de Polynésie française (S.P.C.P.F.) devront reverser immédiatement les sommes perçues au syndicat qui justifiera à la fin de l'exercice 2001 de l'utilisation de la dotation précitée.

Les communes non adhérentes au S.P.C.P.F. devront rendre compte directement de l'utilisation de cette dotation, à la fin de l'exercice 2001.

Art. 6.— Une dotation relative au fonctionnement de la cellule technique du S.P.C.P.F. d'un montant global de 39.000.000 F CFP est répartie entre les communes des îles Australes, îles Sous-le-Vent, îles Marquises et Tuamotu-Gambier selon le tableau n° 1 ci-annexé.

Cette dotation est versée en une seule fois. Chaque commune bénéficiaire devra reverser immédiatement les sommes perçues au syndicat.

Art. 7.— Les modalités de versement de la dotation pour le remboursement à la commune de Faavae des dépenses engagées au titre des exercices 1998 et 1999 de la dotation formation du personnel communal et information des élus municipaux ont été déterminées par arrêté n° 147 MAC du 16 mars 2001.

Art. 8.— Par imputation sur les disponibilités du fonds, exercice 2001, il est attribué aux communes de Polynésie française des dotations d'investissement s'élevant globalement à :

- dotation non affectée d'investissement (D.N.A.I.)	1.784.075.109 F CFP
- dotation pour remboursement du capital des emprunts	116.673.568 F CFP

Art. 9.— La D.N.A.I. est versée aux communes chaque mois, par douzième de son montant, après déduction des acomptes provisionnels déjà versés. La répartition par commune de cette dotation ainsi que l'échéancier de versement figurent au tableau n° 3 annexé au présent arrêté.

Art. 10.— Les modalités de versement des dotations pour le remboursement des intérêts et du capital des emprunts pris en charge par le fonds ont été déterminées par arrêtés n° 147 MAC du 16 mars 2001 et n° 194 MAC du 4 avril 2001.

Art. 11.— Le secrétaire général de la Polynésie française, le trésorier-payeur général, les trésoriers et les maires sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 13 août 2001.

Pour le haut-commissaire,
par délégation :

*Le secrétaire général
de la Polynésie française,*
Christian MASSINON.

Annexe 1

Fonds Intercommunal de Péréquation :
REPARTITION DES DOTATIONS DE FONCTIONNEMENT ET D'INVESTISSEMENT 2001

Communes	FONCTIONNEMENT			INVESTISSEMENT
	Dnaf 2001	Formation Information	Cellule technique du SPC	Dnai 2001
Raivavae	53 004 077	1 496 241	762 544	10 165 000
Rapa	22 864 601	743 128	328 942	10 165 000
Rimatara	46 940 693	1 325 079	675 313	10 165 000
Rurutu	106 594 328	2 874 095	1 533 522	19 660 523
Tubuai	96 241 267	2 922 591	1 384 577	17 750 979
Iles Australes	325 644 966	9 361 134	4 684 898	67 906 502
Arue	358 875 914	7 051 716	0	66 191 967
Faaa	1 044 002 660	20 514 084	0	192 558 449
Hitiaa O Te Ra	255 068 939	5 496 995	0	47 045 550
Mahina	455 607 756	9 223 730	0	84 033 428
Moorea-Maiao	553 479 447	10 903 456	0	102 085 127
Paea	390 220 001	8 146 836	0	71 973 148
Papara	272 906 816	6 287 034	0	50 335 612
Papeete	1 121 418 734	20 248 624	0	206 837 262
Pirae	530 389 485	11 073 231	0	97 826 357
Punaauia	764 199 813	15 471 144	0	140 950 915
Taiarapu-Est	334 577 308	6 985 153	0	61 710 271
Taiarapu-Ouest	184 729 184	3 981 101	0	34 071 911
Teva I Uta	237 297 485	4 954 189	0	43 767 739
Iles du Vent	6 502 773 542	130 337 293	0	1 199 387 736
Bora Bora	273 611 364	5 803 731	3 936 316	50 465 561
Huahine	259 288 400	5 445 464	3 730 258	47 823 798
Maupiti	41 973 748	1 178 831	603 856	10 165 000
Tahaa	208 894 946	4 321 365	3 005 271	38 529 104
Taputapuata	150 497 436	3 648 088	2 164 991	27 756 277
Tumaraa	126 678 456	3 036 216	1 822 462	23 364 890
Uturoa	151 757 046	3 442 789	2 183 256	27 990 447
Iles sous le Vent	1 212 691 396	26 876 484	17 446 410	226 095 077
Fatu-Hiva	28 440 495	900 027	409 160	10 165 000
Hiva-Oa	93 691 847	2 620 205	1 347 900	17 280 757
Nuku-Hiva	126 765 279	3 387 581	1 823 711	23 380 904
Tahuata	28 710 927	908 585	413 050	10 165 000
Ua-Huka	25 058 901	814 446	360 510	10 165 000
Ua-Pou	100 280 677	2 871 246	1 442 691	18 496 018
Iles Marquises	402 948 126	11 502 090	5 797 022	89 652 679
Anaa	31 950 188	937 112	459 652	10 165 000
Arutua	63 615 710	1 821 449	915 209	11 733 440
Fakarava	67 629 499	1 891 340	972 953	12 473 753
Fangatau	12 352 127	362 293	177 704	10 165 000
Gambier	46 414 773	1 550 443	667 747	10 165 000
Hao	89 712 929	2 376 299	1 290 657	16 546 876
Hikueru	9 677 454	283 844	139 225	10 165 000
Makemo	55 372 260	1 513 357	796 614	10 212 997
Manihi	54 371 185	1 634 597	782 212	10 165 000
Napuka	18 674 082	547 718	268 655	10 165 000
Nukutavake	16 339 822	467 843	235 073	10 165 000
Puka Puka	7 472 480	249 611	107 503	10 165 000
Rangiroa	146 280 312	3 742 743	2 104 465	26 980 305
Reao	24 576 155	738 849	353 565	10 165 000
Takaroa	53 493 465	1 568 985	769 585	10 165 000
Tatakoto	10 546 871	352 308	151 733	10 165 000
Tureia	61 107 091	1 884 208	879 118	11 270 744
Tuamotu-Gambier	769 586 403	21 922 999	11 071 670	201 033 115
TOTAL	9 213 644 433	200 000 000	39 000 000	1 784 075 109

Fonds Intercommunal de Péréquation : REPARTITION DE LA DOTATION NON AFFECTEE DE FONCTIONNEMENT 2001 - ECHEANCIER DE VERSEMENT

Communes	DNAF 2001	TOTAL DES ACOMPTES VERSES EN 2001					TOTAL DES ACOMPTES VERSES	RESTE A VERSER EN 2001					TOTAL
		mensualité de janvier à avril	mai	juin	mensualité de juillet et août	septembre		octobre	novembre	décembre			
Raivavae	53 004 077	3 986 888	3 986 888	3 986 888	3 986 888	31 895 104	5 277 243	5 277 243	5 277 243	5 277 243	5 277 243	5 277 243	21 108 973
Rapa	22 864 601	1 782 669	1 782 669	1 782 669	1 782 669	14 261 352	2 150 812	2 150 812	2 150 812	2 150 812	2 150 812	2 150 812	8 603 249
Rimatara	46 940 693	3 968 698	3 968 698	3 968 698	3 968 698	31 749 584	3 797 777	3 797 777	3 797 777	3 797 777	3 797 777	3 797 777	15 191 109
Rurutu	106 594 328	8 753 681	8 753 681	8 753 681	8 753 681	70 029 448	9 141 220	9 141 220	9 141 220	9 141 220	9 141 220	9 141 220	36 564 880
Tubuai	96 241 267	7 924 057	7 924 057	7 924 057	7 924 057	63 392 456	8 212 202	8 212 202	8 212 202	8 212 202	8 212 202	8 212 202	32 848 811
Iles Australes	325 644 966	26 415 993	26 415 993	26 415 993	26 415 993	211 327 944	28 579 254	28 579 254	28 579 254	28 579 254	28 579 254	28 579 254	114 317 022
Arue	358 875 914	25 425 985	25 425 985	25 425 985	25 425 985	203 407 880	38 867 008	38 867 008	38 867 008	38 867 008	38 867 008	38 867 008	155 468 034
Faaā	1 044 002 660	79 216 123	79 216 123	79 216 123	79 216 123	633 728 984	102 568 419	102 568 419	102 568 419	102 568 419	102 568 419	102 568 419	410 273 676
Hitiā O Te Ra	255 068 939	20 694 508	20 694 508	20 694 508	20 694 508	165 556 064	22 378 218	22 378 218	22 378 218	22 378 218	22 378 218	22 378 218	89 512 875
Mahina	455 607 756	35 171 417	35 171 417	35 171 417	35 171 417	281 371 336	43 559 105	43 559 105	43 559 105	43 559 105	43 559 105	43 559 105	174 236 420
Moorea-Maiao	553 479 447	45 856 660	45 856 660	45 856 660	45 856 660	366 853 280	46 656 541	46 656 541	46 656 541	46 656 541	46 656 541	46 656 541	186 626 167
Paea	390 220 001	31 724 205	31 724 205	31 724 205	31 724 205	253 793 640	34 106 590	34 106 590	34 106 590	34 106 590	34 106 590	34 106 590	136 426 361
Papara	272 906 816	23 471 639	23 471 639	23 471 639	23 471 639	187 773 112	21 283 426	21 283 426	21 283 426	21 283 426	21 283 426	21 283 426	85 133 704
Papeete	1 121 418 734	99 436 975	99 436 975	99 436 975	99 436 975	1 093 806 725	0	0	0	0	0	0	27 612 009
Pirae	530 389 485	41 665 948	41 665 948	41 665 948	41 665 948	333 327 584	49 265 475	49 265 475	49 265 475	49 265 475	49 265 475	49 265 475	197 061 901
Punaāia	764 199 813	54 463 005	54 463 005	54 463 005	54 463 005	435 704 040	82 123 943	82 123 943	82 123 943	82 123 943	82 123 943	82 123 943	328 495 773
Taiarapu-Est	334 577 308	28 787 743	28 787 743	28 787 743	28 787 743	230 301 944	26 068 841	26 068 841	26 068 841	26 068 841	26 068 841	26 068 841	104 275 364
Taiarapu-Ouest	184 729 184	15 288 316	15 288 316	15 288 316	15 288 316	122 306 528	15 605 664	15 605 664	15 605 664	15 605 664	15 605 664	15 605 664	62 422 656
Teva I Uta	237 297 485	19 832 992	19 832 992	19 832 992	19 832 992	158 663 936	19 658 387	19 658 387	19 658 387	19 658 387	19 658 387	19 658 387	78 633 549
Iles du Vent	6 502 773 542	521 035 516	521 035 516	521 035 516	521 035 516	4 466 595 053	502 141 617	502 141 617	502 141 617	502 141 617	502 141 617	502 141 617	2 036 178 489
Bora Bora	273 611 364	22 865 882	22 865 882	22 865 882	22 865 882	182 927 056	22 671 077	22 671 077	22 671 077	22 671 077	22 671 077	22 671 077	90 684 308
Huahine	259 288 400	20 878 567	20 878 567	20 878 567	20 878 567	167 028 536	23 064 966	23 064 966	23 064 966	23 064 966	23 064 966	23 064 966	92 259 864
Maupiti	41 973 748	3 688 099	3 688 099	3 688 099	3 688 099	29 504 792	3 117 239	3 117 239	3 117 239	3 117 239	3 117 239	3 117 239	12 468 956
Tahaa	208 894 946	16 880 398	16 880 398	16 880 398	16 880 398	135 043 184	18 462 940	18 462 940	18 462 940	18 462 940	18 462 940	18 462 940	73 851 762
Taputapuātea	150 487 436	12 020 107	12 020 107	12 020 107	12 020 107	96 160 856	13 581 645	13 581 645	13 581 645	13 581 645	13 581 645	13 581 645	54 326 580
Tumaraa	126 678 456	10 191 976	10 191 976	10 191 976	10 191 976	81 535 808	11 285 662	11 285 662	11 285 662	11 285 662	11 285 662	11 285 662	45 142 648
Uturoa	151 757 046	13 203 602	13 203 602	13 203 602	13 203 602	105 628 816	11 532 057	11 532 057	11 532 057	11 532 057	11 532 057	11 532 057	46 128 230
Iles sous le Vent	1 212 691 396	99 728 631	99 728 631	99 728 631	99 728 631	797 829 048	103 715 586	103 715 586	103 715 586	103 715 586	103 715 586	103 715 586	414 862 348
Fatu-Hiva	28 440 495	2 097 587	2 097 587	2 097 587	2 097 587	16 780 696	2 914 949	2 914 949	2 914 949	2 914 949	2 914 949	2 914 949	11 659 799
Hiva-Oa	93 691 847	7 736 919	7 736 919	7 736 919	7 736 919	61 895 352	7 949 123	7 949 123	7 949 123	7 949 123	7 949 123	7 949 123	31 796 495
Nuku-Hiva	126 765 279	10 283 343	10 283 343	10 283 343	10 283 343	82 266 744	11 124 633	11 124 633	11 124 633	11 124 633	11 124 633	11 124 633	44 498 535
Tahuāia	28 710 927	2 176 735	2 176 735	2 176 735	2 176 735	17 413 880	2 824 261	2 824 261	2 824 261	2 824 261	2 824 261	2 824 261	11 297 047
Ua-Huka	25 058 901	2 337 436	2 337 436	2 337 436	2 337 436	18 699 488	1 589 853	1 589 853	1 589 853	1 589 853	1 589 853	1 589 853	6 359 413
Ua-Pou	100 280 677	7 682 321	7 682 321	7 682 321	7 682 321	61 458 568	9 705 527	9 705 527	9 705 527	9 705 527	9 705 527	9 705 527	38 822 109
Iles Marquises	402 948 126	32 314 341	32 314 341	32 314 341	32 314 341	258 514 728	36 108 346	36 108 346	36 108 346	36 108 346	36 108 346	36 108 346	144 433 398
Anaa	31 950 188	2 266 059	2 266 059	2 266 059	2 266 059	18 128 472	3 455 429	3 455 429	3 455 429	3 455 429	3 455 429	3 455 429	13 821 716
Arutua	63 615 710	4 481 916	4 481 916	4 481 916	4 481 916	35 855 328	6 940 095	6 940 095	6 940 095	6 940 095	6 940 095	6 940 095	27 760 382
Fakarava	67 629 499	4 573 859	4 573 859	4 573 859	4 573 859	36 590 872	7 759 656	7 759 656	7 759 656	7 759 656	7 759 656	7 759 656	31 038 627
Fangatau	12 352 127	1 006 766	1 006 766	1 006 766	1 006 766	8 054 128	1 074 499	1 074 499	1 074 499	1 074 499	1 074 499	1 074 499	4 297 999
Gambier	46 414 773	3 492 496	3 492 496	3 492 496	3 492 496	27 939 968	4 618 701	4 618 701	4 618 701	4 618 701	4 618 701	4 618 701	18 474 805
Hao	89 712 929	6 258 597	6 258 597	6 258 597	6 258 597	50 068 776	9 911 038	9 911 038	9 911 038	9 911 038	9 911 038	9 911 038	39 644 153
Hikueru	9 677 454	758 754	758 754	758 754	758 754	6 070 032	901 855	901 855	901 855	901 855	901 855	901 855	3 607 422
Makemo	55 372 260	3 934 351	3 934 351	3 934 351	3 934 351	31 474 808	5 974 363	5 974 363	5 974 363	5 974 363	5 974 363	5 974 363	23 897 452
Manihi	54 371 185	3 650 925	3 650 925	3 650 925	3 650 925	29 207 400	6 290 946	6 290 946	6 290 946	6 290 946	6 290 946	6 290 946	25 163 785
Napuka	18 674 082	1 355 683	1 355 683	1 355 683	1 355 683	10 845 464	1 957 154	1 957 154	1 957 154	1 957 154	1 957 154	1 957 154	7 828 618
Nukutavake	16 339 822	1 181 409	1 181 409	1 181 409	1 181 409	9 451 272	1 722 137	1 722 137	1 722 137	1 722 137	1 722 137	1 722 137	6 888 550
Puka Puka	7 472 480	618 909	618 909	618 909	618 909	4 951 272	630 302	630 302	630 302	630 302	630 302	630 302	2 521 208
Rangiroa	146 280 312	10 299 996	10 299 996	10 299 996	10 299 996	82 399 968	15 970 086	15 970 086	15 970 086	15 970 086	15 970 086	15 970 086	63 880 344
Reao	24 576 155	1 815 898	1 815 898	1 815 898	1 815 898	14 527 184	2 512 242	2 512 242	2 512 242	2 512 242	2 512 242	2 512 242	10 048 971
Takarua	53 493 465												

Fonds Intercommunal de Péréquation : REPARTITION DE LA DOTATION NON AFFECTEE D'INVESTISSEMENT 2001 - ECHEANCIER DE VERSEMENT

Communes	DNAI 2001	TOTAL DES ACOMPTES VERSES EN 2001					TOTAL DES ACOMPTES VERSES					RESTE A VERSER EN 2001			
		mensualité de janvier à avril	mai	juin	mensualité de juillet et août	septembre	octobre	novembre	décembre	TOTAL					
Raiavae	10 165 000	847 083	847 083	847 083	847 083	6 776 664	847 084	847 084	847 084	847 084	3 388 336				
Rapa	10 165 000	847 083	847 083	847 083	847 083	6 776 664	847 084	847 084	847 084	847 084	3 388 336				
Rimatarā	10 165 000	847 083	847 083	847 083	847 083	6 776 664	847 084	847 084	847 084	847 084	3 388 336				
Rurutu	19 660 523	1 559 049	1 559 049	1 559 049	1 559 049	12 472 392	1 797 032	1 797 032	1 797 032	1 797 032	7 188 131				
Tubuai	17 750 979	1 407 625	1 407 625	1 407 625	1 407 625	11 261 000	1 622 494	1 622 494	1 622 494	1 622 497	6 489 979				
Iles Australes	67 906 502	5 507 923	5 507 923	5 507 923	5 507 923	44 063 384	5 960 778	5 960 778	5 960 778	5 960 784	23 843 118				
Arae	66 191 967	4 940 160	4 940 160	4 940 160	4 940 160	39 521 280	6 667 671	6 667 671	6 667 671	6 667 674	26 670 687				
Faaā	192 558 449	15 269 586	15 269 586	15 269 586	15 269 586	122 156 688	17 600 440	17 600 440	17 600 440	17 600 441	70 401 761				
Hitiāā O Te Ra	47 045 550	3 730 639	3 730 639	3 730 639	3 730 639	29 845 112	4 300 109	4 300 109	4 300 109	4 300 111	17 200 438				
Mahina	84 033 428	6 663 720	6 663 720	6 663 720	6 663 720	53 309 760	7 680 917	7 680 917	7 680 917	7 680 917	30 723 668				
Moorea-Māiao	102 085 127	8 717 899	8 717 899	8 717 899	8 717 899	69 743 192	8 085 483	8 085 483	8 085 483	8 085 486	32 341 935				
Pāā	71 973 148	5 707 359	5 707 359	5 707 359	5 707 359	45 658 872	6 578 569	6 578 569	6 578 569	6 578 569	26 314 276				
Pāpāā	50 335 612	3 991 536	3 991 536	3 991 536	3 991 536	31 932 288	4 600 831	4 600 831	4 600 831	4 600 831	18 403 324				
Pāpēēē	206 837 262	16 401 874	16 401 874	16 401 874	16 401 874	180 420 611	0	0	0	0	26 416 651				
Pirāē	97 826 357	7 757 478	7 757 478	7 757 478	7 757 478	62 059 824	8 941 633	8 941 633	8 941 633	8 941 634	35 766 533				
Pūnaāūā	140 950 915	11 177 189	11 177 189	11 177 189	11 177 189	89 417 512	12 883 350	12 883 350	12 883 350	12 883 353	51 533 403				
Tāiarāpi-Est	61 710 271	4 893 528	4 893 528	4 893 528	4 893 528	39 148 224	5 640 511	5 640 511	5 640 511	5 640 514	22 562 047				
Tāiarāpu-Ouest	34 071 911	2 701 849	2 701 849	2 701 849	2 701 849	21 614 792	3 114 279	3 114 279	3 114 279	3 114 282	12 457 119				
Teva I Uta	43 767 739	3 470 713	3 470 713	3 470 713	3 470 713	27 765 704	4 000 508	4 000 508	4 000 508	4 000 511	16 002 035				
Iles du Vent	1 199 387 736	95 423 530	144 629 152	128 227 275	79 021 656	812 593 859	90 094 301	90 094 301	116 510 952	90 094 323	386 793 877				
Bora Bora	50 465 561	4 081 877	4 081 877	4 081 877	4 081 877	32 555 016	4 452 636	4 452 636	4 452 636	4 452 637	17 810 545				
Huahine	47 823 798	3 792 353	3 792 353	3 792 353	3 792 353	30 338 824	4 371 243	4 371 243	4 371 243	4 371 245	17 484 974				
Maupiti	10 165 000	847 083	847 083	847 083	847 083	6 776 664	847 084	847 084	847 084	847 084	3 388 336				
Tahāā	38 529 104	3 055 298	3 055 298	3 055 298	3 055 298	24 442 384	3 521 680	3 521 680	3 521 680	3 521 680	14 086 720				
Taputapuātea	27 756 277	2 201 029	2 201 029	2 201 029	2 201 029	17 608 232	2 537 011	2 537 011	2 537 011	2 537 012	10 148 045				
Tūmarāā	23 364 890	1 852 799	1 852 799	1 852 799	1 852 799	14 822 392	2 135 624	2 135 624	2 135 624	2 135 626	8 542 498				
Uturoā	27 990 447	2 219 599	2 219 599	2 219 599	2 219 599	17 756 792	2 558 413	2 558 413	2 558 413	2 558 416	10 233 655				
Iles sous le Vent	226 095 077	18 050 038	18 050 038	18 050 038	18 050 038	144 400 304	20 423 691	20 423 691	20 423 691	20 423 700	81 694 773				
Fatu-Hiva	10 165 000	847 083	847 083	847 083	847 083	6 776 664	847 084	847 084	847 084	847 084	3 388 336				
Hiva-Oā	17 280 757	1 370 337	1 370 337	1 370 337	1 370 337	10 962 696	1 579 515	1 579 515	1 579 515	1 579 516	6 318 061				
Nuku-Hiva	23 380 904	1 854 069	1 854 069	1 854 069	1 854 069	14 832 552	2 137 088	2 137 088	2 137 088	2 137 088	8 548 352				
Tahuāta	10 165 000	847 083	847 083	847 083	847 083	6 776 664	847 084	847 084	847 084	847 084	3 388 336				
Uā-Hukā	10 165 000	847 083	847 083	847 083	847 083	6 776 664	847 084	847 084	847 084	847 084	3 388 336				
Uā-Pou	18 496 018	1 466 705	1 466 705	1 466 705	1 466 705	11 733 640	1 690 594	1 690 594	1 690 594	1 690 596	6 762 378				
Iles Marquises	89 652 679	7 232 360	7 232 360	7 232 360	7 232 360	57 858 880	7 948 449	7 948 449	7 948 449	7 948 452	31 793 799				
Anāā	10 165 000	847 083	847 083	847 083	847 083	6 776 664	847 084	847 084	847 084	847 084	3 388 336				
Arutua	11 733 440	930 443	930 443	930 443	930 443	7 443 544	1 072 474	1 072 474	1 072 474	1 072 474	4 289 896				
Fakaravā	12 473 753	989 149	989 149	989 149	989 149	7 913 192	1 140 140	1 140 140	1 140 140	1 140 141	4 560 561				
Fangatāu	10 165 000	847 083	847 083	847 083	847 083	6 776 664	847 084	847 084	847 084	847 084	3 388 336				
Gambier	10 165 000	847 083	847 083	847 083	847 083	6 776 664	847 084	847 084	847 084	847 084	3 388 336				
Hāo	16 546 876	1 312 141	1 312 141	1 312 141	1 312 141	10 497 128	1 512 437	1 512 437	1 512 437	1 512 437	6 049 748				
Hikueru	10 165 000	847 083	847 083	847 083	847 083	6 776 664	847 084	847 084	847 084	847 084	3 388 336				
Makemo	10 212 997	847 083	847 083	847 083	847 083	6 776 664	859 083	859 083	859 083	859 084	3 436 333				
Manihī	10 165 000	847 083	847 083	847 083	847 083	6 776 664	847 084	847 084	847 084	847 084	3 388 336				
Nāpukā	10 165 000	847 083	847 083	847 083	847 083	6 776 664	847 084	847 084	847 084	847 084	3 388 336				
Nukunavāke	10 165 000	847 083	847 083	847 083	847 083	6 776 664	847 084	847 084	847 084	847 084	3 388 336				
Pukā Pukā	10 165 000	847 083	847 083	847 083	847 083	6 776 664	847 084	847 084	847 084	847 084	3 388 336				
Rangiroā	26 980 305	2 139 496	2 139 496	2 139 496	2 139 496	17 115 968	2 466 084	2 466 084	2 466 084	2 466 085	9 864 337				
Reāo	10 165 000	847 083	847 083	847 083	847 083	6 776 664	847 084	847 084	847 084	847 084	3 388 336				
Takarāo	10 165 000	847 083	847 083	847 083	847 083	6 776 664	847 084	847 084	847 084	847 084	3 388 336				
Takakoto	10 165 000	847 083	847 083	847 083	847 083	6 776 664	847 084	847 084	847 084	847 084	3 388 336				
Tureiā	11 270 744	847 919	847 919	847 919	847 919	6 783 352	1 121 848	1 121 848	1 121 848	1 121 848	4 487 392				
Tuamotu-Gambier	201 033 115	16 384 144	16 384 144	16 384 144	16 384 144	131 073 152	17 489 990	17 489 990	17 489 990	17 489 993	69 959 963				
TOTAL	1 784 075 109	142 597 995	191 803 617	175 401 740	126 196 121	1 189 989 579	141 917 209	141 917 209	168 333 860	141 917 252	594 085 530				

Par arrêté n° 462 MASC du haut-commissaire de la République en Polynésie française en date du 13 août 2001.— Le présent arrêté a pour objet de définir les modalités de versement et d'utilisation du solde de subvention au Conservatoire artistique territorial (C.A.T.) destinée à soutenir des actions concernant l'enseignement et la formation en matière musicale, lyrique et chorégraphique.

Engagements de l'Etat

Montant du solde

Pour favoriser la mise en place des actions visées ci-dessus, l'Etat apporte son concours sous la forme d'une subvention, soit pour le solde, d'un montant de 191.537,25 FF ou 3.484.446 F CFP.

Le concours financier de l'Etat est imputé sur les crédits délégués par le ministère de la culture et de la communication sur le chapitre 43-30, article 30.

En tout état de cause, il est précisé que cette subvention revêt un caractère forfaitaire et non révisable.

ACTES DES INSTITUTIONS DE LA POLYNÉSIE FRANÇAISE

DELIBERATIONS DE L'ASSEMBLEE DE LA POLYNÉSIE FRANÇAISE OU DE LA COMMISSION PERMANENTE

DELIBERATION n° 2001-120 APF du 16 août 2001 portant approbation du compte financier du port autonome de Papeete pour l'exercice 1999.

NOR : PAP0001226DL

La commission permanente de l'assemblée de la Polynésie française,

Vu la loi organique n° 96-312 du 12 avril 1996 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 96-313 du 12 avril 1996 complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu la délibération n° 95-205 AT du 23 novembre 1995 modifiée portant adoption de la réglementation budgétaire, comptable et financière du territoire et de ses établissements publics ;

Vu la délibération n° 2001-94 APF du 12 juillet 2001 portant délégation de pouvoirs de l'assemblée de la Polynésie française à sa commission permanente ;

Vu l'arrêté n° 1102 CM du 7 août 2000 soumettant un projet de délibération à l'assemblée de la Polynésie française ;

Vu la lettre n° 993-2001 Pr.APF/CP du 7 août 2001 portant convocation en séance des conseillers territoriaux ;

Vu le rapport n° 107-2001 du 16 août 2001 de la commission permanente ;

Dans sa séance du 16 août 2001,

Adopte :

Article 1er.— Le montant définitif des recettes du compte financier du port autonome de Papeete pour l'exercice 1999 est arrêté à la somme de 2.677.821.730 F CFP (*deux milliards six cent soixante-dix-sept millions huit cent vingt et un mille sept cent trente francs pacifiques*), se décomposant ainsi :

1° section de fonctionnement	2.192.712.068 F CFP
2° section des opérations en capital	485.109.662 F CFP

Art. 2.— Le montant définitif des dépenses du compte financier du port autonome de Papeete pour l'exercice 1999 est arrêté à la somme de 2.702.956.870 F CFP (*deux milliards sept cent deux millions neuf cent cinquante-six mille huit cent soixante-dix francs pacifiques*) se décomposant ainsi :

1° section de fonctionnement	1.498.087.175 F CFP
2° section des opérations en capital	1.204.869.695 F CFP

Art. 3.— Le résultat du compte financier du port autonome pour l'exercice 1999 est définitivement fixé ainsi qu'il suit :

Sections du budget 1999	Dépenses	Recettes
Section I - Fonctionnement	1.498.087.175	2.192.712.068
Excédent de l'exercice	694.624.893	
<i>Total fonctionnement</i>	<i>2.192.712.068</i>	<i>2.192.712.068</i>
Section II - Opérations en capital	1.204.869.695	485.109.662
Virement de la section I		694.624.893
Contraction du Fonds de roulement		25.135.140
<i>Total opérations en capital</i>	<i>1.204.869.695</i>	<i>1.204.869.695</i>
Total brut	3.397.581.763	3.397.581.763
Virement entre sections (à réduire)	- 694.624.893	- 694.624.893
<i>Total net</i>	<i>2.702.956.870</i>	<i>2.702.956.870</i>

Art. 4.— Le Président du gouvernement est chargé de l'exécution de la présente délibération qui sera publiée au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Le secrétaire,
Patricia GRAND.

Le président de séance,
Béatrice VERNAUDON.

DELIBERATION n° 2001-121 APF du 16 août 2001 portant approbation du compte financier du port autonome de Papeete pour l'exercice 2000.

NOR : PAP0100790DL

La commission permanente de l'assemblée de la Polynésie française,

Vu la loi organique n° 96-312 du 12 avril 1996 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 96-313 du 12 avril 1996 complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu la délibération n° 95-205 AT du 23 novembre 1995 modifiée portant adoption de la réglementation budgétaire, comptable et financière du territoire et de ses établissements publics ;

Vu la délibération n° 2001-94 APF du 12 juillet 2001 portant délégation de pouvoirs de l'assemblée de la Polynésie française à sa commission permanente ;

Vu l'arrêté n° 633 CM du 15 mai 2001 soumettant un projet de délibération à l'assemblée de la Polynésie française ;

Vu la lettre n° 993-2001 Pr.APF/CP du 7 août 2001 portant convocation en séance des conseillers territoriaux ;

Vu le rapport n° 107-2001 du 16 août 2001 de la commission permanente ;

Dans sa séance du 16 août 2001,

Adopte :

Article 1er.— Le montant définitif des recettes du compte financier du port autonome de Papeete pour l'exercice 2000 est arrêté à la somme de 2.902.067.142 F CFP (*deux milliards neuf cent deux millions soixante-sept mille cent quarante-deux francs pacifiques*), se décomposant ainsi :

1° section de fonctionnement	2.534.428.127 F CFP
2° section des opérations en capital	367.639.015 F CFP

Art. 2.— Le montant définitif des dépenses du compte financier du port autonome de Papeete pour l'exercice 2000 est arrêté à la somme de 2.771.196.682 F CFP (*deux milliards sept cent soixante et onze millions cent quatre-vingt-seize mille six cent quatre-vingt-deux francs pacifiques*) se décomposant ainsi :

1° section de fonctionnement	1.485.041.759 F CFP
2° section des opérations en capital	1.286.154.923 F CFP

Art. 3.— Le résultat du compte financier du port autonome pour l'exercice 2000 est définitivement fixé ainsi qu'il suit :

Sections du budget 2000	Dépenses	Recettes
Section I - Fonctionnement	1.485.041.759	2.534.428.127
Excédent de l'exercice	1.049.386.368	
Total fonctionnement	2.534.428.127	2.534.428.127
Section II - Opérations en capital	1.286.154.923	367.639.015
Virement de la section I		1.049.386.368
Augmentation du Fonds de roulement	130.870.460	
Total opérations en capital	1.417.025.383	1.417.025.383
Total brut	3.951.453.510	3.951.453.510
Virement entre sections (à déduire)	- 1.049.386.368	- 1.049.386.368
Total net	2.902.067.142	2.902.067.142

Art. 4.— Le Président du gouvernement est chargé de l'exécution de la présente délibération qui sera publiée au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Le secrétaire,
Patricia GRAND.

Le président de séance,
Béatrice VERNAUDON.

DELIBERATION n° 2001-122 APF du 16 août 2001 portant avis de l'assemblée de la Polynésie française sur le projet de loi autorisant la ratification de la convention d'Aarhus sur l'accès à l'information, la participation du public au processus décisionnel et l'accès à la justice en matière d'environnement.

La commission permanente de l'assemblée de la Polynésie française,

Vu la loi organique n° 96-312 du 12 avril 1996 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 96-313 du 12 avril 1996 complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu la délibération n° 2001-94 APF du 12 juillet 2001 portant délégation de pouvoirs de l'assemblée de la Polynésie française à sa commission permanente ;

Vu la lettre n° 980 DRCL du 4 septembre 2000 du haut-commissaire de la République soumettant à l'avis de l'assemblée de la Polynésie française un projet de loi autorisant la ratification de la convention d'Aarhus sur l'accès à l'information, la participation du public au processus décisionnel et l'accès à la justice en matière d'environnement ;

Vu la lettre n° 993-2001 Pr.APF/CP du 7 août 2001 portant convocation en séance des conseillers territoriaux ;

Vu le rapport n° 108-2001 du 16 août 2001 de la commission permanente ;

Dans sa séance du 16 août 2001,

Adopte :

Article 1er.— L'assemblée de la Polynésie française émet un avis défavorable au projet de loi autorisant la ratification de la convention d'Aarhus sur l'accès à l'information, la participation du public au processus décisionnel et l'accès à la justice en matière d'environnement et sollicite la réserve d'exclusion écartant l'application de la convention à la Polynésie française.

Art. 2.— Le Président du gouvernement est chargé de l'exécution de la présente délibération qui sera publiée au *Journal officiel* de la Polynésie française et transmise, accompagnée de son rapport de présentation, aux présidents de l'Assemblée nationale et du Sénat et aux parlementaires de la Polynésie française.

Le secrétaire,
Patricia GRAND.

Le président de séance,
Béatrice VERNAUDON.

DELIBERATION n° 2001-123 APF du 16 août 2001 portant approbation du compte financier, exercice 1997, de l'Etablissement d'aménagement et de gestion du domaine de Atimaono et affectation des résultats.

NOR : GDA0001934DL

La commission permanente de l'assemblée de la Polynésie française,

Vu la loi organique n° 96-312 du 12 avril 1996 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 96-313 du 12 avril 1996 complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu la délibération n° 2001-94 APF du 12 juillet 2001 portant délégation de pouvoirs de l'assemblée de la Polynésie française à sa commission permanente ;

Vu l'arrêté n° 1772 CM du 20 décembre 2000 soumettant un projet de délibération à l'assemblée de la Polynésie française ;

Vu la lettre n° 993-2001 Pr.APF/CP du 7 août 2001 portant convocation en séance des conseillers territoriaux ;

Vu le rapport n° 109-2001 du 16 août 2001 de la commission permanente ;

Dans sa séance du 16 août 2001,

Adopte :

Article 1er.— Le montant définitif des recettes du budget de l'Etablissement d'aménagement et de gestion du domaine de Atimaono pour l'exercice 1997 est arrêté à la somme de *quatre-vingt millions neuf cent quarante-six mille six cent cinquante-deux francs CFP* (80.946.652 F CFP) se décomposant :

1° section de fonctionnement	64.220.826 F CFP
2° section d'investissement	<u>16.725.826 F CFP</u>
Total général	80.946.652 F CFP

Art. 2.— Le montant définitif des dépenses du budget de l'Etablissement d'aménagement et de gestion du domaine de Atimaono pour l'exercice 1997 est arrêté à la somme de *soixante-neuf millions trois cent seize mille neuf cents francs CFP* (69.316.900 F CFP) se décomposant :

1° section de fonctionnement	60.551.000 F CFP
2° section d'investissement	<u>8.765.900 F CFP</u>
Total général	69.316.900 F CFP

Art. 3.— Le résultat du budget de l'Etablissement d'aménagement et de gestion du domaine de Atimaono pour l'exercice 1997 est définitivement fixé ainsi qu'il suit :

- recettes	80.946.652 F CFP
- dépenses	<u>69.316.900 F CFP</u>
- résultat	11.629.752 F CFP

Art. 4.— Le résultat défini à l'article 3 ci-dessus est transféré au compte de la classe 10.

Art. 5.— Le Président du gouvernement est chargé de l'exécution de la présente délibération qui sera publiée au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Le secrétaire,
Patricia GRAND.

Le président de séance,
Béatrice VERNAUDON.

DELIBERATION n° 2001-124 APF du 16 août 2001 portant approbation du compte financier, exercice 1999, de l'Etablissement d'aménagement et de gestion du domaine de Atimaono et affectation des résultats.

NOR : GDA0001935DL

La commission permanente de l'assemblée de la Polynésie française,

Vu la loi organique n° 96-312 du 12 avril 1996 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 96-313 du 12 avril 1996 complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu la délibération n° 2001-94 APF du 12 juillet 2001 portant délégation de pouvoirs de l'assemblée de la Polynésie française à sa commission permanente ;

Vu l'arrêté n° 1773 CM du 20 décembre 2001 soumettant un projet de délibération à l'assemblée de la Polynésie française ;

Vu la lettre n° 993-2001 Pr.APF/CP du 7 août 2001 portant convocation en séance des conseillers territoriaux ;

Vu le rapport n° 110-2001 du 16 août 2001 de la commission permanente ;

Dans sa séance du 16 août 2001,

Adopte :

Article 1er.— Le montant définitif des recettes du budget de l'Etablissement d'aménagement et de gestion du domaine de Atimaono pour l'exercice 1999 est arrêté à la somme de *soixante-douze millions neuf cent quatre-vingt-neuf mille cinq cent quarante-deux francs CFP* (72.989.542 F CFP) se décomposant :

1° section de fonctionnement	69.150.073 F CFP
2° section d'investissement	<u>3.839.469 F CFP</u>
Total général	72.989.542 F CFP

Art. 2.— Le montant définitif des dépenses du budget de l'Etablissement d'aménagement et de gestion du domaine de Atimaono pour l'exercice 1999 est arrêté à la somme de *quatre-vingt-deux millions huit cent trente-neuf mille trois cent dix-sept francs CFP* (82.839.317 F CFP) se décomposant :

1° section de fonctionnement	62.981.047 F CFP
2° section d'investissement	<u>19.858.270 F CFP</u>
Total général	82.839.317 F CFP

Art. 3.— Le résultat du budget de l'Etablissement d'aménagement et de gestion du domaine de Atimaono pour l'exercice 1999 est définitivement fixé ainsi qu'il suit :

- recettes	72.989.542 F CFP
- dépenses	<u>82.839.317 F CFP</u>
- résultat	- 9.849.775 F CFP

Art. 4.— Le résultat défini à l'article 3 ci-dessus est transféré au compte de la classe 10.

Art. 5.— Le Président du gouvernement est chargé de l'exécution de la présente délibération qui sera publiée au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Le secrétaire,
Patricia GRAND.

Le président de séance,
Béatrice VERNAUDON.

DELIBERATION n° 2001-125 APF du 16 août 2001 portant approbation du compte administratif 1999 du Centre hospitalier territorial (C.H.T.).

NOR : CHT0001256DL

La commission permanente de l'assemblée de la Polynésie française,

Vu la loi organique n° 96-312 du 12 avril 1996 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 96-313 du 12 avril 1996 complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu la délibération n° 95-205 AT du 23 novembre 1995 portant adoption de la réglementation budgétaire, comptable et financière du territoire et de ses établissements publics ;

Vu la délibération n° 2001-94 APF du 12 juillet 2001 portant délégation de pouvoirs de l'assemblée de la Polynésie française à sa commission permanente ;

Vu l'arrêté n° 1101 CM du 7 août 2000 soumettant un projet de délibération à l'assemblée de la Polynésie française ;

Vu la lettre n° 993-2001 Pr.APF/CP du 7 août 2001 portant convocation en séance des conseillers territoriaux ;

Vu le rapport n° 111-2001 du 16 août 2001 de la commission permanente ;

Dans sa séance du 16 août 2001,

Adopte :

Article 1er.— Le compte administratif du Centre hospitalier territorial pour l'exercice 1999 se résume comme suit :

Section d'investissement :

- recettes	819.385.096 F CFP
- dépenses	<u>851.419.310 F CFP</u>
- résultat	- 32.034.214 F CFP

Les dépenses d'investissement sont arrêtées à la somme de 851.419.310 F CFP dont 425.769.983 F CFP représentant des immobilisations corporelles (acquisitions de matériels techniques ou médicaux). Les recettes d'investissement se sont élevées à 819.385.096 F CFP dont une subvention de 61.111.347 F CFP (49,6 millions dans le cadre du 1er contrat de développement et 11,5 millions pour la mise en place de la télé médecine).

Section de fonctionnement :

- recettes	10.726.470.164 F CFP
- dépenses	<u>10.316.128.734 F CFP</u>
- résultat	+ 410.341.430 F CFP

En fonctionnement, les recettes s'élèvent à la somme de 10.726.470.164 F CFP et les dépenses à la somme de 10.316.128.734 F CFP.

Le résultat brut de l'exercice est de + 410.341.430 F CFP.

Art. 2.— Le compte administratif du budget annexe de l'école de sages-femmes pour l'exercice 1999 se présente de la façon suivante :

Budget école de sages-femmes :

- recettes	15.472.796 F CFP
- dépenses	<u>14.230.435 F CFP</u>
- résultat	+ 1.242.361 F CFP

Le compte administratif de l'école de sages-femmes pour l'exercice 1999 est arrêté en recettes à la somme de 15.472.796 F CFP et en dépenses à la somme de 14.230.435 F CFP, soit un excédent comptable de + 1.242.361 F CFP.

Art. 3.— L'affectation des résultats du compte administratif du Centre hospitalier territorial pour l'exercice 1999 est fixée ainsi qu'il suit :

Budget général C.H.T. :

Le résultat excédentaire de l'exercice 1999 de 410.341.430 F CFP a résorbé la totalité des déficits antérieurs pour 92.585.434 F CFP. Le solde de 317.755.996 F CFP a été affecté au compte 111 "Financement de mesures d'exploitation" afin de résorber une partie des créances irrécouvrables du Centre hospitalier territorial.

Budget école des sages-femmes :

Le résultat excédentaire de l'exercice 1999 de 1.242.361 F CFP a été affecté au compte 10686 "Réserve de compensation".

Art. 4.— Le Président du gouvernement est chargé de l'exécution de la présente délibération qui sera publiée au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Le secrétaire,
Patricia GRAND.

Le président de séance,
Béatrice VERNAUDON.

DELIBERATION n° 2001-126 APF du 16 août 2001 portant approbation du compte financier de l'exercice 1999 et affectation du résultat de l'Institut Louis-Malardé.

NOR : IFIM0002139DL

La commission permanente de l'assemblée de la Polynésie française,

Vu la loi organique n° 96-312 du 12 avril 1996 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 96-313 du 12 avril 1996 complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu la délibération n° 84-3 du 5 janvier 1984 modifiée portant modification du statut de l'Institut de recherches médicales Louis-Malardé ;

Vu la délibération n° 95-205 AT du 23 novembre 1995 modifiée portant adoption de la réglementation budgétaire, comptable et financière du territoire et de ses établissements publics ;

Vu la délibération n° 2001-94 APF du 12 juillet 2001 portant délégation de pouvoirs de l'assemblée de la Polynésie française à sa commission permanente ;

Vu l'arrêté n° 64 CG du 20 janvier 1984 modifié relatif à l'organisation et au fonctionnement de l'Institut Malardé ;

Vu l'arrêté n° 1776 CM du 21 décembre 2000 soumettant un projet de délibération à l'assemblée de la Polynésie française ;

Vu la lettre n° 993-2001 Pr.APF/CP du 7 août 2001 portant convocation en séance des conseillers territoriaux ;

Vu le rapport n° 112-2001 du 6 août 2001 de la commission permanente ;

Dans sa séance du 6 août 2001,

Adopte :

Article 1er.— Au titre de l'activité principale, le compte financier de l'Institut Louis-Malardé pour l'exercice 1999 est arrêté :

- pour les produits (recettes de fonctionnement) à la somme de *sept cent quatre-vingt-quinze millions six cent quatre-vingt-dix mille cinq cent trois francs CFP* (795.690.503 F CFP) ;
- pour les charges (dépenses de fonctionnement) à la somme de *sept cent vingt-six millions cent trente mille six cent neuf francs CFP* (726.130.609 F CFP).

Le résultat - excédentaire - est ainsi arrêté à la somme de *soixante-neuf millions cinq cent cinquante-neuf mille huit cent quatre-vingt-quatorze francs CFP* (69.559.894 F CFP).

Art. 2.— Au titre de l'activité principale, le compte financier de l'Institut Louis-Malardé pour l'exercice 1999 est arrêté :

- pour les recettes en capital à la somme de *soixante-douze millions sept cent cinquante-huit mille six cent quatre-vingt-dix-neuf francs CFP* (72.758.699 F CFP) ;
- pour les dépenses en capital à la somme de *cent vingt millions huit cent quatre-vingt-quinze mille six cent quarante francs CFP* (120.895.640 F CFP).

L'excédent des dépenses sur les recettes est ainsi de *quarante-huit millions cent trente-six mille neuf cent quarante et un francs CFP* (48.136.941 F CFP).

Art. 3.— Le compte financier 1999 est clôturé par augmentation du fonds de roulement à hauteur de *vingt et un millions quatre cent vingt-deux mille neuf cent cinquante-trois francs CFP* (21.422.953 F CFP).

Art. 4.— Au titre de l'activité annexe, le compte financier de l'Institut Louis-Malardé pour l'exercice 1999 est arrêté :

- pour les produits (recettes de fonctionnement) à la somme de *cent quatre-vingt millions neuf cent trente-sept mille deux cent vingt et un francs CFP* (180.937.221 F CFP) ;
- pour les charges (dépenses de fonctionnement) à la somme de *cent soixante-dix-neuf millions cinq cent quatre-vingt-huit mille neuf cent trente-six francs CFP* (179.588.936 F CFP).

Le résultat excédentaire est ainsi arrêté à la somme d'un *million trois cent quarante-huit mille deux cent quatre-vingt-cinq francs CFP* (1.348.285 F CFP).

Art. 5.— Le compte financier 1999 est clôturé par augmentation du fonds de roulement à hauteur d'un *million trois cent quarante-huit mille deux cent quatre-vingt-cinq francs CFP* (1.348.285 F CFP).

Art. 6.— Le Président du gouvernement est chargé de l'exécution de la présente délibération qui sera publiée au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Le secrétaire,
Patricia GRAND.

Le président de séance,
Béatrice VERNAUDON.

DELIBERATION n° 2001-127 APF du 23 août 2001 portant approbation du compte financier 1998 du collège de Faaroa.

NOR : SES0000935DL

La commission permanente de l'assemblée de la Polynésie française,

Vu la loi organique n° 96-312 du 12 avril 1996 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 96-313 du 12 avril 1996 complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu la convention Etat-territoire n° 214-99 du 19 juillet 1999 relative à l'éducation en Polynésie française ;

Vu la délibération n° 88-145 AT du 20 octobre 1988 portant création des établissements publics territoriaux d'enseignement des premier et second cycles du second degré ;

Vu la délibération n° 87-14 AT du 29 janvier 1987 portant création de la direction des enseignements secondaires ;

Vu la délibération n° 2001-94 APF du 12 juillet 2001 portant délégation de pouvoirs de l'assemblée de la Polynésie française à sa commission permanente ;

Vu l'arrêté n° 1156 CM du 29 août 2000 soumettant un projet de délibération à l'assemblée de la Polynésie française ;

Vu la lettre n° 1014-2001 Pr.APF/CP du 13 août 2001 portant convocation en séance des conseillers territoriaux ;

Vu le rapport n° 113-2001 du 23 août 2001 de la commission permanente ;

Dans sa séance du 23 août 2001,

Adopte :

Article 1er.— Le montant définitif des recettes du compte financier du collège de Faaroa pour l'exercice 1998 est arrêté à la somme de *vingt-six millions trois cent soixante-douze mille quarante-neuf francs CFP* se décomposant :

1° section de fonctionnement	25.373.901 F CFP
2° section d'investissement	998.148 F CFP
Total général	26.372.049 F CFP

Art. 2.— Le montant définitif des dépenses du compte financier du collège de Faaroa pour l'exercice 1998 est arrêté à la somme de *vingt-six millions sept cent quatre-vingt-onze mille deux cent trente-trois francs CFP* se décomposant :

1° section de fonctionnement	24.410.245 F CFP
2° section d'investissement	2.380.988 F CFP
Total général	26.791.233 F CFP

Art. 3.— Le résultat du compte financier du collège de Faaroa pour l'exercice 1998 est définitivement fixé ainsi qu'il suit :

- recettes	26.372.049 F CFP
- dépenses	26.791.233 F CFP
- déficit	- 419.184 F CFP

Art. 4.— Le résultat défini à l'article 3 ci-dessus est affecté comme suit :

- compte 106.81 - réserves établissement	- 260.970 F CFP
- compte 106.84 - réserves services spéciaux	1.164.626 F CFP
- différence des opérations en capital	- 1.382.840 F CFP
- soit un total de	- 419.184 F CFP

Art. 5.— Le Président du gouvernement est chargé de l'exécution de la présente délibération qui sera publiée au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Le secrétaire,
Patricia GRAND.

Le président,
Henri FLOHR.

DELIBERATION n° 2001-128 APF du 23 août 2001 portant approbation du compte financier 1999 du collège de Faaroa.

NOR : SES0100170DL

La commission permanente de l'assemblée de la Polynésie française,

Vu la loi organique n° 96-312 du 12 avril 1996 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 96-313 du 12 avril 1996 complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu la délibération n° 90-85 AT du 30 août 1990 modifiée portant règlement intérieur de l'assemblée de la Polynésie française ;

Vu la convention Etat-territoire n° 214-99 du 19 juillet 1999 relative à l'éducation en Polynésie française ;

Vu la délibération n° 88-145 AT du 20 octobre 1988 portant création des établissements publics territoriaux d'enseignement des premier et second cycles du second degré ;

Vu la délibération n° 87-14 AT du 29 janvier 1987 portant création de la direction des enseignements secondaires ;

Vu la délibération n° 2001-94 APF du 12 juillet 2001 portant délégation de pouvoirs de l'assemblée de la Polynésie française à sa commission permanente ;

Vu l'arrêté n° 598 CM du 9 mai 2001 soumettant un projet de délibération à l'assemblée de la Polynésie française ;

Vu la lettre n° 1014-2001 Pr.APF/CP du 13 août 2001 portant convocation en séance des conseillers territoriaux ;

Vu le rapport n° 113-2001 du 23 août 2001 de la commission permanente ;

Dans sa séance du 23 août 2001,

Adopte :

Article 1er.— Le montant définitif des recettes du compte financier du collège de Faaroa pour l'exercice 1999 est arrêté à la somme de *vingt-six millions quatre cent neuf mille quatre cent douze francs CFP* se décomposant :

1° section de fonctionnement	25.782.060 F CFP
2° section d'investissement	<u>627.352 F CFP</u>
Total général	26.409.412 F CFP

Art. 2.— Le montant définitif des dépenses du compte financier du collège de Faaroa pour l'exercice 1999 est arrêté à la somme de *vingt-cinq millions cinq cent soixante-treize mille neuf cent trente-huit francs CFP* se décomposant :

1° section de fonctionnement	25.055.939 F CFP
2° section d'investissement	<u>517.999 F CFP</u>
Total général	25.573.938 F CFP

Art. 3.— Le résultat du compte financier du collège de Faaroa pour l'exercice 1999 est définitivement fixé ainsi qu'il suit :

- recettes	26.409.412 F CFP
- dépenses	25.573.938 F CFP
- excédent	835.474 F CFP

Art. 4.— Le résultat défini à l'article 3 ci-dessus est affecté comme suit :

- compte 106.81 – réserves établissement	155.467 F CFP
- compte 106.84 – réserves services spéciaux	570.654 F CFP
- différence des opérations en capital	<u>109.353 F CFP</u>
- soit un total de	835.474 F CFP

Art. 5.— Le Président du gouvernement est chargé de l'exécution de la présente délibération qui sera publiée au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Le secrétaire,
Patricia GRAND.

Le président,
Henri FLOHR.

DELIBERATION n° 2001-129 APF du 23 août 2001 portant approbation du compte financier 1998 du collège de Tahaa.

NOR : SES0001020DL

La commission permanente de l'assemblée de la Polynésie française,

Vu la loi organique n° 96-312 du 12 avril 1996 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 96-313 du 12 avril 1996 complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu la convention Etat-territoire n° 214-99 du 19 juillet 1999 relative à l'éducation en Polynésie française ;

Vu la délibération n° 88-145 AT du 20 octobre 1988 portant création des établissements publics territoriaux d'enseignement des premier et second cycles du second degré ;

Vu la délibération n° 87-14 AT du 29 janvier 1987 portant création de la direction des enseignements secondaires ;

Vu la délibération n° 2001-94 APF du 12 juillet 2001 portant délégation de pouvoirs de l'assemblée de la Polynésie française à sa commission permanente ;

Vu l'arrêté n° 1159 CM du 29 août 2000 soumettant un projet de délibération à l'assemblée de la Polynésie française ;

Vu la lettre n° 1014-2001 Pr.APF/CP du 13 août 2001 portant convocation en séance des conseillers territoriaux ;

Vu le rapport n° 114-2001 du 23 août 2001 de la commission permanente ;

Dans sa séance du 23 août 2001,

Adopte :

Article 1er.— Le montant définitif des recettes du compte financier du collège de Tahaa pour l'exercice 1998 est arrêté à la somme de *trente-quatre millions six cent quatre-vingt-trois mille cent quatre-vingt-treize francs CFP* se décomposant :

1° section de fonctionnement	34.252.557 F CFP
2° section d'investissement	<u>433.636 F CFP</u>
Total général	34.686.193 F CFP

Art. 2.— Le montant définitif des dépenses du compte financier du collège de Tahaa pour l'exercice 1998 est arrêté à la somme de *trente-quatre millions neuf cent deux mille quatre cent quatre-vingt-onze francs CFP* se décomposant :

1° section de fonctionnement	34.250.171 F CFP
2° section d'investissement	<u>652.320 F CFP</u>
Total général	34.902.491 F CFP

Art. 3.— Le résultat du compte financier du collège de Tahaa pour l'exercice 1998 est définitivement fixé ainsi qu'il suit :

- recettes	34.686.193 F CFP
- dépenses	34.902.491 F CFP
- déficit	- 216.298 F CFP

Art. 4.— Le résultat défini à l'article 3 ci-dessus est affecté comme suit :

- compte 106.81 - réserves établissement	- 1.321.928 F CFP
- compte 106.84 - réserves services spéciaux	1.324.314 F CFP
- différence des opérations en capital	<u>- 218.684 F CFP</u>
- soit un total de	- 216.298 F CFP

Art. 5.— Le Président du gouvernement est chargé de l'exécution de la présente délibération qui sera publiée au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Le secrétaire,
Patricia GRAND.

Le président,
Henri FLOHR.

DELIBERATION n° 2001-130 APF du 23 août 2001 portant approbation du compte financier 1998 du lycée de Uturoa.

NOR : SES0001017DL

La commission permanente de l'assemblée de la Polynésie française,

Vu la loi organique n° 96-312 du 12 avril 1996 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 96-313 du 12 avril 1996 complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu la convention Etat-territoire n° 214-99 du 19 juillet 1999 relative à l'éducation en Polynésie française ;

Vu la délibération n° 88-145 AT du 20 octobre 1988 portant création des établissements publics territoriaux d'enseignement des premier et second cycles du second degré ;

Vu la délibération n° 87-14 AT du 29 janvier 1987 portant création de la direction des enseignements secondaires ;

Vu la délibération n° 2001-94 APF du 12 juillet 2001 portant délégation de pouvoirs de l'assemblée de la Polynésie française à sa commission permanente ;

Vu l'arrêté n° 1162 CM du 29 août 2000 soumettant un projet de délibération à l'assemblée de la Polynésie française ;

Vu la lettre n° 1014-2001 Pr.APF/CP du 13 août 2001 portant convocation des conseillers territoriaux en séance ;

Vu le rapport n° 115-2001 du 23 août 2001 de la commission permanente ;

Dans sa séance du 23 août 2001,

Adopte :

Article 1er.— Le montant définitif des recettes du compte financier du lycée de Uturoa pour l'exercice 1998 est arrêté à la somme de *cent vingt-huit millions sept cent dix-sept mille soixante-dix-huit francs CFP* se décomposant :

1° section de fonctionnement	120.720.647 F CFP
2° section d'investissement	<u>7.996.431 F CFP</u>
Total général	128.717.078 F CFP

Art. 2.— Le montant définitif des dépenses du compte financier du lycée de Uturoa pour l'exercice 1998 est arrêté à la somme de *cent trente-quatre millions deux cent trente-trois mille trente-six francs CFP* se décomposant :

1° section de fonctionnement	120.872.064 F CFP
2° section d'investissement	<u>13.360.972 F CFP</u>
Total général	134.233.036 F CFP

Art. 3.— Le résultat du compte financier du lycée de Uturoa pour l'exercice 1998 est définitivement fixé ainsi qu'il suit :

- recettes	128.717.078 F CFP
- dépenses	134.233.036 F CFP
- déficit	- 5.515.958 F CFP

Art. 4.— Le résultat défini à l'article 3 ci-dessus est affecté comme suit :

- compte 106.81 - réserves établissement	- 774.945 F CFP
- compte 106.84 - réserves services spéciaux	623.528 F CFP
- différence des opérations en capital	<u>- 5.364.541 F CFP</u>
- soit un total de	- 5.515.958 F CFP

Art. 5.— Le Président du gouvernement est chargé de l'exécution de la présente délibération qui sera publiée au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Le secrétaire,
Patricia GRAND.

Le président,
Henri FLOHR.

DELIBERATION n° 2001-131 APF du 23 août 2001 portant approbation du compte financier 1998 du collège de Bora Bora.

NOR : SES0000926DL

La commission permanente de l'assemblée de la Polynésie française,

Vu la loi organique n° 96-312 du 12 avril 1996 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 96-313 du 12 avril 1996 complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu la convention Etat-territoire n° 214-99 du 19 juillet 1999 relative à l'éducation en Polynésie française ;

Vu la délibération n° 88-145 AT du 20 octobre 1988 portant création des établissements publics territoriaux d'enseignement des premier et second cycles du second degré ;

Vu la délibération n° 87-14 AT du 29 janvier 1987 portant création de la direction des enseignements secondaires ;

Vu la délibération n° 2001-94 APF du 12 juillet 2001 portant délégation de pouvoirs de l'assemblée de la Polynésie française à sa commission permanente ;

Vu l'arrêté n° 1291 CM du 11 septembre 2000 soumettant un projet de délibération à l'assemblée de la Polynésie française ;

Vu la lettre n° 1014-2001 Pr.APF/CP du 13 août 2001 portant convocation en séance des conseillers territoriaux ;

Vu le rapport n° 116-2001 du 23 août 2001 de la commission permanente ;

Dans sa séance du 23 août 2001,

Adopte :

Article 1er.— Le montant définitif des recettes du compte financier du collège de Bora Bora pour l'exercice 1998 est arrêté à la somme de *soixante-quinze millions six cent soixante-quinze mille cinq cent soixante-treize francs CFP* se décomposant :

1° section de fonctionnement	57.030.046 F CFP
2° section d'investissement	<u>18.645.527 F CFP</u>
Total général	75.675.573 F CFP

Art. 2.— Le montant définitif des dépenses du compte financier du collège de Bora Bora pour l'exercice 1998 est arrêté à la somme de *soixante-quatorze millions cent vingt-trois mille quatre-vingt-un francs CFP* se décomposant :

1° section de fonctionnement	54.335.031 F CFP
2° section d'investissement	<u>19.788.050 F CFP</u>
Total général	74.123.081 F CFP

Art. 3.— Le résultat du compte financier du collège de Bora Bora pour l'exercice 1998 est définitivement fixé ainsi qu'il suit :

- recettes	75.675.573 F CFP
- dépenses	74.123.081 F CFP
- excédent	1.552.492 F CFP

Art. 4.— Le résultat défini à l'article 3 ci-dessus est affecté comme suit :

- compte 106.81 – réserves établissement	- 1.083.305 F CFP
- compte 106.84 – réserves services spéciaux	3.778.320 F CFP
- différence des opérations en capital	<u>- 1.142.523 F CFP</u>
- soit un total de	1.552.492 F CFP

Art. 5.— Le Président du gouvernement est chargé de l'exécution de la présente délibération qui sera publiée au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Le secrétaire,
Patricia GRAND.

Le président,
Henri FLOHR.

DELIBERATION n° 2001-132 APF du 23 août 2001 portant approbation du compte financier 1999 du collège de Bora Bora.

NOR : SES0001545DL

La commission permanente de l'assemblée de la Polynésie française,

Vu la loi organique n° 96-312 du 12 avril 1996 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 96-313 du 12 avril 1996 complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu la délibération n° 90-85 AT du 30 août 1990 modifiée portant règlement intérieur de l'assemblée de la Polynésie française ;

Vu la convention Etat-territoire n° 214-99 du 19 juillet 1999 relative à l'éducation en Polynésie française ;

Vu la délibération n° 88-145 AT du 20 octobre 1988 portant création des établissements publics territoriaux d'enseignement des premier et second cycles du second degré ;

Vu la délibération n° 87-14 AT du 29 janvier 1987 portant création de la direction des enseignements secondaires ;

Vu la délibération n° 2001-94 APF du 12 juillet 2001 portant délégation de pouvoirs de l'assemblée de la Polynésie française à sa commission permanente ;

Vu l'arrêté n° 606 CM du 9 mai 2001 soumettant un projet de délibération à l'assemblée de la Polynésie française ;

Vu la lettre n° 1014-2001 Pr.APF/CP du 13 août 2001 portant convocation en séance des conseillers territoriaux ;

Vu le rapport n° 116-2001 du 23 août 2001 de la commission permanente ;

Dans sa séance du 23 août 2001,

Adopte :

Article 1er.— Le montant définitif des recettes du compte financier du collège de Bora Bora pour l'exercice 1999 est arrêté à la somme de *soixante-neuf millions vingt-sept mille huit cent soixante-six francs CFP* se décomposant :

1° section de fonctionnement	57.807.092 F CFP
2° section d'investissement	<u>11.220.774 F CFP</u>
Total général	69.027.866 F CFP

Art. 2.— Le montant définitif des dépenses du compte financier du collège de Bora Bora pour l'exercice 1999 est arrêté à la somme de *soixante-douze millions six cent cinq mille neuf cent quarante-trois francs CFP* se décomposant :

1° section de fonctionnement	53.654.709 F CFP
2° section d'investissement	<u>18.951.234 F CFP</u>
Total général	72.605.943 F CFP

Art. 3.— Le résultat du compte financier du collège de Bora Bora pour l'exercice 1999 est définitivement fixé ainsi qu'il suit :

- recettes	69.027.866 F CFP
- dépenses	72.605.943 F CFP
- déficit	- 3.578.077 F CFP

Art. 4.— Le résultat défini à l'article 3 ci-dessus est affecté comme suit :

- compte 106.81 - réserves établissement	788.720 F CFP
- compte 106.84 - réserves services spéciaux	3.363.663 F CFP
- différence des opérations en capital	- 7.730.460 F CFP
- soit un total de	- 3.578.077 F CFP

Art. 5.— Le Président du gouvernement est chargé de l'exécution de la présente délibération qui sera publiée au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Le secrétaire,
Patricia GRAND.

Le président,
Henri FLOHR.

DELIBERATION n° 2001-133 APF du 23 août 2001 portant approbation du compte financier 1998 du lycée professionnel de Uturoa.

NOR : SES0001158DL

La commission permanente de l'assemblée de la Polynésie française,

Vu la loi organique n° 96-312 du 12 avril 1996 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 96-313 du 12 avril 1996 complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu la convention Etat-territoire n° 214-99 du 19 juillet 1999 relative à l'éducation en Polynésie française ;

Vu la délibération n° 88-145 AT du 20 octobre 1988 portant création des établissements publics territoriaux d'enseignement des premier et second cycles du second degré ;

Vu la délibération n° 87-14 AT du 29 janvier 1987 portant création de la direction des enseignements secondaires ;

Vu la délibération n° 2001-94 APF du 12 juillet 2001 portant délégation de pouvoirs de l'assemblée de la Polynésie française à sa commission permanente ;

Vu l'arrêté n° 1303 CM du 12 septembre 2000 soumettant un projet de délibération à l'assemblée de la Polynésie française ;

Vu la lettre n° 1014-2001 Pr.APF/CP du 13 août 2001 portant convocation en séance des conseillers territoriaux ;

Vu le rapport n° 117-2001 du 23 août 2001 de la commission permanente ;

Dans sa séance du 23 août 2001,

Adopte :

Article 1er.— Le montant définitif des recettes du compte financier du lycée professionnel de Uturoa pour l'exercice 1998 est arrêté à la somme de *quatre-vingt-dix-sept millions deux cent douze mille quatre cent quarante francs CFP* se décomposant :

1° section de fonctionnement	84.055.934 F CFP
2° section d'investissement	13.156.506 F CFP
Total général	97.212.440 F F CFP

Art. 2.— Le montant définitif des dépenses du compte financier du lycée professionnel de Uturoa pour l'exercice 1998 est arrêté à la somme de *cent millions deux cent vingt-huit mille neuf cent trente-trois francs CFP* se décomposant :

1° section de fonctionnement	83.493.204 F CFP
2° section d'investissement	16.735.729 F CFP
Total général	100.228.933 F CFP

Art. 3.— Le résultat du compte financier du lycée professionnel de Uturoa pour l'exercice 1998 est définitivement fixé ainsi qu'il suit :

- recettes	97.212.440 F CFP
- dépenses	100.228.933 F CFP
- déficit	- 3.016.493 F CFP

Art. 4.— Le résultat défini à l'article 3 ci-dessus est affecté comme suit :

- compte 106.81 - réserves établissement	- 802.414 F CFP
- compte 106.84 - réserves services spéciaux	1.365.144 F CFP
- différence des opérations en capital	- 3.579.223 F CFP
- soit un total de	- 3.016.493 F CFP

Art. 5.— Le Président du gouvernement est chargé de l'exécution de la présente délibération qui sera publiée au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Le secrétaire,
Patricia GRAND.

Le président,
Henri FLOHR.

DELIBERATION n° 2001-134 APF du 23 août 2001 portant approbation du compte financier 1998 du collège de Mataura.

NOR : SES0000932DL

La commission permanente de l'assemblée de la Polynésie française,

Vu la loi organique n° 96-312 du 12 avril 1996 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 96-313 du 12 avril 1996 complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu la convention Etat-territoire n° 214-99 du 19 juillet 1999 relative à l'éducation en Polynésie française ;

Vu la délibération n° 88-145 AT du 20 octobre 1988 portant création des établissements publics territoriaux d'enseignement des premier et second cycles du second degré ;

Vu la délibération n° 87-14 AT du 29 janvier 1987 portant création de la direction des enseignements secondaires ;

Vu la délibération n° 2001-94 APF du 12 juillet 2001 portant délégation de pouvoirs de l'assemblée de la Polynésie française à sa commission permanente ;

Vu l'arrêté n° 1309 CM du 12 septembre 2000 soumettant un projet de délibération à l'assemblée de la Polynésie française ;

Vu la lettre n° 1014-2001 Pr.APF/CP du 13 août 2001 portant convocation en séance des conseillers territoriaux ;

Vu le rapport n° 118-2001 du 23 août 2001 de la commission permanente ;

Dans sa séance du 23 août 2001,

Adopte :

Article 1er.— Le montant définitif des recettes du compte financier du collège de Mataura pour l'exercice 1998 est arrêté à la somme de *quatre-vingt-sept millions quatre-vingt-deux mille cinq cent quarante-huit francs CFP* se décomposant :

1° section de fonctionnement	86.458.897 F CFP
2° section d'investissement	<u>623.651 F CFP</u>
Total général	87.082.548 F CFP

Art. 2.— Le montant définitif des dépenses du compte financier du collège de Mataura pour l'exercice 1998 est arrêté à la somme de *quatre-vingt-onze millions onze mille cent quatre-vingt-dix-sept francs CFP* se décomposant :

1° section de fonctionnement	87.923.955 F CFP
2° section d'investissement	<u>3.087.242 F CFP</u>
Total général	91.011.197 F CFP

Art. 3.— Le résultat du compte financier du collège de Mataura pour l'exercice 1998 est définitivement fixé ainsi qu'il suit :

- recette	87.082.548 F CFP
- dépenses	91.011.197 F CFP
- déficit	- 3.928.649 F CFP

Art. 4.— Le résultat défini à l'article 3 ci-dessus est affecté comme suit :

- compte 106.81 - réserves établissement	182.373 F CFP
- compte 106.84 - réserves services spéciaux	- 1.647.431 F CFP
- différence des opérations en capital	<u>- 2.463.591 F CFP</u>
- soit un total de	- 3.928.649 F CFP

Art. 5.— Le Président du gouvernement est chargé de l'exécution de la présente délibération qui sera publiée au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Le secrétaire,
Patricia GRAND.

Le président,
Henri FLOHR.

DELIBERATION n° 2001-135 APF du 23 août 2001 portant approbation du compte financier 1998 du collège de Faaa.

NOR : SES0000651DL

La commission permanente de l'assemblée de la Polynésie française,

Vu la loi organique n° 96-312 du 12 avril 1996 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 96-313 du 12 avril 1996 complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu la convention Etat-territoire n° 214-99 du 19 juillet 1999 relative à l'éducation en Polynésie française ;

Vu la délibération n° 88-145 AT du 20 octobre 1988 portant création des établissements publics territoriaux d'enseignement des premier et second cycles du second degré ;

Vu la délibération n° 87-14 AT du 29 janvier 1987 portant création de la direction des enseignements secondaires ;

Vu la délibération n° 2001-94 APF du 12 juillet 2001 portant délégation de pouvoirs de l'assemblée de la Polynésie française à sa commission permanente ;

Vu l'arrêté n° 1312 CM du 12 septembre 2000 soumettant un projet de délibération à l'assemblée de la Polynésie française ;

Vu la lettre n° 1014-2001 Pr.APF/CP du 13 août 2001 portant convocation en séance des conseillers territoriaux ;

Vu le rapport n° 119-2001 du 23 août 2001 de la commission permanente ;

Dans sa séance du 23 août 2001,

Adopte :

Article 1er.— Le montant définitif des recettes du compte financier du collège de Faaa pour l'exercice 1998 est arrêté à la somme de *cent quinze millions neuf cent quatre-vingt-seize mille sept cent soixante-quatorze francs CFP* se décomposant :

1° section de fonctionnement	103.067.897 F CFP
2° section d'investissement	<u>12.928.877 F CFP</u>
Total général	115.996.774 F CFP

Art. 2.— Le montant définitif des dépenses du compte financier du collège de Faaa pour l'exercice 1998 est arrêté à la somme de *cent dix-huit millions cent cinquante et un mille quatre cent trente-trois francs CFP* se décomposant :

1° section de fonctionnement	102.953.108 F CFP
2° section d'investissement	<u>15.198.325 F CFP</u>
Total général	118.151.433 F CFP

Art. 3.— Le résultat du compte financier du collège de Faaa pour l'exercice 1998 est définitivement fixé ainsi qu'il suit :

- recettes	115.996.774 F CFP
- dépenses	118.151.433 F CFP
- déficit	- 2.154.659 F CFP

Art. 4.— Le résultat défini à l'article 3 ci-dessus est affecté comme suit :

- compte 106.81 - réserves établissement	8.928 F CFP
- compte 106.84 - réserves services spéciaux	105.861 F CFP
- différence des opérations en capital	<u>- 2.269.448 F CFP</u>
- soit un total de	- 2.154.659 F CFP

Art. 5.— Le Président du gouvernement est chargé de l'exécution de la présente délibération qui sera publiée au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Le secrétaire,
Patricia GRAND.

Le président,
Henri FLOHR.

DELIBERATION n° 2001-136 APF du 23 août 2001 portant approbation du compte financier 1999 du collège de Faaa.

NOR : SES0100167DL

La commission permanente de l'assemblée de la Polynésie française,

Vu la loi organique n° 96-312 du 12 avril 1996 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 96-313 du 12 avril 1996 complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu la délibération n° 90-85 AT du 30 août 1990 modifiée portant règlement intérieur de l'assemblée de la Polynésie française ;

Vu la convention Etat-territoire n° 214-99 du 19 juillet 1999 relative à l'éducation en Polynésie française ;

Vu la délibération n° 88-145 AT du 20 octobre 1988 portant création des établissements publics territoriaux d'enseignement des premier et second cycles du second degré ;

Vu la délibération n° 87-14 AT du 29 janvier 1987 portant création de la direction des enseignements secondaires ;

Vu la délibération n° 2001-94 APF du 12 juillet 2001 portant délégation de pouvoirs de l'assemblée de la Polynésie française à sa commission permanente ;

Vu l'arrêté n° 601 CM du 9 mai 2001 soumettant un projet de délibération à l'assemblée de la Polynésie française ;

Vu la lettre n° 1014-2001 Pr.APF/CP du 13 août 2001 portant convocation en séance des conseillers territoriaux ;

Vu le rapport n° 119-2001 du 23 août 2001 de la commission permanente ;

Dans sa séance du 23 août 2001,

Adopte :

Article 1er.— Le montant définitif des recettes du compte financier du collège de Faaa pour l'exercice 1999 est arrêté à la somme de *cent millions trois cent mille six cent soixante-deux francs CFP* se décomposant :

1° section de fonctionnement	97.088.960 F CFP
2° section d'investissement	<u>3.211.702 F CFP</u>
Total général	100.300.662 F CFP

Art. 2.— Le montant définitif des dépenses du compte financier du collège de Faaa pour l'exercice 1999 est arrêté à la somme de *quatre-vingt-dix-neuf millions neuf cent trente-quatre mille trois cent trente francs CFP* se décomposant :

1° section de fonctionnement	96.310.916 F CFP
2° section d'investissement	<u>3.623.414 F CFP</u>
Total général	99.934.330 F CFP

Art. 3.— Le résultat du compte financier du collège de Faaa pour l'exercice 1999 est définitivement fixé ainsi qu'il suit :

- recettes	100.300.662 F CFP
- dépenses	99.934.330 F CFP
- excédent	366.332 F CFP

Art. 4.— Le résultat défini à l'article 3 ci-dessus est affecté comme suit :

- compte 106.81 - réserves établissement	778.044 F CFP
- compte 106.84 - réserves services spéciaux	0 F CFP
- différence des opérations en capital	<u>- 411.712 F CFP</u>
- soit un total de	366.332 F CFP

Art. 5.— Le Président du gouvernement est chargé de l'exécution de la présente délibération qui sera publiée au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Le secrétaire,
Patricia GRAND.

Le président,
Henri FLOHR.

DELIBERATION n° 2001-137 APF du 23 août 2001 portant approbation du compte financier 1998 du lycée professionnel de Mahina.

NOR : SES0001155DL

La commission permanente de l'assemblée de la Polynésie française,

Vu la loi organique n° 96-312 du 12 avril 1996 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 96-313 du 12 avril 1996 complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu la convention Etat-territoire n° 214-99 du 19 juillet 1999 relative à l'éducation en Polynésie française ;

Vu la délibération n° 88-145 AT du 20 octobre 1988 portant création des établissements publics territoriaux d'enseignement des premier et second cycles du second degré ;

Vu la délibération n° 87-14 AT du 29 janvier 1987 portant création de la direction des enseignements secondaires ;

Vu la délibération n° 2001-94 APF du 12 juillet 2001 portant délégation de pouvoirs de l'assemblée de la Polynésie française à sa commission permanente ;

Vu l'arrêté n° 1315 CM du 12 septembre 2000 soumettant un projet de délibération à l'assemblée de la Polynésie française ;

Vu la lettre n° 1014-2001 Pr.APF/CP du 13 août 2001 portant convocation en séance des conseillers territoriaux ;

Vu le rapport n° 120-2001 du 23 août 2001 de la commission permanente ;

Dans sa séance du 23 août 2001,

Adopte :

Article 1er.— Le montant définitif des recettes du compte financier du lycée professionnel de Mahina pour l'exercice 1998 est arrêté à la somme de *cent neuf millions huit cent quarante-sept mille cinq cent douze francs CFP* se décomposant :

1° section de fonctionnement	91.074.489 F CFP
2° section d'investissement	<u>18.773.023 F CFP</u>
Total général	109.847.512 F CFP

Art. 2.— Le montant définitif des dépenses du compte financier du lycée professionnel de Mahina pour l'exercice 1998 est arrêté à la somme de *cent dix millions trois cent dix-neuf mille soixante-huit francs CFP* se décomposant :

1° section de fonctionnement	90.010.759 F CFP
2° section d'investissement	<u>20.308.309 F CFP</u>
Total général	110.319.068 F CFP

Art. 3.— Le résultat du compte financier du lycée professionnel de Mahina pour l'exercice 1998 est définitivement fixé ainsi qu'il suit :

- recettes	109.847.512 F CFP
- dépenses	110.319.068 F CFP
- déficit	- 471.556 F CFP

Art. 4.— Le résultat défini à l'article 3 ci-dessus est affecté comme suit :

- compte 106.81 - réserves établissement	- 891.503 F CFP
- compte 106.84 - réserves services spéciaux	1.955.233 F CFP
- différence des opérations en capital	- 1.535.286 F CFP
- soit un total de	- 471.556 F CFP

Art. 5.— Le Président du gouvernement est chargé de l'exécution de la présente délibération qui sera publiée au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Le secrétaire,
Patricia GRAND.

Le président,
Henri FLOHR.

DELIBERATION n° 2001-138 APF du 23 août 2001 portant approbation du compte financier 1999 du lycée professionnel de Mahina.

NOR : SES0100152DL

La commission permanente de l'assemblée de la Polynésie française,

Vu la loi organique n° 96-312 du 12 avril 1996 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 96-313 du 12 avril 1996 complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu la délibération n° 90-85 AT du 30 août 1990 modifiée portant règlement intérieur de l'assemblée de la Polynésie française ;

Vu la convention Etat-territoire n° 214-99 du 19 juillet 1999 relative à l'éducation en Polynésie française ;

Vu la délibération n° 88-145 AT du 20 octobre 1988 portant création des établissements publics territoriaux d'enseignement des premier et second cycles du second degré ;

Vu la délibération n° 87-14 AT du 29 janvier 1987 portant création de la direction des enseignements secondaires ;

Vu la délibération n° 2001-94 APF du 12 juillet 2001 portant délégation de pouvoirs de l'assemblée de la Polynésie française à sa commission permanente ;

Vu l'arrêté n° 482 CM du 11 avril 2001 soumettant un projet de délibération à l'assemblée de la Polynésie française ;

Vu la lettre n° 1014-2001 Pr.APF/CP du 13 août 2001 portant convocation en séance des conseillers territoriaux ;

Vu le rapport n° 120-2001 du 23 août 2001 de la commission permanente ;

Dans sa séance du 23 août 2001,

Adopte :

Article 1er.— Le montant définitif des recettes du compte financier du lycée professionnel de Mahina pour l'exercice 1999 est arrêté à la somme de *quatre-vingt-quinze millions cent quatre-vingt-dix-neuf mille cinq cent cinquante et un francs CFP* se décomposant :

1° section de fonctionnement	82.512.907 F CFP
2° section d'investissement	<u>12.686.644 F CFP</u>
Total général	95.199.551 F CFP

Art. 2.— Le montant définitif des dépenses du compte financier du lycée professionnel de Mahina pour l'exercice 1999 est arrêté à la somme de *quatre-vingt-onze millions neuf cent soixante mille cinq cent soixante-cinq francs CFP* se décomposant :

1° section de fonctionnement	78.198.752 F CFP
2° section d'investissement	<u>13.761.813 F CFP</u>
Total général	91.960.565 F CFP

Art. 3.— Le résultat du compte financier du lycée professionnel de Mahina pour l'exercice 1999 est définitivement fixé ainsi qu'il suit :

- recettes	95.199.551 F CFP
- dépenses	91.960.565 F CFP
- excédent	3.238.986 F CFP

Art. 4.— Le résultat défini à l'article 3 ci-dessus est affecté comme suit :

- compte 106.81 - réserves établissement	903.084 F CFP
- compte 106.84 - réserves services spéciaux	3.411.071 F CFP
- différence des opérations en capital	- 1.075.169 F CFP
- soit un total de	3.238.986 F CFP

Art. 5.— Le Président du gouvernement est chargé de l'exécution de la présente délibération qui sera publiée au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Le secrétaire,
Patricia GRAND.

Le président,
Henri FLOHR.

DELIBERATION n° 2001-139 APF du 23 août 2001 portant approbation du compte financier 1998 du collège de Paopao.

NOR : SES0001023DL

La commission permanente de l'assemblée de la Polynésie française,

Vu la loi organique n° 96-312 du 12 avril 1996 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 96-313 du 12 avril 1996 complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu la convention Etat-territoire n° 214-99 du 19 juillet 1999 relative à l'éducation en Polynésie française ;

Vu la délibération n° 88-145 AT du 20 octobre 1988 portant création des établissements publics territoriaux d'enseignement des premier et second cycles du second degré ;

Vu la délibération n° 87-14 AT du 29 janvier 1987 portant création de la direction des enseignements secondaires ;

Vu la délibération n° 2001-94 APF du 12 juillet 2001 portant délégation de pouvoirs de l'assemblée de la Polynésie française à sa commission permanente ;

Vu l'arrêté n° 1627 CM du 29 novembre 2000 soumettant un projet de délibération à l'assemblée de la Polynésie française ;

Vu la lettre n° 1014-2001 Pr.APF/CP du 13 août 2001 portant convocation en séance des conseillers territoriaux ;

Vu le rapport n° 121-2001 du 23 août 2001 de la commission permanente ;

Dans sa séance du 23 août 2001,

Adopte :

Article 1er.— Le montant définitif des recettes du compte financier du collège de Paopao pour l'exercice 1998 est arrêté à la somme de *cinquante-quatre millions quatre cent vingt-quatre mille deux cent cinquante-cinq francs CFP* se décomposant :

1° section de fonctionnement	47.998.847 F CFP
2° section d'investissement	<u>6.425.408 F CFP</u>
Total général	54.424.255 F CFP

Art. 2.— Le montant définitif des dépenses du compte financier du collège de Paopao pour l'exercice 1998 est arrêté à la somme de *cinquante-six millions huit cent quarante-deux mille neuf cent quatre-vingt-deux francs CFP* se décomposant :

1° section de fonctionnement	48.276.061 F CFP
2° section d'investissement	<u>8.566.921 F CFP</u>
Total général	56.842.982 F CFP

Art. 3.— Le résultat du compte financier du collège de Paopao pour l'exercice 1998 est définitivement fixé ainsi qu'il suit :

- recettes	54.424.255 F CFP
- dépenses	56.842.982 F CFP
- déficit	- 2.418.727 F CFP

Art. 4.— Le résultat défini à l'article 3 ci-dessus est affecté comme suit :

- compte 106.81 - réserves établissement	- 557.500 F CFP
- compte 106.84 - réserves services spéciaux	280.286 F CFP
- différence des opérations en capital	<u>- 2.141.513 F CFP</u>
- soit un total de	- 2.418.727 F CFP

Art. 5.— Le Président du gouvernement est chargé de l'exécution de la présente délibération qui sera publiée au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Le secrétaire,
Patricia GRAND.

Le président,
Henri FLOHR.

DELIBERATION n° 2001-140 APF du 23 août 2001 portant approbation du compte financier 1998 du collège de Arue.

NOR : SES0001146DL

La commission permanente de l'assemblée de la Polynésie française,

Vu la loi organique n° 96-312 du 12 avril 1996 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 96-313 du 12 avril 1996 complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu la convention Etat-territoire n° 214-99 du 19 juillet 1999 relative à l'éducation en Polynésie française ;

Vu la délibération n° 88-145 AT du 20 octobre 1988 portant création des établissements publics territoriaux d'enseignement des premier et second cycles du second degré ;

Vu la délibération n° 87-14 AT du 29 janvier 1987 portant création de la direction des enseignements secondaires ;

Vu la délibération n° 2001-94 APF du 12 juillet 2001 portant délégation de pouvoirs de l'assemblée de la Polynésie française à sa commission permanente ;

Vu l'arrêté n° 1630 CM du 29 novembre 2000 soumettant un projet de délibération à l'assemblée de la Polynésie française ;

Vu la lettre n° 1014-2001 Pr.APF/CP du 13 août 2001 portant convocation en séance des conseillers territoriaux ;

Vu le rapport n° 122-2001 du 23 août 2001 de la commission permanente ;

Dans sa séance du 23 août 2001,

Adopte :

Article 1er.— Le montant définitif des recettes du compte financier du collège de Arue pour l'exercice 1998 est arrêté à la somme de *trente-huit millions quatre cent soixante-dix-sept mille quatre cent quatre-vingt-quatre francs CFP* se décomposant :

1° section de fonctionnement	38.275.524 F CFP
2° section d'investissement	<u>201.960 F CFP</u>
Total général	38.477.484 F CFP

Art. 2.— Le montant définitif des dépenses du compte financier du collège de Arue pour l'exercice 1998 est arrêté à la somme de *trente-neuf millions quatre cent quarante-six mille deux cent cinquante et un francs CFP* se décomposant :

1° section de fonctionnement	38.429.531 F CFP
2° section d'investissement	<u>1.016.720 F CFP</u>
Total général	39.446.251 F CFP

Art. 3.— Le résultat du compte financier du collège de Arue pour l'exercice 1998 est définitivement fixé ainsi qu'il suit :

- recettes	38.477.484 F CFP
- dépenses	39.446.251 F CFP
- déficit	- 968.767 F CFP

Art. 4.— Le résultat défini à l'article 3 ci-dessus est affecté comme suit :

- compte 106.81 - réserves établissement	- 151.417 F CFP
- compte 106.84 - réserves services spéciaux	- 2.590 F CFP
- différence des opérations en capital	<u>- 814.760 F CFP</u>
- soit un total de	- 968.767 F CFP

Art. 5.— Le Président du gouvernement est chargé de l'exécution de la présente délibération qui sera publiée au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Le secrétaire,
Patricia GRAND.

Le président,
Henri FLOHR.

DELIBERATION n° 2001-141 APF du 23 août 2001 portant approbation du compte financier 1999 du collège de Arue.

NOR : SES0100161DL

La commission permanente de l'assemblée de la Polynésie française,

Vu la loi organique n° 96-312 du 12 avril 1996 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 96-313 du 12 avril 1996 complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu la délibération n° 90-85 AT du 30 août 1990 modifiée portant règlement intérieur de l'assemblée de la Polynésie française ;

Vu la convention Etat-territoire n° 214-99 du 19 juillet 1999 relative à l'éducation en Polynésie française ;

Vu la délibération n° 88-145 AT du 20 octobre 1988 portant création des établissements publics territoriaux d'enseignement des premier et second cycle du second degré ;

Vu la délibération n° 87-14 AT du 29 janvier 1987 portant création de la direction des enseignements secondaires ;

Vu la délibération n° 2001-94 APF du 12 juillet 2001 portant délégation de pouvoirs de l'assemblée de la Polynésie française à sa commission permanente ;

Vu l'arrêté n° 485 CM du 11 avril 2001 soumettant un projet de délibération à l'assemblée de la Polynésie française ;

Vu la lettre n° 1014-2001 Pr.APF/CP du 13 août 2001 portant convocation en séance des conseillers territoriaux ;

Vu le rapport n° 122-2001 du 23 août 2001 de la commission permanente ;

Dans sa séance du 23 août 2001,

Adopté :

Article 1er.— Le montant définitif des recettes du compte financier du collège de Arue pour l'exercice 1999 est arrêté à la somme de *trente-huit millions deux cent vingt-deux mille sept cent cinquante-deux francs CFP* se décomposant :

1° section de fonctionnement	37.425.642 F CFP
2° section d'investissement	797.110 F CFP
Total général	38.222.752 F CFP

Art. 2.— Le montant définitif des dépenses du compte financier du collège de Arue pour l'exercice 1999 est arrêté à la somme de *trente-huit millions cinq cent douze mille neuf cent vingt-quatre francs CFP* se décomposant :

1° section de fonctionnement	37.533.014 F CFP
2° section d'investissement	979.910 F CFP
Total général	38.512.924 F CFP

Art. 3.— Le résultat du compte financier du collège de Arue pour l'exercice 1999 est définitivement fixé ainsi qu'il suit :

- recettes	38.222.752 F CFP
- dépenses	38.512.924 F CFP
- déficit	- 290.172 F CFP

Art. 4.— Le résultat défini à l'article 3 ci-dessus est affecté comme suit :

- compte 106.81 - réserves établissement	- 152.821 F CFP
- compte 106.84 - réserves services spéciaux	45.449 F CFP
- différence des opérations en capital	- 182.800 F CFP
- soit un total de	- 290.172 F CFP

Art. 5.— Le Président du gouvernement est chargé de l'exécution de la présente délibération qui sera publiée au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Le secrétaire,
Patricia GRAND.

Le président,
Henri FLOHR.

DELIBERATION n° 2001-142 APF du 23 août 2001 portant approbation du compte financier 1998 du collège de Huahine.

NOR : SES0001536DL

La commission permanente de l'assemblée de la Polynésie française,

Vu la loi organique n° 96-312 du 12 avril 1996 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 96-313 du 12 avril 1996 complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu la délibération n° 90-85 AT du 30 août 1990 modifiée portant règlement intérieur de l'assemblée de la Polynésie française ;

Vu la convention Etat-territoire n° 214-99 du 19 juillet 1999 relative à l'éducation en Polynésie française ;

Vu la délibération n° 88-145 AT du 20 octobre 1988 portant création des établissements publics territoriaux d'enseignement des premier et second cycles du second degré ;

Vu la délibération n° 87-14 AT du 29 janvier 1987 portant création de la direction des enseignements secondaires ;

Vu la délibération n° 2001-94 APF du 12 juillet 2001 portant délégation de pouvoirs de l'assemblée de la Polynésie française à sa commission permanente ;

Vu l'arrêté n° 387 CM du 22 mars 2001 soumettant un projet de délibération à l'assemblée de la Polynésie française ;

Vu la lettre n° 1014-2001 Pr.APF/CP du 13 août 2001 portant convocation en séance des conseillers territoriaux ;

Vu le rapport n° 123-2001 du 23 août 2001 de la commission permanente ;

Dans sa séance du 23 août 2001,

Adopte :

Article 1er.— Le montant définitif des recettes du compte financier du collège de Huahine pour l'exercice 1998 est arrêté à la somme de *cinquante-deux millions neuf cent soixante-quatre mille huit cent dix-neuf francs CFP* se décomposant :

1° section de fonctionnement	49.271.827 F CFP
2° section d'investissement	<u>3.692.992 F CFP</u>
Total général	52.964.819 F CFP

Art. 2.— Le montant définitif des dépenses du compte financier du collège de Huahine pour l'exercice 1998 est arrêté à la somme de *quarante-huit millions cinq cent trente-sept mille soixante-dix-neuf francs CFP* se décomposant :

1° section de fonctionnement	43.397.096 F CFP
2° section d'investissement	<u>5.139.983 F CFP</u>
Total général	48.537.079 F CFP

Art. 3.— Le résultat du compte financier du collège de Huahine pour l'exercice 1998 est définitivement fixé ainsi qu'il suit :

- recettes	52.964.819 F CFP
- dépenses	48.537.079 F CFP
- excédent	4.427.740 F CFP

Art. 4.— Le résultat défini à l'article 3 ci-dessus est affecté comme suit :

- compte 106.81 - réserves établissement	2.678.956 F CFP
- compte 106.84 - réserves services spéciaux	3.195.775 F CFP
- différence des opérations en capital	<u>- 1.446.991 F CFP</u>
- soit un total de	4.427.740 F CFP

Art. 5.— Le Président du gouvernement est chargé de l'exécution de la présente délibération qui sera publiée au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Le secrétaire,
Patricia GRAND.

Le président,
Henri FLOHR.

DELIBERATION n° 2001-143 APF du 23 août 2001 portant approbation du compte financier 1998 du lycée Paul-Gauguin.

NOR : SES0100149DL

La commission permanente de l'assemblée de la Polynésie française,

Vu la loi organique n° 96-312 du 12 avril 1996 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 96-313 du 12 avril 1996 complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu la délibération n° 90-85 AT du 30 août 1990 modifiée portant règlement intérieur de l'assemblée de la Polynésie française ;

Vu la convention Etat-territoire n° 214-99 du 19 juillet 1999 relative à l'éducation en Polynésie française ;

Vu la délibération n° 88-145 AT du 20 octobre 1988 portant création des établissements publics territoriaux d'enseignement des premier et second cycles du second degré ;

Vu la délibération n° 87-14 AT du 29 janvier 1987 portant création de la direction des enseignements secondaires ;

Vu la délibération n° 2001-94 APF du 12 juillet 2001 portant délégation de pouvoirs de l'assemblée de la Polynésie française à sa commission permanente ;

Vu l'arrêté n° 443 CM du 5 avril 2001 soumettant un projet de délibération à l'assemblée de la Polynésie française ;

Vu la lettre n° 1014-2001 Pr.APF/CP du 13 août 2001 portant convocation en séance des conseillers territoriaux ;

Vu le rapport n° 124-2001 du 23 août 2001 de la commission permanente ;

Dans sa séance du 23 août 2001,

Adopte :

Article 1er.— Le montant définitif des recettes du compte financier du lycée Paul-Gauguin pour l'exercice 1998 est arrêté à la somme de *cent soixante et un millions cinq cent quatre-vingt-dix mille sept cent soixante-quinze francs CFP* se décomposant :

1° section de fonctionnement	155.373.333 F CFP
2° section d'investissement	<u>6.217.442 F CFP</u>
Total général	161.590.775 F CFP

Art. 2.— Le montant définitif des dépenses du compte financier du lycée Paul-Gauguin pour l'exercice 1998 est arrêté à la somme de *cent cinquante-trois millions neuf cent soixante-quatorze mille soixante francs CFP* se décomposant :

1° section de fonctionnement	147.696.762 F CFP
2° section d'investissement	<u>6.277.298 F CFP</u>
Total général	153.974.060 F CFP

Art. 3.— Le résultat du compte financier du lycée Paul-Gauguin pour l'exercice 1998 est définitivement fixé ainsi qu'il suit :

- recettes	161.590.775 F CFP
- dépenses	153.974.060 F CFP
- excédent	7.616.715 F CFP

Art. 4.— Le résultat défini à l'article 3 ci-dessus est affecté comme suit :

- compte 106.81 - réserves établissement	2.564.350 F CFP
- compte 106.84 - réserves services spéciaux	5.112.221 F CFP
- différence des opérations en capital	<u>- 59.856 F CFP</u>
- soit un total de	7.616.715 F CFP

Art. 5.— Le Président du gouvernement est chargé de l'exécution de la présente délibération qui sera publiée au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Le secrétaire,
Patricia GRAND.

Le président,
Henri FLOHR.

DELIBERATION n° 2001-144 APF du 23 août 2001 portant approbation du compte financier 1998 du lycée technique hôtelier.

NOR : SES0100146DL

La commission permanente de l'assemblée de la Polynésie française,

Vu la loi organique n° 96-312 du 12 avril 1996 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 96-313 du 12 avril 1996 complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu la délibération n° 90-85 AT du 30 août 1990 modifiée portant règlement intérieur de l'assemblée de la Polynésie française ;

Vu la convention Etat-territoire n° 214-99 du 19 juillet 1999 relative à l'éducation en Polynésie française ;

Vu la délibération n° 88-145 AT du 20 octobre 1988 portant création des établissements publics territoriaux d'enseignement des premier et second cycles du second degré ;

Vu la délibération n° 87-14 AT du 29 janvier 1987 portant création de la direction des enseignements secondaires ;

Vu la délibération n° 2001-94 APF du 12 juillet 2001 portant délégation de pouvoirs de l'assemblée de la Polynésie française à sa commission permanente ;

Vu l'arrêté n° 476 CM du 11 avril 2001 soumettant un projet de délibération à l'assemblée de la Polynésie française ;

Vu la lettre n° 1014-2001 Pr.APF/CP du 13 août 2001 portant convocation en séance des conseillers territoriaux ;

Vu le rapport n° 125-2001 du 23 août 2001 de la commission permanente ;

Dans sa séance du 23 août 2001,

Adopte :

Article 1er.— Le montant définitif des recettes du compte financier du lycée technique hôtelier pour l'exercice 1998 est arrêté à la somme de *cent seize millions cinq cent trente-six mille neuf cent six francs CFP* se décomposant :

1° section de fonctionnement	112.816.957 F CFP
2° section d'investissement	3.719.949 F CFP
Total général	116.536.906 F CFP

Art. 2.— Le montant définitif des dépenses du compte financier du lycée technique hôtelier pour l'exercice 1998 est arrêté à la somme de *cent seize millions neuf cent cinquante-huit mille neuf cent vingt-trois francs CFP* se décomposant :

1° section de fonctionnement	108.392.552 F CFP
2° section d'investissement	8.566.371 F CFP
Total général	116.958.923 F CFP

Art. 3.— Le résultat du compte financier du lycée technique hôtelier pour l'exercice 1998 est définitivement fixé ainsi qu'il suit :

- recettes	116.536.906 F CFP
- dépenses	116.958.923 F CFP
- déficit	- 422.017 F CFP

Art. 4.— Le résultat défini à l'article 3 ci-dessus est affecté comme suit :

- compte 106.81 - réserves établissement	- 382.892 F CFP
- compte 106.84 - réserves services spéciaux	4.807.297 F CFP
- différence des opérations en capital	- 4.846.422 F CFP
- soit un total de	- 422.017 F CFP

Art. 5.— Le Président du gouvernement est chargé de l'exécution de la présente délibération qui sera publiée au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Le secrétaire,
Patricia GRAND.

Le président,
Henri FLOHR.

DELIBERATION n° 2001-145 APF du 23 août 2001 portant approbation du compte financier 1998 du collège de Tipaerui.

NOR : SES0000929DL

La commission permanente de l'assemblée de la Polynésie française,

Vu la loi organique n° 96-312 du 12 avril 1996 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 96-313 du 12 avril 1996 complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu la convention Etat-territoire n° 214-99 du 19 juillet 1999 relative à l'éducation en Polynésie française ;

Vu la délibération n° 88-145 AT du 20 octobre 1988 portant création des établissements publics territoriaux d'enseignement des premier et second cycles du second degré ;

Vu la délibération n° 87-14 AT du 29 janvier 1987 portant création de la direction des enseignements secondaires ;

Vu la délibération n° 2001-94 APF du 12 juillet 2001 portant délégation de pouvoirs de l'assemblée de la Polynésie française à sa commission permanente ;

Vu l'arrêté n° 1624 CM du 29 novembre 2000 soumettant un projet de délibération à l'assemblée de la Polynésie française ;

Vu la lettre n° 1014-2001 Pr.APF/CP du 13 août 2001 portant convocation des conseillers territoriaux en séance ;

Vu le rapport n° 126-2001 du 23 août 2001 de la commission permanente ;

Dans sa séance du 23 août 2001,

Adopte :

Article 1er.— Le montant définitif des recettes du compte financier du collège de Tipaerui pour l'exercice 1998 est arrêté à la somme de *soixante-deux millions trois cent vingt-trois mille deux cent soixante-dix francs CFP* se décomposant :

1° section de fonctionnement	60.482.596 F CFP
2° section d'investissement	1.840.674 F CFP
Total général	62.323.270 F CFP

Art. 2.— Le montant définitif des dépenses du compte financier du collège de Tipaerui pour l'exercice 1998 est arrêté à la somme de *soixante-deux millions quatre cent quarante-huit mille sept cent soixante-deux francs CFP* se décomposant :

1° section de fonctionnement	60.518.328 F CFP
2° section d'investissement	1.930.434 F CFP
Total général	62.448.762 F CFP

Art. 3.— Le résultat du compte financier du collège de Tipaerui pour l'exercice 1998 est définitivement fixé ainsi qu'il suit :

- recettes	62.323.270 F CFP
- dépenses	62.448.762 F CFP
- déficit	- 125.492 F CFP

Art. 4.— Le résultat défini à l'article 3 ci-dessus est affecté comme suit :

- compte 106.81 – réserves établissement	- 35.732 F CFP
- compte 106.84 – réserves services spéciaux	F CFP
- différence des opérations en capital	- 89.760 F CFP
	- 125.492 F CFP

Art. 5.— Le Président du gouvernement est chargé de l'exécution de la présente délibération qui sera publiée au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Le secrétaire,
Patricia GRAND.

Le président,
Henri FLOHR.

DELIBERATION n° 2001-146 APF du 23 août 2001 portant approbation du compte financier 1999 du collège de Tipaerui.

NOR : SES0100164DL

La commission permanente de l'assemblée de la Polynésie française,

Vu la loi organique n° 96-312 du 12 avril 1996 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 96-313 du 12 avril 1996 complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu la délibération n° 90-85 AT du 30 août 1990 modifiée portant règlement intérieur de l'assemblée de la Polynésie française ;

Vu la convention Etat-territoire n° 214-99 du 19 juillet 1999 relative à l'éducation en Polynésie française ;

Vu la délibération n° 88-145 AT du 20 octobre 1988 portant création des établissements publics territoriaux d'enseignement des premier et second cycles du second degré ;

Vu la délibération n° 87-14 AT du 29 janvier 1987 portant création de la direction des enseignements secondaires ;

Vu la délibération n° 2001-94 APF du 12 juillet 2001 portant délégation de pouvoirs de l'assemblée de la Polynésie française à sa commission permanente ;

Vu l'arrêté n° 488 CM du 11 avril 2001 soumettant un projet de délibération à l'assemblée de la Polynésie française ;

Vu la lettre n° 1014-2001 Pr.APF/CP du 13 août 2001 portant convocation en séance des conseillers territoriaux ;

Vu le rapport n° 126-2001 du 23 août 2001 de la commission permanente ;

Dans sa séance du 23 août 2001,

Adopte :

Article 1er.— Le montant définitif des recettes du compte financier du collège de Tipaerui pour l'exercice 1999 est arrêté à la somme de *soixante millions sept cent cinquante-six mille quarante-huit francs CFP* se décomposant :

1° section de fonctionnement	60.354.114 F CFP
2° section d'investissement	401.934 F CFP
<i>Total général</i>	<i>60.756.048 F CFP</i>

Art. 2.— Le montant définitif des dépenses du compte financier du collège de Tipaerui pour l'exercice 1999 est arrêté à la somme de *soixante et un millions cent onze mille sept cent vingt et un francs CFP* se décomposant :

1° section de fonctionnement	59.796.043 F CFP
2° section d'investissement	1.315.678 F CFP
<i>Total général</i>	<i>61.111.721 F CFP</i>

Art. 3.— Le résultat du compte financier du collège de Tipaerui pour l'exercice 1999 est définitivement fixé ainsi qu'il suit :

- recettes	60.756.048 F CFP
- dépenses	61.111.721 F CFP
- déficit	- 355.673 F CFP

Art. 4.— Le résultat défini à l'article 3 ci-dessus est affecté comme suit :

- compte 106.81 – réserves établissement	558.071 F CFP
- compte 106.84 – réserves services spéciaux	F CFP
- différence des opérations en capital	- 913.744 F CFP
- soit un total de	- 355.673 F CFP

Art. 5.— Le Président du gouvernement est chargé de l'exécution de la présente délibération qui sera publiée au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Le secrétaire,
Patricia GRAND.

Le président,
Henri FLOHR.

DELIBERATION n° 2001-147 APF du 23 août 2001 modifiant la délibération n° 2000-34 APF du 17 mars 2000 instituant l'établissement de plans des servitudes aéronautiques applicables aux aéroports territoriaux ouverts à la circulation aérienne publique et fixant leurs conditions d'approbation.

NOR : TMA0101132DL

La commission permanente de l'assemblée de la Polynésie française,

Vu la loi organique n° 96-312 du 12 avril 1996 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 96-313 du 12 avril 1996 complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu le code de l'aviation civile et notamment les articles D. 242-1 et suivants ;

Vu le code de l'aménagement de la Polynésie française ;

Vu le code de l'expropriation pour cause d'utilité publique ;

Vu la délibération n° 2000-34 APF du 17 mars 2000 instituant l'établissement de plans des servitudes aéronautiques applicables aux aérodromes territoriaux ouverts à la circulation aérienne publique et fixant leurs conditions d'approbation ;

Vu la délibération n° 90-85 AT du 30 août 1990 modifiée portant règlement intérieur de l'assemblée de la Polynésie française ;

Vu la délibération n° 2001-94 APF du 12 juillet 2001 portant délégation de pouvoirs de l'assemblée de la Polynésie française à sa commission permanente ;

Vu l'arrêté n° 1036 CM du 6 août 2001 soumettant un projet de délibération à l'assemblée de la Polynésie française ;

Vu la lettre n° 1014-2001 Pr.APF/CP du 13 août 2001 portant convocation en séance des conseillers territoriaux ;

Vu le rapport n° 127-2001 du 23 août 2001 de la commission permanente ;

Dans sa séance du 23 août 2001,

Adopte :

Article 1er.— L'article 1er de la délibération n° 2000-34 APF du 17 mars 2000 susvisée est abrogé et remplacé par l'article suivant :

"Il est institué, au profit des aérodromes territoriaux ouverts à la circulation aérienne publique et à usage restreint, des servitudes administratives contenues dans un plan de servitudes aéronautiques et dont les conditions d'approbation sont définies ci-après."

Le reste sans changement.

Art. 2.— Le Président du gouvernement de la Polynésie française est chargé de l'exécution de la présente délibération qui sera publiée au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Le secrétaire,
Patricia GRAND.

Le président,
Henri FLOHR.

ARRETES DU CONSEIL DES MINISTRES

ARRETE n° 1071 CM du 21 août 2001 modifiant l'article 1er de l'arrêté n° 4 CM du 20 septembre 1984, portant attribution des lots du lotissement agricole territorial de Faaroa et procédant à la désaffectation du lot n° 12.

NOR : AFD0101240AC

Le Président du gouvernement de la Polynésie française,

Sur le rapport du ministre des affaires foncières, du domaine, de la valorisation et de la redistribution des terres,

Vu la loi organique n° 96-312 du 12 juillet 1996 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 96-313 du 12 avril 1996 complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 637 PR du 19 mai 2001 portant nomination du vice-président et des autres ministres du gouvernement de la Polynésie française ;

Vu la délibération n° 95-90 AT du 27 juin 1995 portant réglementation en matière de constitution, d'administration et d'aliénation du domaine privé et de mise à disposition des biens dépendant du domaine privé ou du domaine public de la Polynésie française, modifiée par la délibération n° 97-28 APF du 11 février 1997 ;

Vu l'arrêté n° 4 CM du 20 septembre 1984 portant attribution des lots du lotissement agricole territorial de Faaroa ;

Vu la demande du Président du gouvernement et sénateur en date du 15 décembre 1999 ;

Le conseil des ministres en ayant délibéré dans sa séance du 14 août 2001,

Arrête :

Article 1er.— L'article 1er de l'arrêté n° 4 CM du 20 septembre 1984 susvisé est modifié comme suit :

"A compter de la publication du présent arrêté, les dispositions relatives au lot n° 12 du lotissement agricole territorial de Faaroa sont supprimées".

Art. 2.— Le lot n° 12 du lotissement agricole territorial de Faaroa est désaffecté.

Art. 3.— Le ministre de l'économie et des finances, et le ministre des affaires foncières, du domaine, de la valorisation et de la redistribution des terres sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 21 août 2001.

Pour le Président absent :

Le vice-président,
Edouard FRITCH.

Par le Président du gouvernement :

Le ministre de l'économie
et des finances,
Georges PUCHON.

Pour le ministre des affaires foncières,
du domaine, de la valorisation
et de la redistribution des terres, absent :
Le ministre de l'équipement et des ports,
Jonas TAHUAITU.

NOR : OPH0101250AC

Par arrêté n° 1068 CM du 16 août 2001.— Le ministre du logement, de l'aménagement du territoire et de l'urbanisme, et de l'humanisation de la ville, porte-parole du gouvernement, est habilité à signer la convention de partenariat relative à l'opération "Cyberbus", ci-annexée (1), entre la Polynésie française et l'association "ITE.com".

(1) La convention pourra être consultée à l'Office polynésien de l'habitat.

NOR : SCE0101272AC

Par arrêté n° 1069 CM du 21 août 2001.— Conformément aux dispositions de l'arrêté n° 1037 CM du 10 octobre 1995 relatif au régime d'importation des viandes de l'espèce porcine, des quotas d'importation de viande porcine relevant du tarif douanier 02.03 sont autorisés pour le second semestre de l'an 2001 aux conditions suivantes :

- Charcuterie du Pacifique : 320 tonnes ;
- Salaisons de Tahiti : 240 tonnes ;
- E.U.R.L. Pua'a Maohi : 34 tonnes.

NOR : OPH0101294AC

Par arrêté n° 1070 CM du 21 août 2001.— M. Jean-Paul Lehartel est désigné membre du conseil d'administration de l'Office polynésien de l'habitat, en qualité de représentant de la Confédération des syndicats des travailleurs de Polynésie-Force ouvrière, en remplacement de M. Marcel Ahini.

NOR : AFD0101259AC

Par arrêté n° 1072 CM du 21 août 2001.— Les dispositions de l'arrêté n° 967 CM du 14 septembre 1995 portant autorisation d'occupation temporaire de divers emplacements du domaine public maritime sis à Arutua, à Apataki et à Kaukura sont modifiées comme suit en ce qui concerne la situation géographique de l'emplacement maritime attribué à M. Steve Heiarii Jacques Pommier à Arutua pour l'élevage de la nacre et la ferme perlière : "à environ 7.500 mètres de la terre Agahuru".

Le reste sans changement.

NOR : AFD0101260AC

Par arrêté n° 1073 CM du 21 août 2001.— L'article 1er de l'arrêté n° 40 CM du 20 janvier 1993 portant autorisation d'occupation temporaire du domaine public maritime sis à Takaroa, commune de Takaroa, au profit de Mme Fai Kaua épouse Tufariua est modifié comme suit en ce qui concerne plus particulièrement la situation géographique de l'emplacement maritime :

"Article 1er.— Est accordée, aux clauses et conditions du cahier des charges type, au profit de Mme Fai Kaua épouse Tufariua, l'autorisation d'occupation temporaire d'un emplacement du domaine public maritime, d'une superficie de 20 hectares sis à environ 400 mètres de la terre Tikirevareva à Takaroa, commune de Takaroa, destiné au collectage, à l'élevage de la nacre et à l'exploitation d'une ferme perlière."

NOR : AFD0101263AC

Par arrêté n° 1074 CM du 21 août 2001.— Mme Yvette Meherio Sanquer épouse Baudry est autorisée, à titre précaire et révocable à tout moment, pour une durée d'une année renouvelable par tacite reconduction avec terme maximum de 9 années, à aménager un parc à poissons d'une superficie de 60 mètres carrés dans l'emplacement du domaine public maritime sis dans la baie de Opoa, commune de Taputapuata, qui lui a été attribué par arrêté n° 572 PR du 10 mai 2001 pour l'implantation d'une maison de greffe et d'exploitation.

Cette autorisation d'occupation est consentie aux clauses et conditions suivantes, toutes de rigueur, à savoir :

1° La bénéficiaire affectera exclusivement l'emplacement maritime à l'aménagement d'un parc à poissons d'agrément.

Les installations devront être balisées de manière visible et ne pas gêner le passage habituel des embarcations.

2° La bénéficiaire se conformera aux prescriptions techniques que pourront lui faire tenir les agents habilités par le territoire et en particulier du service de la pêche et de la délégation à l'environnement, notamment en ce qui concerne la matérialisation des emplacements et la protection du milieu naturel, le quota et les conditions de capture des poissons destinés aux parcs.

3° Elle s'engage à accepter la visite de ses installations par les agents habilités par le territoire, étant entendu que les visites périodiques se font en sa présence ou de celle de son représentant et ont pour objet de s'assurer de la bonne exécution des obligations lui incombant.

4° La bénéficiaire sera seule tenue à toutes les garanties que l'occupation et les installations pourraient entraîner à l'égard des tiers dont les droits éventuels sont expressément réservés.

Elle fera son affaire personnelle de toutes contestations qui pourraient survenir et s'interdit à cet égard tout recours contre le territoire.

5° Enfin, la bénéficiaire ne pourra céder ou sous-louer son droit à l'occupation sans le consentement écrit du territoire.

La redevance annuelle d'occupation, payable d'avance à la caisse de la recette-conservation à Papeete, est fixée à 15.000 F CFP.

Le montant de la redevance est révisable d'office en cas de modification du tarif des occupations du domaine public maritime.

En cas de versement tardif des redevances, les sommes dues sont majorées d'une pénalité de retard telle que fixée par l'arrêté n° 1128 CM du 28 février 1980.

A l'expiration ou à la résiliation de l'autorisation d'occupation, la bénéficiaire sera tenue d'enlever à ses frais et sous sa responsabilité toutes les installations qu'elle aura établies sur les emplacements maritimes, sans indemnité.

NOR : AFD0101264AC

Par arrêté n° 1075 CM du 21 août 2001.— Mlle Corinne Lam est autorisée, à titre précaire et révocable à tout moment, pour une durée d'une année renouvelable par tacite reconduction avec terme maximum de 9 années, à occuper un emplacement du domaine public maritime d'une superficie de 1.000 mètres carrés, sis à environ 500 mètres de la pointe Punapae et sur le haut-fond de Tetoora à Iripau, commune de Tahaa.

Cette autorisation d'occupation est consentie aux clauses et conditions suivantes, toutes de rigueur, à savoir :

1° La bénéficiaire affectera exclusivement l'emplacement maritime à l'élevage de poissons lagonaire et de crevettes en cages flottantes, ainsi qu'à l'aménagement d'une passerelle flottante (22 mètres carrés), d'un ponton d'accostage (12 mètres carrés) et d'un abri de gardiennage du matériel (12 mètres carrés).

Les installations devront être balisées de manière visible et ne pas gêner le passage habituel des embarcations.

2° La bénéficiaire se conformera aux prescriptions techniques que pourront lui faire tenir les agents habilités par le territoire et en particulier du service de la pêche et de la délégation à l'environnement, notamment en ce qui concerne la matérialisation des emplacements et la protection du milieu naturel, le quota et les conditions de capture des poissons destinés aux parcs.

3° Elle s'engage à accepter la visite de ses installations par les agents habilités par le territoire, étant entendu que les visites périodiques se font en sa présence ou de celle de son représentant et ont pour objet de s'assurer de la bonne exécution des obligations lui incombant.

4° La bénéficiaire sera seule tenue à toutes les garanties que l'occupation et les installations pourraient entraîner à l'égard des tiers dont les droits éventuels sont expressément réservés.

Elle fera son affaire personnelle de toutes contestations qui pourraient survenir et s'interdit à cet égard tout recours contre le territoire.

5° Enfin, la bénéficiaire ne pourra céder ou sous-louer son droit à l'occupation sans le consentement écrit du territoire.

La redevance annuelle d'occupation, payable d'avance à la caisse de la recette-conservation à Papeete, est fixée à 15.000 F CFP.

Le montant de la redevance est révisable d'office en cas de modification du tarif des occupations du domaine public maritime.

En cas de versement tardif des redevances, les sommes dues sont majorées d'une pénalité de retard telle que fixée par l'arrêté n° 1128 CM du 28 février 1980.

A l'expiration ou à la résiliation de l'autorisation d'occupation, la bénéficiaire sera tenue d'enlever à ses frais et sous sa responsabilité toutes les installations qu'elle aura établies sur les emplacements maritimes, sans indemnité.

NOR : AFD0101265AC

Par arrêté n° 1076 CM du 21 août 2001.— La société civile acquacole "Ainuuroa Super Fish" est autorisée, à titre précaire et révocable à tout moment, pour une durée d'une année renouvelable par tacite reconduction avec terme maximum de 9 années, un emplacement du domaine public maritime d'une superficie de 1 hectare sis dans la baie au sud de la pointe Pataia à Faaaha, commune de Tahaa.

Cette autorisation d'occupation est consentie aux clauses et conditions suivantes, toutes de rigueur, à savoir :

1° La société affectera exclusivement l'emplacement maritime à l'élevage de poissons lagunaires en cages flottantes.

Les installations devront être balisées de manière visible et ne pas gêner le passage habituel des embarcations.

2° La société se conformera aux prescriptions techniques que pourront lui faire tenir les agents habilités par le territoire et en particulier du service de la pêche et de la délégation à l'environnement, notamment en ce qui concerne la matérialisation de l'emplacement et la protection du milieu naturel, le quota et les conditions de capture des poissons destinés aux parcs.

3° Elle s'engage à accepter la visite de ses installations par les agents habilités par le territoire, étant entendu que les visites périodiques se font en sa présence ou de celle de son représentant et ont pour objet de s'assurer de la bonne exécution des obligations lui incombant.

4° La société sera seule tenue à toutes les garanties que l'occupation et les installations pourraient entraîner à l'égard des tiers dont les droits éventuels sont expressément réservés.

Elle fera son affaire personnelle de toutes contestations qui pourraient survenir et s'interdit à cet égard tout recours contre le territoire.

5° Enfin, la société ne pourra céder ou sous-louer son droit à l'occupation sans le consentement écrit du territoire.

La redevance annuelle d'occupation, payable d'avance à la caisse de la recette-conservation à Papeete fixée à 200.000 F CFP, est réduite à 100.000 F CFP les deux premières années.

Le montant de la redevance est révisable d'office en cas de modification du tarif des occupations du domaine public maritime.

En cas de versement tardif des redevances, les sommes dues sont majorées d'une pénalité de retard telle que fixée par l'arrêté n° 1128 CM du 28 février 1980.

A l'expiration ou à la résiliation de l'autorisation d'occupation, la société sera tenue d'enlever à ses frais et sous sa responsabilité toutes les installations qu'elle aura établies sur l'emplacement maritime, sans indemnité.

NOR : AFD0101268AC

Par arrêté n° 1077 CM du 21 août 2001.— La concession temporaire d'un emplacement du domaine public maritime à charge de remblai, d'une superficie de 63 mètres carrés, au droit de la terre Tahua Raumanu 1 cadastrée section M n° 232, commune de Punaauia, est autorisée au profit de M. Helme Ernest.

Et tel que le tout figure sur le plan de délimitation du domaine public maritime de la direction de l'équipement (section topographique) n° 986-090-20-9541, contrôlé le 15 mars 2001.

La présente autorisation est consentie pour une durée de neuf (9) années consécutives à compter de la date du présent arrêté, aux clauses et conditions du contrat type de concession temporaire à charge de remblai.

Le concessionnaire est tenu d'établir et d'entretenir sur le remblai un passage public d'une largeur de trois (3) mètres le long des ouvrages de protection en bordure du front de mer.

Il devra matérialiser par une haie vive la limite séparative du passage public, du surplus de l'emplacement réservé à son usage privatif.

La redevance annuelle, payable d'avance à la recette-conservation à Papeete, est fixée à *dix-huit mille neuf cents francs CFP* (18.900 F CFP).

Le montant de cette redevance sera révisable d'office en cas de modification du tarif des occupations du domaine public maritime.

En cas de versement tardif des redevances, les sommes dues sont majorées d'une pénalité de retard telle que fixée par l'arrêté n° 1128 DOM du 28 février 1980.

En cas d'inobservation de l'une ou l'autre des dispositions ci-dessus, et après commandement d'exécuter demeuré infructueux, le conseil des ministres pourra soit appliquer une pénalité, soit résilier l'autorisation d'occupation sans préjudice de la remise en état des lieux et de tous dommages-intérêts.

NOR : AFD0101286AC

Par arrêté n° 1078 CM du 21 août 2001.— Dans le cadre de l'exploitation de l'hôtel Sheraton, la S.A. Société des hôtels tahitiens est autorisée à occuper temporairement un emplacement supplémentaire du domaine public maritime d'une superficie de 2.016 mètres carrés au droit de la parcelle A des terres Vaïoue et Tepapauri, cadastrées section N n° 14 sises à Auae, commune de Faāa.

Et tel que le tout figure sur le plan de délimitation du domaine public maritime n° 986 - 020 20 - 8402 de la direction de l'équipement, section topographie, contrôlé le 2 avril 2001.

La présente autorisation est consentie conformément aux clauses et conditions du contrat type de concession temporaire à charge de remblai, et aux conditions particulières suivantes, que le bénéficiaire, la S.A. Société des hôtels tahitiens, s'engage à respecter, à savoir :

1° L'emplacement d'une emprise de 2.016 mètres carrés sera affecté exclusivement à l'aménagement de :

- un restaurant d'une capacité de 120 couverts ;
- une grande terrasse circulaire avec un plancher en teck ;
- un bassin d'eau de mer abritant un certain nombre de poissons du pays ;
- des piscines à débordements ;
- le rocher existant recevra les équipements des piscines ;
- un motu de sable blanc.

En outre, le bénéficiaire s'engage à maintenir le libre accès du public à la plage et à la mer.

2° Le bénéficiaire sera seul tenu à toutes les garanties que l'occupation et les infrastructures pourraient entraîner à l'égard des tiers dont les droits éventuels sont expressément réservés. Il fera son affaire personnelle de toutes contestations qui pourraient survenir et s'interdit à cet égard tout recours contre la Polynésie française.

3° Il ne pourra céder ou sous-louer son droit à l'occupation sans le consentement préalable du conseil des ministres.

4° A l'expiration ou à la résiliation de l'autorisation d'occupation, le bénéficiaire enlèvera à ses frais et sous sa responsabilité toutes les installations édifiées sur le domaine public maritime sans aucune indemnité.

5° Enfin, toutes les difficultés qui pourraient surgir au sujet, soit de l'interprétation, soit de l'exécution de la présente convention seront du ressort du tribunal administratif.

La redevance annuelle, payable d'avance à la caisse de la recette-conservation à Papeete, est fixée à *six cent quarante-quatre mille huit cents francs CFP* (644.800 F CFP).

Le montant de cette redevance sera révisable d'office en cas de modification du tarif des occupations du domaine public maritime.

En cas de versement tardif des redevances, les sommes dues seront majorées d'une pénalité de retard telle que fixée par l'arrêté n° 1128 DOM du 28 février 1980.

En cas d'inobservation de l'une ou l'autre des dispositions ci-dessus, et après commandement d'exécuter demeuré infructueux, le conseil des ministres pourra soit appliquer une pénalité, soit résilier l'autorisation d'occupation sans préjudice de la remise en état des lieux et de tous dommages-intérêts.

NOR : AFD0101287AC

Par arrêté n° 1079 CM du 21 août 2001.— La terre domaniale dite "Des deux vallées" sise à Taiohae (Nuku Iiiva), pour une superficie de 22 hectares 55 ares, telle qu'elle figure sur le plan détenu par la direction des affaires foncières, est affectée au profit de la direction de l'équipement (subdivision des îles Marquises).

Cette affectation est destinée, dans le cadre du renforcement du réseau routier aux Marquises, à l'extraction et à la fabrication des matériaux nécessaires à la construction des chaussées et au rechargement des pistes.

En cas de changement de destination des lieux, la Polynésie française recouvrera la jouissance du terrain et deviendra propriétaire par accession des constructions y édifiées sans aucune indemnité.

Les dispositions de l'article 1er de la décision n° 4016 DOM du 29 novembre 1973 sont modifiées en ce qui concerne la superficie de la terre domaniale dite "Des deux vallées" affectée au service du développement rural.

NOR : DIM0100882AC

Par arrêté n° 1080 CM du 21 août 2001.— L'agrément au code des investissements de la Polynésie française est accordé à la société Stipa pour l'acquisition de matériels de carrières et d'une centrale à béton.

Le montant hors droits de l'investissement servant de base au calcul des avantages est de *quarante-six millions neuf cent mille francs CFP* (46.900.000 F CFP).

Conformément à l'article 28 de la délibération n° 91-98 AT du 29 août 1991 modifiée définissant les incitations de l'investissement sur le territoire, la société Stipa bénéficie de l'exonération du paiement du droit fiscal d'entrée à hauteur de *trois millions de francs CFP* (3.000.000 F CFP), représentant un taux d'aide globale de 6,4 % sur le montant hors droits de l'investissement.

En contrepartie des avantages accordés par le territoire, la société Stipa est tenue aux obligations prévues aux articles 17 à 21 de l'arrêté n° 1258 CM du 14 novembre 1991 modifié, et ce pendant une durée de trois ans.

ARRETES DU PRESIDENT DU GOUVERNEMENT ET DES MINISTRES

PRESIDENCE

ARRETE n° 1988 PR du 17 août 2001 portant délégation de signature à M. Gilbert-Louis Lescroel, chef du service de l'inspection générale de l'administration du territoire par intérim.

Le Président du gouvernement de la Polynésie française,

Vu la loi organique n° 96-312 du 12 avril 1996 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 96-313 du 12 avril 1996 complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 637 PR du 19 mai 2001 portant nomination du vice-président et des autres ministres du gouvernement de la Polynésie française ;

Vu la délibération n° 85-1111 AT du 5 novembre 1985 portant création du service dénommé inspection générale de l'administration du territoire ;

Vu l'arrêté n° 1091 CM du 12 novembre 1985 modifié portant organisation de l'inspection générale de l'administration du territoire ;

Vu l'arrêté n° 1172 PR du 6 novembre 1995 portant nomination de M. Jean-Jacques Delarce, administrateur civil, en qualité de chef de service de l'inspection générale de l'administration du territoire ;

Vu la circulaire n° 8 CM du 19 octobre 1984 ;

Vu l'arrêté n° 1045 CM du 9 août 2001 portant nomination du chef de service de l'inspection générale de l'administration du territoire par intérim,

Arrête :

Article 1er.— Délégation de signature est donnée à M. Gilbert-Louis Lescroel, chef du service de l'inspection générale de l'administration du territoire par intérim, à l'effet de signer, au nom du Président du gouvernement de la Polynésie française, les notes, lettres et bordereaux adressés aux ministres et présidents des conseils d'administration des établissements publics territoriaux, entrant dans le cadre de la préparation et de l'exécution des missions confiées à ce service.

Art. 2.— Délégation de signature est donnée à M. Gilbert-Louis Lescroel à l'effet de procéder aux opérations d'engagement et de liquidation des dépenses imputées sur les crédits du territoire qui ont été notifiés au service.

Art. 3.— Délégation de signature est donnée à M. Gilbert-Louis Lescroel à l'effet de signer les correspondances et actes relatifs aux congés de toute nature, à l'exclusion des congés administratifs, du personnel affecté ou mis à la disposition de l'inspection générale de l'administration du territoire.

Art. 4.— Le chef du service de l'inspection générale de l'administration du territoire par intérim est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 17 août 2001.

Pour le Président absent :

Le vice-président,
Edouard FRITCH.

ARRETE n° 1989 PR du 20 août 2001 portant modification de la carte des agences comptables des établissements publics territoriaux d'enseignement des premier et second cycles du second degré.

Le Président du gouvernement de la Polynésie française,

Vu la loi organique n° 96-312 du 12 avril 1996 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 96-313 du 12 avril 1996 complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 637 PR du 19 mai 2001 portant nomination du vice-président et des autres ministres du gouvernement de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 643 PR du 19 mai 2001 relatif aux attributions du ministre de l'éducation et de l'enseignement technique ;

Vu la loi n° 87-556 du 16 juillet 1987 relative au transfert de la compétence du second cycle de l'enseignement du second degré au territoire de la Polynésie française ;

Vu la convention Etat-territoire n° 214-99 du 19 juillet 1999 relative à l'éducation en Polynésie française ;

Vu la délibération n° 88-145 AT du 20 octobre 1988 modifiée portant création des établissements publics territoriaux d'enseignement des premier et second cycles du second degré ;

Vu la délibération n° 95-205 AT du 23 novembre 1995 modifiée portant adoption de la réglementation budgétaire, comptable et financière du territoire et de ses établissements publics ;

Vu l'arrêté n° 732 CM du 17 juin 1987 modifié portant organisation administrative et financière des établissements publics territoriaux d'enseignement,

Arrête :

Article 1er.— Les établissements publics territoriaux d'enseignement des premier et second cycles du second degré, créés par les délibérations n° 88-145 AT du 20 octobre 1988, n° 92-23 AT du 20 février 1992, n° 92-98 AT du 1er juin 1992, n° 93-41 AT du 10 juin 1993, n° 96-80 APF du 5 juin 1996, n° 98-48 APF du 29 avril 1998 et n° 2001-79 APF du 5 juillet 2001, sont regroupés en agences comptables selon la répartition suivante :

Agence comptable du lycée Paul-Gauguin :

- lycée Paul-Gauguin ;
- collège de Tipaerui.

Agence comptable du lycée polyvalent de Taaone :

- lycée polyvalent de Taaone ;
- collège de Taaone ;
- collège de Arue.

Agence comptable du lycée technique hôtelier de Taaone :

- lycée technique hôtelier ;
- collège de Huahine.

Agence comptable du lycée de Uturoa :

- lycée de Uturoa ;
- lycée professionnel de Uturoa ;
- collège de Tahaa ;
- collège de Faaroa.

Agence comptable du lycée polyvalent de Taravao :

- lycée polyvalent de Taravao ;
- collège de Taravao.

Agence comptable du lycée professionnel de Faaa :

- lycée professionnel de Faaa ;
- collège de Faaa.

Agence comptable du lycée professionnel de Mahina :

- lycée professionnel de Mahina ;
- collège de Mahina ;
- collège de Hitiaa.

Agence comptable du collège de Punaauia :

- collège de Punaauia ;
- collège de Paëa.

Agence comptable du collège de Rangiroa :

- collège de Rangiroa.

Agence comptable du collège de Hao :

- collège de Hao.

Agence comptable du collège de Mataura :

- collège de Mataura ;
- collège de Rurutu.

Agence comptable du collège de Papara :

- collège de Papara ;
- lycée polyvalent de Papara.

Agence comptable du collège de Ua Pou :

- collège de Ua Pou ;
- collège de Taiohae.

Agence comptable du collège de Paopao :

- collège de Paopao ;
- collège de Afareaitu.

Agence comptable du collège de Bora Bora :

- collège de Bora Bora.

Agence comptable du collège de Taunua :

- collège de Taunua.

Art. 2.— L'arrêté n° 658 PR du 15 mai 2000 est abrogé.

Art. 3.— Le ministre de l'éducation et de l'enseignement technique est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 20 août 2001.

Pour le Président absent :

Le vice-président,
Edouard FRITCH.

Par le Président du gouvernement :

*Le ministre de l'éducation
et de l'enseignement technique,*
Nicolas SANQUER.

ARRETE n° 1997 PR du 22 août 2001 relatif aux attributions du ministre du travail, du dialogue social, de la fonction publique, de la rénovation de l'administration et de la déconcentration administrative.

Le Président du gouvernement de la Polynésie française,

Vu la loi organique n° 96-312 du 12 avril 1996 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 96-313 du 12 avril 1996 complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 637 PR du 19 mai 2001 portant nomination du vice-président et des autres ministres du gouvernement de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 652 PR du 19 mai 2001 relatif aux attributions du ministre du travail, du dialogue social, de la fonction publique, de la rénovation de l'administration et de la déconcentration administrative,

Arrête :

Article 1er.— L'article 3, A, a de l'arrêté n° 652 PR du 19 mai 2001 est complété comme suit :

- présidence du conseil supérieur de la fonction publique.

Art. 2.— Le ministre du travail, du dialogue social, de la fonction publique, de la rénovation de l'administration et de la déconcentration administrative est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 22 août 2001.

Gaston FLOSSE.

Par le Président du gouvernement :

*Le ministre du travail,
du dialogue social,
de la fonction publique,
de la rénovation de l'administration
et de la déconcentration administrative,*
Armelle MERCERON.

Par arrêté n° 1984 PR du 17 août 2001.— Les agents de 3e ou 4e catégorie ci-dessous sont intégrés dans le cadre d'emplois des agents techniques de la fonction publique de la Polynésie française :

- M. Teakarotu Heifara, agent technique en chef, au service du développement rural, à compter du 1er novembre 1999 ;
- M. Tuihani Milton, agent technique en chef, au service des ressources marines, à compter du 16 juin 1998 ;
- M. Tuuhia Pierre, agent technique en chef, au parc à matériel, à compter du 7 août 1999.

Des arrêtés individuels préciseront pour chacun des agents précités les conditions de reclassement dans le cadre d'emplois des agents techniques de la fonction publique de la Polynésie française.

Par arrêté n° 1987 PR du 17 août 2001.— Dans le cadre du dispositif de soutien territorial à l'exportation, l'entreprise désignée ci-après est attributaire des aides suivantes :

Dénomination de l'entreprise : S.A.R.L. Pacific PVC ;
N° RC : 7.610 B ;
N° Tahiti : 538397.001 ;
Montant de l'aide accordée : 800.000 F CFP.

Ces aides dont le montant total s'élève à *huit cent mille francs CFP* (800.000 F CFP) sont à imputer sur les crédits du budget du territoire, chapitre 960, sous-chapitre 960-10, article 657-804 "Aide à l'exportation".

L'entreprise doit, dans les six mois qui suivent le versement de la subvention, produire les justificatifs auprès du

service du commerce extérieur de l'utilisation de cette subvention dans le cadre du projet présenté. A défaut de production de justificatifs ou dans le cas où la subvention a reçu une destination n'entrant pas dans le cadre du projet présenté, un ordre de recette sera établi pour le remboursement de toute ou partie de cette subvention.

Par arrêté n° 1990 PR du 20 août 2001.— L'agent du service de la pêche, M. Jules Cheffort, est habilité à constater les infractions en matière d'exploration et d'exploitation des ressources naturelles biologiques des eaux intérieures, dont les rades et les lagons, du sol, du sous-sol et des eaux surjacentes de la mer territoriale et de la zone économique exclusive.

A cet effet, il prêtera le serment prescrit par la loi.

Par arrêté n° 1991 PR du 20 août 2001.— Conformément à l'article 13 de l'arrêté n° 1375 CM du 3 octobre 2000 relatif à la composition et aux modalités de fonctionnement de la commission consultative des aides au développement des activités de la pêche, ainsi qu'aux modalités de leur octroi, les aides individuelles sont octroyées aux personnes suivantes :

<i>Poti Marara in-board diesel</i>	
1° M. Van Bastolaer Pascal	800.000 F CFP
<i>Matériel de sécurité</i>	
	160.000 F CFP
<i>Poti marara</i>	
1° M. Van Bastolaer Pascal	80.000 F CFP
2° Mme Kinnander Maimiti	80.000 F CFP
<i>Pêcheurs lagonaires</i>	
1° M. Terorotua Stanislas	402.902 F CFP
2° M. Doucet Yves	127.784 F CFP
	275.118 F CFP
<i>Aides exceptionnelles</i>	
	4.250.000 F CFP
<i>Thonier</i>	
1° M. Itchner Stephen (E.U.R.L. "Oioi")	1.800.000 F CFP
<i>Poti Marara</i>	
1° M. Teremate Georges	1.450.000 F CFP
2° M. Schmidt Hans	250.000 F CFP
3° M. Teriitaumihau Francis	400.000 F CFP
4° M. Atiu Marc	400.000 F CFP
<i>Bonitier</i>	
1° M. Rochette Tuahu	1.000.000 F CFP
<i>Soit un montant total de</i>	5.612.902 F CFP

Ces aides individuelles donnent lieu à l'établissement d'une convention par bénéficiaire. Elles produisent des effets à la signature de cette convention entre le bénéficiaire et la Polynésie française.

**MINISTÈRE DU LOGEMENT, DE L'AMÉNAGEMENT
DU TERRITOIRE ET DE L'URBANISME,
ET DE L'HUMANISATION DE LA VILLE**

ARRETE n° 3199 MLA.AU du 16 août 2001 portant extension d'un lot et modification des travaux de terrassement du lotissement Super Mahina (extension) sis à Mahina.

Le ministre du logement, de l'aménagement du territoire et de l'urbanisme, et de l'humanisation de la ville,

Vu la loi organique n° 96-312 du 12 avril 1996 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 96-313 du 12 avril 1996 complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 637 PR du 19 mai 2001 portant nomination du vice-président et des autres ministres du gouvernement de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 641 PR du 19 mai 2001 modifié relatif aux attributions du ministre du logement, de l'aménagement du territoire et de l'urbanisme, et de l'humanisation de la ville, porte-parole du gouvernement ;

Vu le code de l'aménagement de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 2081 AA du 23 août 1961 relatif aux lotissements ;

Vu l'arrêté n° 969 CM du 23 juillet 2001 portant nomination de Mme Frédérique Terzan épouse Mermillod-Anselme en qualité de chef de service de l'urbanisme par intérim ;

Vu l'arrêté n° 2986 MLA du 30 juillet 2001 portant délégation de signature au chef du service de l'urbanisme ;

Vu la délibération n° 79-50 du 5 avril 1979 et l'arrêté n° 1763 OPT du 16 septembre 1980 modifié, relatifs à la mise en place d'installations de télécommunications dans les immeubles et les lotissements ;

Vu l'arrêté n° 7476 MLA du 4 novembre 1997 ;

Vu le dossier modificatif déposé par M. Christian Mignot en date du 16 juin 2000 concernant les travaux de terrassement ;

Vu l'avis du délégué à l'environnement en date du 9 août 2000 ;

Vu l'avis du maire de la commune de Mahina en date du 19 octobre 2000 ;

Vu le dossier complémentaire déposé par M. Christian Mignot en date du 6 avril 2001 ;

Vu les résultats de la consultation effectuée en application des dispositions du dernier alinéa de l'article 5 de l'arrêté n° 2081 AA du 23 août 1961 ;

Vu l'avis du chef de service de l'urbanisme par intérim en date du 2 août 2001,

Arrête :

Article 1er.— L'extension d'un lot et la modification des travaux de terrassement du lotissement Super Mahina (extension) sis à Mahina sont autorisées.

Le projet d'extension du lotissement comprend maintenant 19 lots au lieu de 18 lots prévus initialement. Le lot supplémentaire provient de la division du lot 4 et porte le n° 4 bis.

Art. 2.— Le dossier est composé des pièces suivantes et enregistré au service de l'urbanisme (section urbanisme opérationnel et construction) le 16 juin 2000, sous le n° L/97-06 :

- note de présentation ;
- plan parcellaire ;
- procès-verbal de visite n° 98-1120 du 21 septembre 1998 du laboratoire des travaux publics ;
- 6 profils en travers (AA', BB', CC', DD', EE' et FF').

Art. 3.— Les travaux de terrassement seront réalisés conformément aux recommandations du laboratoire des travaux publics mentionnées dans le procès-verbal de visite n° 98-1120 du 21 septembre 1998.

Art. 4.— Avant toute demande de certificat de conformité, le lotisseur devra s'assurer que les ouvrages d'évacuation des eaux pluviales en aval du lotissement soient entièrement réalisés.

Art. 5.— Le dossier complémentaire défini à l'article 4 de l'arrêté n° 7476 MLA du 4 novembre 1997 sera complété par un procès-verbal de visite attestant de la stabilité des talus de déblai et des plates-formes en remblai.

Art. 6.— Le délai de validité prescrit à l'article 5 de l'arrêté n° 7476 MLA du 4 novembre 1997 concernant l'achèvement des travaux est augmenté de 36 mois.

Art. 7.— Toutes les autres prescriptions de l'arrêté n° 7476 MLA du 4 novembre 1997 demeurent applicables.

Art. 8.— Le présent arrêté et le dossier correspondant sont mis à la disposition du public, conformément aux dispositions de l'article D. 141-22 du code de l'aménagement de la Polynésie française, aux secrétariats :

- de la mairie de Mahina ;
- du service de l'urbanisme (section urbanisme opérationnel et construction).

Art. 9.— Le chef du service de l'urbanisme est chargé de l'application du présent arrêté qui sera publié au *Journal officiel* de la Polynésie française et notifié aux intéressés.

Fait à Papeete, le 16 août 2001.
Pour le ministre et par délégation :
Le chef du service de l'urbanisme
par intérim,
F. MERMILLOD-ANSELME.

Par arrêté n° 3216 MLA.AU du 17 août 2001.— Est autorisé le transfert du bénéfice des arrêtés d'autorisation de lotir au profit de la S.C.I. Delano.

Sont autorisés, les travaux d'assainissement collectif des eaux usées du lotissement Miri sis à Punaauia.

Le dossier est composé des pièces suivantes et enregistré au service de l'urbanisme (section urbanisme opérationnel et construction) les 20 septembre et 22 novembre 2000, sous le n° L/93-12 :

- plan des réseaux sur la voie de raccordement à la route de ceinture ;
- plan général d'assainissement des eaux usées ;
- plan type des ouvrages.

Les modifications portant sur la destination, la numérotation et la délimitation des lots qui figurent sur le plan général d'assainissement des eaux usées ne sont pas autorisées.

Les travaux seront réalisés conformément au dossier pris en considération, en tenant compte des dispositions suivantes :

- au niveau du raccordement au réseau public, prévoir un branchement cohérent avec les caractéristiques techniques du regard prévu à cet effet ;
- les canalisations d'eaux usées, dans le cas d'un tracé commun ou de croisement des réseaux doivent être placées en dessous des conduites d'alimentation en eau destinée à la consommation humaine ;
- des précautions particulières doivent être prises afin d'éviter toute infiltration d'eaux usées dans la nappe.

Dans le cas où le réseau d'assainissement collectif public de Outumaoro ne serait pas mis en service avant occupation des lots, les prescriptions de l'article 3.5 de l'arrêté n° 832 MLA du 6 février 1997 relatives à la mise en place d'un système d'assainissement individuel restent applicables.

Est ajoutée, au dossier complémentaire défini à l'article 4 de l'arrêté n° 832 MLA du 6 février 1997, une attestation de raccordement du réseau d'eaux usées au réseau d'assainissement collectif public délivrée par la direction de l'équipement.

Toutes les autres prescriptions des arrêtés n° 832 MLA du 6 février 1997 et n° 1211 MAA.AU du 2 mars 1999 demeurent applicables.

Le présent arrêté et le dossier correspondant sont mis à la disposition du public, conformément aux dispositions de l'article D. 141-22 du code de l'aménagement de la Polynésie française, aux secrétariats :

- de la mairie de Punaauia ;
- du service de l'urbanisme (section urbanisme opérationnel et construction).

MINISTÈRE DE L'EQUIPEMENT ET DES PORTS

Par arrêté n° 3203 MEP du 16 août 2001.— Est déconsignée et versée sur le compte bancaire de certains ayants droit de Matavera Avaemai, une partie de l'indemnité d'expropriation relative à la terre Vaiava 1 partie cadastrée sous les références AK 25 et AK 135 nécessaire au projet d'aménagement d'un espace public au P.K. 18 dans la commune de Punaauia, conformément au tableau ci-après :

Nom de la terre	Nom du bénéficiaire	Indemnité à déconsigner en F CFP
Vaiava 1 Cadastrée AK 25 et AK 135	Ayants droit de Matavera Avaemai : - M. Heimata Hirshon, mandataire de Mme Julia Hirshon épouse Rudzinoff ; - M. Tihoti Rumia Avaemai	63.722.200 1.886.512

Par arrêté n° 3204 MEP du 16 août 2001.— Une partie de l'indemnité relative aux terres Pirake et Keke 1 cadastrées sous la référence A 1 n° 4 (plan 4) nécessaires à la construction de l'aérodrome de Ahe, est déconsignée et versée au compte bancaire des héritiers de Mme Estelat Bennett épouse Tapu, héritière de Mme Teumere Nicolas, suivant le tableau ci-après :

N° de plan	Cad.	Surface en m2	Nom des propriétaires, copropriétaires, ayants droit	Référence du jugement	Indemnité à déconsigner en F CFP
4	A 1 n° 4	63.456	1) Ayants droit de Puahi a Mataoa : 1) Héritiers de Heiariki Terika Mataoa dont : a) Héritiers de Umaraha Tehuihui Ragivaru, dont : - Héritiers de Teumere Nicolas - Mme Estelat Bennett épouse Tapu	268-22 du 15/10/98	241.485

Par arrêté n° 3205 MEP du 16 août 2001.— Les indemnités relatives à la parcelle de terre cadastrée sous la référence n° AD 174 (plan 7) nécessaire aux travaux d'aménagement de la route de la pointe des Pêcheurs dans la commune de Punaauia, sont déconsignées et versées au compte bancaire de Mme Georgette Teremate épouse Tamui, suivant le tableau ci-après :

N° de plan	Cadastre	Surface en m2	Nom des propriétaires, copropriétaires, ayants droit	Indemnité à déconsigner en F CFP
7	AD 174	155	Mme Georgette Teremate épouse Tamui	1.810.000

Par arrêté n° 3206 MEP du 16 août 2001.— Est déconsignée et versée sur le compte bancaire de Mme Georgette Teremate épouse Tamui, légataire universelle de Mme Repeta Avaemai, une partie de l'indemnité d'expropriation relative à la terre Vaiava 1 partie cadastrée sous les références AK 25 et AK 135 nécessaire au projet d'aménagement d'un espace public au P.K. 18 dans la commune de Punaauia, conformément au tableau ci-après :

Nom de la terre	Nom du bénéficiaire	Indemnité à déconsigner en F CFP
Vaiava 1 Cadastrée AK 25 et AK 135	Ayants droit de Matavera Avaemai : - Ayants droit de Mme Repeta Avaemai - Mme Georgette Teremate épouse Tamui	1.886.512

Par arrêté n° 3207 MEP du 16 août 2001.— Une partie de l'indemnité relative à la parcelle M 97 (terre Vaihi), nécessaire aux travaux de la 2e tranche de la route des plaines et de ses ouvrages annexes (rivière de Matatia - pont de Punaruu) dans la commune de Punaauia, est déconsignée et versée au compte bancaire de Mme Jeannette Ah Choy épouse Barff suivant le tableau ci-après :

N° de plan	Cad.	Surface en m2	Nom des propriétaires, copropriétaires, ayants droit	Indemnité à déconsigner en F CFP
107	M 97	1.542	Souche Aulière (consorts Tāhei) : Succession de Tutahoroa Terai : - Ayants droit de Tearo Terai : - Mme Jeannette Ah Choy épouse Barff	11.391

Par arrêté n° 3208 MEP du 16 août 2001.— Est déconsignée et versée sur le compte bancaire des bénéficiaires énumérés au tableau ci-après, une partie de l'indemnité d'expropriation relative à la terre Opakari 1, nécessaire à la construction et à l'extension de l'aérodrome de Takaroa :

Désignation arrêté de consignation	Nom de la terre	Nom du bénéficiaire	Indemnité à déconsigner en F CFP
888 CM du 12/08/86	Opakari 1 n° 355/382	- M. Huri Teahionui Pimati - Mme Meari Teatarau Pimati épouse Mahuta	28.568 28.568
851 CM du 30/07/87	Opakari 1 n° 402	- M. Huri Teahionui Pimati - Mme Meari Teatarau Pimati épouse Mahuta	21.480 21.480
851 CM du 30/07/87	Opakari 1 n° 432	- M. Huri Teahionui Pimati - Mme Meari Teatarau Pimati épouse Mahuta	12.943 12.943

Par arrêté n° 3209 MEP du 16 août 2001.— Est déconsignée et versée sur le compte bancaire des bénéficiaires énumérés au tableau ci-après, une partie de l'indemnité d'expropriation relative à la terre Oporoa 1, nécessaire à la construction et à l'extension de l'aérodrome de Takaroa :

Désignation arrêté de consignation	Nom de la terre	Nom du bénéficiaire	Indemnité à déconsigner en F CFP
888 CM du 12/08/86	Oporoa 1 n° 327/368	- M. Huri Teahionui Pimati - Mme Meari Teatarau Pimati épouse Mahuta	11.149 11.149
851 CM du 30/07/87	Oporoa 1 n° 407	- M. Huri Teahionui Pimati - Mme Meari Teatarau Pimati épouse Mahuta	12.002 12.002

Par arrêté n° 3236 MEP du 17 août 2001.— Est déconsignée et versée sur le compte bancaire des bénéficiaires énumérés au tableau ci-après, une partie de l'indemnité d'expropriation relative à la terre Tetahee (section AA, n° 86), nécessaire à l'aménagement du site touristique du "Trou du souffleur" de Tiarei dans la commune de Hitiaa O Te Ra", à savoir :

Nom des bénéficiaires	Indemnité totale en F CFP	Indemnité à déconsigner en F CFP
Succession du Sieur Tetuaitehau Fava 1° Mme Elnora Fava épouse Dean (1/21e) .. 2° Mme Rose-Marie Terorotua épouse Tauru (1/63e)	1.183.000	56.333 18.777
3° M. Christian Terorotua (1/63e)		18.777
4° M. Armand Terorotua (1/63e)		18.777
Succession du Sieur Tauraa Fava 1° Mme Elnora Fava épouse Dean (1/21e) .. 2° Mme Rose-Marie Terorotua épouse Tauru (1/63e)		56.333 18.777
3° M. Christian Terorotua (1/63e)		18.777
4° M. Armand Terorotua (1/63e)		18.777
Total	1.183.000	225.328

Par arrêté n° 3265 MEP du 22 août 2001.— Est déconsignée et versée sur le compte bancaire de M. Luc Mahagafanau mandataire également de ses frères et sœurs, une partie de l'indemnité d'expropriation relative à la terre Tangaroamatahara (plan 1) nécessaire à la construction de l'aérodrome de Kauehi, conformément au tableau ci-après :

Nom de la terre	Nom du bénéficiaire	Indemnité à déconsigner en F CFP
Tangaroamalahara	Héritier de <i>Faukura a Mahagafanau</i> : - Héritier de <i>Tepouteragi a Mahagafanau</i> : - Héritier de <i>Emanuera Varoa Keha Kehauri a Mahagafanau</i> : - M. Luc Mahagafanau, mandataire également de ses frères et sœurs	1.232.133

Par arrêté n° 3266 MEP du 22 août 2001.— Est déconsignée et versée sur le compte bancaire de Mme Temahani Nagle épouse Mahagafanau, une partie de l'indemnité d'expropriation relative à la terre Tangaroamatahara (plan 1) nécessaire à la construction de l'aérodrome de Kauehi, conformément au tableau ci-après :

Nom de la terre	Nom du bénéficiaire	Indemnité à déconsigner en F CFP
Tangaroamatahara	Héritier de <i>Tetapunuku Temoeaia a Terega</i> : - Héritier de <i>Telaurumaipito a Terega</i> : - Héritiers de <i>Mapuhia a Terega</i> dont : - Héritier de <i>Moetai Nagle alias Terega</i> dont : - Mme Temahani Nagle épouse Mahagafanau.	410.711

Par arrêté n° 3320 MEP du 23 août 2001.— Est déconsignée et versée sur le compte bancaire de M. H.W. Petero Pori Haere une partie des indemnités d'expropriation relatives aux terres Ofakea, Maherohero et Teanepoto cadastrées sous la référence A 4 n° 147, nécessaires à la construction de l'aérodrome de Faaité, conformément au tableau ci-après :

Noms des bénéficiaires	Nom des terres	Quotité	Indemnités à déconsigner en F CFP
- Héritiers de <i>Marerenui a Tapuragi</i> dont : - Héritiers de <i>Teko'a a Tepeva</i> dont : - M. H.W. Petero Pori Haere	Ofakea Maherohero Teanepoto A 4 n° 147	1/105	195.190

MINISTERE DES TRANSPORTS ET DE L'ENERGIE

Par arrêté n° 3214 MTR du 16 août 2001.— A titre exceptionnel et par dérogation à l'article 3 de l'arrêté n° 1621 CM du 24 novembre 2000 portant octroi d'une licence d'armateur à la Société de navigation des Tuamotu pour l'exploitation du navire *Saint-Xavier-Maris-Stella III* en remplacement du navire *Saint-Xavier-Maris-Stella*, le navire *Saint-Xavier-Maris-Stella III* est autorisé à desservir l'atoll de Makatea lors de son voyage n° 13-01 R du vendredi 17 août 2001.

Par arrêté n° 3310 MTR du 23 août 2001.— A titre exceptionnel et par dérogation à l'article 3 de l'arrêté n° 758 CM du 28 juillet 1997 modifié, le navire *Dory 2*, exploité par la S.N.C. Agnieray et Cie, est autorisé à desservir l'atoll de Tetiaroa, lors de son voyage n° 32/01 du 24 août 2001.

MINISTERE DU TOURISME, DE L'ENVIRONNEMENT ET DE LA CONDITION FEMININE

ARRETE n° 3215 MTE du 16 août 2001 autorisant la direction de l'équipement à installer et exploiter un groupe électrogène de secours pour la station d'épuration de Faanui, dans la commune de Bora Bora (établissement de la 2e classe des installations classées pour la protection de l'environnement).

Le ministre du tourisme, de l'environnement et de la condition féminine,

Arrête :

Article 1er.— La direction de l'équipement est autorisée à installer et exploiter un groupe électrogène de secours pour la station d'épuration de Faanui, sur la parcelle 19 section CS, commune de Bora Bora.

Equipements et caractéristiques

Art. 2.— L'établissement qui relève de la 2e classe de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement, rubrique 118, comprend un groupe électrogène capoté à réservoir intégré d'une capacité de 195 litres de la marque Perkins, d'une puissance de 90 kVA.

Art. 3.— L'établissement est implanté et exploité conformément aux plans joints à la demande d'autorisation. Toute modification de ces plans doit, avant réalisation, faire l'objet d'une déclaration au service compétent.

Prescriptions relatives au local abritant le groupe électrogène

Art. 4.— Le local abritant le groupe électrogène a les caractéristiques de degré de résistance au feu suivantes :

- parois coupe-feu de degré (2) deux heures ;
- couverture incombustible.

La porte est pare-flammes de degré une heure.

Art. 5.— Le local est muni de portes s'ouvrant vers l'extérieur en nombre suffisant et son accès est interdit à toute personne étrangère à l'exploitation.

Art. 6.— La ventilation est assurée de façon à éviter à l'intérieur du local toute stagnation de poches de gaz et de sorte qu'en aucun cas une fuite accidentelle ne puisse donner naissance à une atmosphère toxique ou explosive.

Prescriptions relatives au groupe électrogène

Art. 7.— La structure des conduits d'évacuation des gaz de combustion doit être en matériaux incombustibles. Lorsqu'ils traversent des locaux habités ou occupés par des tiers, les conduits sont placés dans des gaines ayant un degré coupe-feu de deux heures.

Les conduits sont suffisamment isolants pour que le voisinage ne soit pas incommodé par la chaleur.

Art. 8.— L'échappement du moteur thermique doit se faire soit en fosse, soit par l'intermédiaire de silencieux d'une efficacité équivalente.

Art. 9.— Une consigne écrite doit indiquer les modalités d'entretien, la conduite à tenir en cas d'accident ou d'incident.

Installations électriques

Art. 10.— Les installations électriques répondent à la norme NF C 15-100 et font l'objet d'une attestation délivrée par l'entrepreneur.

Les installations électriques sont entretenues en bon état et contrôlées périodiquement par un technicien compétent. Les rapports de contrôle sont tenus à la disposition de l'inspection des installations classées.

Un dispositif permettant en cas de besoin de mettre hors tension l'installation électrique doit être facilement accessible en partant de la voie publique.

Moyens de lutte contre l'incendie

Art. 11.— L'installation doit être dotée de moyens de secours contre l'incendie appropriés aux risques et conformes aux normes en vigueur, notamment :

- d'un ou de plusieurs appareils d'incendie (bouches, poteaux...) publics ou privés dont un implanté à 200 mètres au plus du risque, ou des points d'eau, bassins, citernes, etc., d'une capacité en rapport avec le risque à défendre ;
- au moins un extincteur homologué NF MIH à poudre polyvalente de 6 kilogrammes répartis à l'intérieur des locaux, sur les aires extérieures et les lieux présentant des risques spécifiques, à proximité des dégagements, bien visibles et facilement accessibles. Les agents d'extinction doivent être appropriés aux risques à combattre et compatibles avec les produits stockés ;
- d'un moyen permettant d'alerter les services d'incendie et de secours ;
- de plans des locaux facilitant l'intervention des services d'incendie et de secours.

Ces matériels doivent être maintenus en bon état et vérifiés au moins une fois par an.

Art. 12.— Il est interdit de fumer dans le local abritant le groupe électrogène, d'y allumer ou d'y introduire une flamme et d'entreprendre des réparations susceptibles de produire des étincelles.

Protection de l'environnement

Art. 13.— Il est interdit d'émettre dans l'atmosphère des fumées épaisses, des buées, des suies, des poussières odorantes, toxiques ou corrosives, susceptibles d'incommoder le voisinage, de nuire à la santé ou à la sécurité publiques, à la production agricole, à la bonne conservation des monuments et à la beauté des sites.

Art. 14.— Tout stockage de produits liquides susceptibles de créer une pollution de l'eau ou du sol doit être associé à une capacité de rétention dont le volume doit être au moins égal à la plus grande des deux valeurs suivantes :

- 100 % de la capacité du plus grand réservoir ;
- 50 % de la capacité globale des réservoirs associés.

La capacité de rétention doit être étanche aux produits qu'elle pourrait contenir et résister à l'action physique et chimique des fluides. Il en est de même pour le dispositif d'obturation qui doit être maintenu fermé en conditions normales.

Des réservoirs ou récipients contenant des produits susceptibles de réagir dangereusement ensemble ne doivent pas être associés à la même cuvette de rétention.

Art. 15.— Les déchets et résidus produits par les installations sont stockés dans des conditions ne présentant pas de risques de pollution (prévention des envols, infiltration dans le sol, odeurs) pour les populations avoisinantes et l'environnement.

Art. 16.— D'une manière générale, le fonctionnement de l'installation ne doit pas être à l'origine d'une pollution des eaux de surface ou profondes.

Art. 17.— L'enlèvement ou l'élimination des déchets industriels, matières dangereuses ou insalubres, produits et huiles usés ne peut être effectué qu'après autorisation de l'inspection des installations classées. L'exploitant ayant préalablement communiqué par écrit à l'inspection des installations classées, la nature, la quantité et la destination des déchets, matières, produits ou huiles à enlever ou éliminer. La tenue d'un registre consignait toutes ces opérations est exigée.

Bruit

Art. 18.— L'installation est construite, équipée et exploitée de façon que son fonctionnement ne puisse être à l'origine de bruits ou vibrations gênantes pour l'environnement. En particulier, tout moteur, tout transformateur, tout appareil mécanique, ventilateur, transmission, machine, etc., est installé et aménagé de telle sorte que son fonctionnement ne puisse être de nature à compromettre la santé, la sécurité ou la tranquillité du voisinage par un bruit excessif ou par des trépidations anormales.

Le bruit, exprimé en dB (A) et mesuré en tout point de la limite de voisinage, ne doit pas dépasser les valeurs suivantes :

Zone : rurale ;
Période de jour : 60 ;
Période intermédiaire : 55 ;
Période de nuit : 50 ;
Emergence : 3 dB (A).

Période de jour :

- jours ouvrables : de 7 heures à 20 heures.
- Périodes intermédiaires :*
- jours ouvrables : de 6 heures à 7 heures et de 20 heures à 22 heures ;
- dimanches et jours fériés : de 6 heures à 22 heures.
- Période de nuit :*
- tous les jours : de 22 heures à 6 heures.

L'inspection des installations classées peut demander que des contrôles de la situation acoustique soient effectués par un organisme ou une personne qualifiée dont le choix est soumis à son approbation. Les frais sont supportés par l'exploitant.

L'inspection des installations classées peut demander à l'exploitant de procéder à une surveillance périodique de l'émission sonore en limite de propriété de l'installation classée. Les résultats des mesures sont tenus à la disposition de l'inspection des installations classées.

Prescriptions administratives

Art. 19.— La présente autorisation ne vaut pas permis de travaux immobiliers (permis de construire) ou d'occupation du domaine public. Elle devient caduque si l'établissement n'est pas mis en fonctionnement dans un délai de trois (3) années à compter de sa notification.

Art. 20.— Des prescriptions complémentaires peuvent à tout moment être imposées à l'exploitant dans les conditions fixées par le code de l'aménagement de la Polynésie française.

Art. 21.— L'exploitant d'une installation est tenu de déclarer, dans les meilleurs délais, à l'inspection des installations classées, les accidents ou incidents survenus du fait du fonctionnement de cette installation.

Art. 22.— L'inspection des installations classées est chargée du contrôle de l'installation autorisée.

Art. 23.— Le délégué à l'environnement est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au *Journal officiel* de la Polynésie française et notifié à l'intéressée.

Fait à Papeete, le 16 août 2001.
Nicole BOUTEAU.

ARRETE n° 3313 MTE du 23 août 2001 portant ouverture de l'enquête de commodo et incommodo, dans le cadre de la demande d'autorisation d'installer et d'exploiter un élevage de volailles, commune de Teva I Uta. La demande est formulée par M. Nicolas Bruno, mandataire de la S.C.A. Les Tipaniers.

Le ministre du tourisme, de l'environnement et de la condition féminine,

Vu la loi organique n° 96-312 du 12 avril 1996 portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 96-313 du 12 avril 1996 complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 637 PR du 19 mai 2001 portant nomination du vice-président et des autres ministres du gouvernement de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 638 PR du 19 mai 2001 fixant les attributions des membres du gouvernement de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 646 PR du 19 mai 2001 relatif aux attributions du ministre du tourisme, de l'environnement et de la condition féminine ;

Vu le code de l'aménagement de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 518 CM du 15 mai 1996 portant réorganisation et attributions de la délégation à l'environnement ;

Vu la demande d'autorisation déposée par M. Nicolas Bruno, mandataire de la S.C.A. Les Tipaniers, et enregistrée à la délégation à l'environnement le 10 août 2001 sous le numéro de dossier 01-31 ENV/IC,

Arrête :

Article 1er.— Une enquête de commodo et incommodo est ouverte du 4 septembre au 4 octobre 2001, dans le cadre de la demande d'autorisation d'installer et d'exploiter un élevage de volailles à Mataiea, commune de Teva I Uta.

Art. 2.— Le bâtiment est situé sur une parcelle de terre Tepeti 1, 2 et 3 de 9 hectares 38 ares 95 centiares, commune de Teva I Uta. La demande est formulée par M. Nicolas Bruno, mandataire de la S.C.A. Les Tipaniers.

Art. 3.— Le siège de l'enquête publique est la mairie de Teva I Uta. Aux heures d'ouverture de celle-ci, les personnes intéressées pourront y consulter le dossier et formuler leurs observations sur un registre à feuillets numérotés non amovibles. Toute correspondance doit être adressée à la mairie de Teva I Uta.

Art. 4.— M. Tefaatau Alphonse est désigné pour remplir les fonctions de commissaire enquêteur. Il recueillera les observations ou les oppositions qui pourront se manifester pendant la durée de l'enquête, tous les mardi de 8 h 30 à 11 h 30, à la mairie de Teva I Uta.

Art. 5.— Le périmètre d'affichage de l'avis d'enquête est fixé à 1 km. Cet affichage doit être fait à proximité de l'installation, le long des voies de circulation principales ainsi que dans les mairies des communes associées. Cet avis au public est affiché par les soins du maire de chacune des communes mentionnées à l'article 2, qui certifie son accomplissement.

Art. 6.— Le délégué à l'environnement est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au *Journal officiel* de la Polynésie française et notifié à l'intéressé.

Fait à Papeete, le 23 août 2001.
Nicole BOUTEAU.

ARRETE n° 3314 MTE du 23 août 2001 portant ouverture de l'enquête de commodo et incommodo, dans le cadre de la demande d'autorisation d'installer et d'exploiter un atelier de mécanique automobile, commune de Moorea. La demande est formulée par M. Luc Frenée.

Le ministre du tourisme, de l'environnement et de la condition féminine,

Vu la loi organique n° 96-312 du 12 avril 1996 portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 96-313 du 12 avril 1996 complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 637 PR du 19 mai 2001 portant nomination du vice-président et des autres ministres du gouvernement de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 638 PR du 19 mai 2001 fixant les attributions des membres du gouvernement de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 646 PR du 19 mai 2001 relatif aux attributions du ministre du tourisme, de l'environnement et de la condition féminine ;

Vu le code de l'aménagement de la Polynésie française, complété par l'arrêté n° 121 CM du 25 janvier 1999 ;

Vu l'arrêté n° 518 CM du 15 mai 1996 portant réorganisation et attributions de la délégation à l'environnement ;

Vu la demande d'autorisation déposée par M. Luc Frenée, instruite à la délégation à l'environnement le 14 août 2001 sous le numéro de dossier 01-32 ENV,

Arrête :

Article 1er.— Une enquête de commodo et incommodo est ouverte du 26 septembre au 26 octobre 2001, dans le cadre de la demande d'autorisation formulée par M. Luc Frenée, d'installer et d'exploiter un atelier de mécanique automobile sur les parcelles n° 89 et n° 91 de la terre Mataorio sise à Teavaro, commune de Moorea-Maiao.

Art. 2.— La mairie de Moorea-Maiao, seule commune concernée par le projet, est désignée comme siège de l'enquête de commodo et incommodo.

Aux heures d'ouverture de celle-ci, toute personne pourra y consulter le dossier et formuler ses observations sur un registre à feuillets numérotés et non amovibles. Toute correspondance doit être adressée à la mairie de Moorea-Maiao.

Art. 3.— M. Alphonse Tefaatau est désigné pour remplir les fonctions de commissaire enquêteur. Il recueillera les observations ou les oppositions qui pourront se manifester pendant la durée de l'enquête, le vendredi de 8 h 30 à 11 h 30, à la mairie de Moorea-Maiao.

Art. 4.— Le périmètre d'affichage de l'avis d'enquête est fixé à 1 km. Cet affichage doit être fait à proximité de l'installation, le long des voies de circulation principales ainsi que dans les mairies des communes associées ou touchées par le projet. Cet avis au public est affiché par les soins du maire de chacune des communes mentionnées à l'article 2, qui certifie son accomplissement.

Art. 5.— Le délégué à l'environnement est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au *Journal officiel* de la Polynésie française et notifié à l'intéressé.

Fait à Papeete, le 23 août 2001.
Nicole BOUTEAU.

**MINISTÈRE DE LA PÊCHE, DE L'INDUSTRIE
ET DES PETITES ET MOYENNES ENTREPRISES**

Par arrêté n° 3234 MPI du 17 août 2001.— Dans le cadre du dispositif d'aide à la création ou au développement d'entreprises, les entreprises désignées ci-après sont attributaires des aides suivantes :

Dénomination de l'entreprise	N° R.C.	N° Tahiti	Montant de l'aide accordée (en F CFP)
Arai Alexis	35.379 A	516.468	250.000
Cavallo Poerava Julia	26.656 A	334.383	500.000
Ent. Carasam Adventure/Saint Sevin Sylvie	25.656 A	370.767	400.000
Ent. couture Raumana/Colombani Mayanna	37.503 A	558.825	300.000
Ent. Multi tâches services/Teore Abel	35.988 A	526.913	300.000
Ent. Teniaro/Teniaro Gatien, Mati	33.997 A	304.311	600.000
Ent. Vahine couture/Ngatata Vahinerii	38.276 A	574.335	150.000
Ent. Vepaf-Moorea motoculture/Perus Christian	36.179 A	532.176	500.000
E.U.R.L. Savonnerie de Tahiti/Maunier Philippe	8.103 B	573.618	400.000
Faaité André	38.121 A	571.836	300.000
Faura Jacqueline	37.579 A	560.821	200.000
Paari André	38.115 A	571.927	500.000
S.A.R.L. Moss/Varichon Bertrand	8.011 B	567.834	800.000
Snack Moeata/Vaaie Chérille	38.373 A	577.478	1.500.000
Sommers Didier Raimana	38.325 A	576.033	400.000
Taata Gilbert	38.402 A	577.288	200.000
Teritapunui Tetua	37.749 A	563.817	200.000
Totem/Maitre Yanick	27.271 A	400.762	400.000

Ces aides dont le montant s'élève à *sept millions neuf cent mille francs CFP* (7.900.000 F CFP) sont à imputer sur les crédits de paiement OP 211-95, article 130, aides financières à la création ou au développement d'entreprises, C.D. 04.03.

L'entreprise doit, dans les douze mois qui suivent le versement de la subvention, produire les justificatifs auprès du service du développement de l'industrie et des métiers de l'utilisation de cette subvention dans le cadre du projet présenté. A défaut de production de justificatifs ou dans le cas où la subvention a reçu une destination n'entrant pas dans le cadre du projet présenté, un ordre de recette sera établi pour le remboursement de toute ou partie de cette subvention.

L'arrêté n° 1988 MEC du 18 mai 2001 est rapporté.

Par arrêté n° 3318 MPI du 23 août 2001.— L'annexe à l'arrêté n° 1177 CM du 20 décembre 1993 modifié portant application de la délibération n° 93-52 AT du 10 juin 1993 portant suspension du droit de douane et du droit fiscal d'entrée applicables à l'importation de certains produits destinés à une transformation sur place, et fixant la liste des entreprises agréées au bénéfice des dispositions de ladite délibération, est complétée comme il suit :

raison sociale	N° Tahiti	groupe de produits
Pacific Company	407.130	IV

En application de l'article 8 de la délibération n° 93-52 AT du 10 juin 1993, l'entreprise agréée prend les engagements suivants :

- modérer ses prix de vente ;
- utiliser les produits exonérés aux seules fins de transformation ;
- communiquer en fin d'exercice ses comptes de résultat, ainsi que la comptabilité des produits importés en suspension de droits, au service instructeur.

Par arrêté n° 3319 MPI du 23 août 2001.— L'annexe à l'arrêté n° 1177 CM du 20 décembre 1993 modifié portant

application de la délibération n° 93-52 AT du 10 juin 1993 portant suspension du droit de douane et du droit fiscal d'entrée applicables à l'importation de certains produits destinés à une transformation sur place, et fixant la liste des entreprises agréées au bénéfice des dispositions de ladite délibération, est complétée comme il suit :

<i>raison sociale</i>	<i>N° Tahiti</i>	<i>groupe de produits</i>
Société A.C.M.	571.117	II

En application de l'article 8 de la délibération n° 93-52 AT du 10 juin 1993, l'entreprise agréée prend les engagements suivants :

- modérer ses prix de vente ;
- utiliser les produits exonérés aux seules fins de transformation ;
- communiquer en fin d'exercice ses comptes de résultat, ainsi que la comptabilité des produits importés en suspension de droits, au service instructeur.

MINISTRE DE L'AGRICULTURE ET DE L'ELEVAGE

Par arrêté n° 3297 MAE du 22 août 2001.— En application du quatrième alinéa de l'article 46 de la délibération n° 95-90 AT du 27 juin 1995 portant réglementation en matière de constitution, d'administration et d'aliénation du domaine privé et mise à disposition des biens immobiliers dépendant du domaine public du territoire, la cession de bois de Miro à l'association Taatira Huma Tahiti Iti dont la valeur est estimée à 180.000 F CFP est autorisée à titre gratuit selon les modalités suivantes : 3 mètres cubes de bois de Miro.

Les bois cédés gratuitement à l'association Taatira Huma Tahiti Iti devront être utilisés pour le développement d'une activité d'artisanat local et être récupérés à la station de Papeiti dans la commune de Papara dans un délai de trois mois après signature du présent arrêté.

Le service du développement rural se réserve le droit de vérifier la bonne utilisation des bois cédés.

A défaut de conformité avec les conditions précitées, le service du développement rural adressera un certificat administratif au service des finances qui émettra à l'encontre de l'association Taatira Huma Tahiti Iti un titre de recettes correspondant à la valeur des bois ayant servi à des fins autres que visées ci-dessus.

En cas d'utilisation partielle des bois, le reliquat devra être restitué au service du développement rural.

MINISTRE DE LA CULTURE ET DE L'ENSEIGNEMENT SUPERIEUR

Par arrêté n° 3242 MCE du 20 août 2001.— Le groupe de recherche en archéologie navale (G.R.A.N.), antenne de Polynésie française, représenté par M. Robert Vecella, est autorisé à effectuer une campagne de prospections et de fouilles archéologiques sous-marines au large de l'île de Mangareva consistant à poursuivre l'inventaire archéolo-

gique maritime de cet archipel et l'étude de l'épave du "Francisco Alvarez".

Cette autorisation est donnée pour une période de deux (2) mois à compter du 1er novembre 2001.

Ce travail de recherches archéologiques est conduit sous l'égide du service de la culture et du patrimoine.

Le compte-rendu des divers travaux effectués et l'inventaire rigoureux des vestiges trouvés à l'occasion de cette campagne feront l'objet d'un rapport préliminaire qui sera remis au service de la culture et du patrimoine dans le mois suivant la fin des travaux de terrain.

Le rapport final sera remis au plus tard six (6) mois après la fin de la campagne. Les objets et vestiges découverts sont la propriété de la Polynésie française et seront mis en dépôt au service de la culture et du patrimoine.

Des échantillons de sédiments, de charbons, de bois ou d'autres matériaux et des objets fragmentés pourront faire l'objet d'une autorisation d'exportation temporaire à des fins d'analyse, d'étude et de datation dans des laboratoires extérieurs.

Au plus tard six (6) mois après la fin des analyses, les rapports scientifiques et les objets fragmentés seront remis au service de la culture et du patrimoine.

L'arrêté n° 1 MCE du 26 juillet 2001 est retiré.

MINISTRE DE L'ARTISANAT

ARRETE n° 3299 MAR du 23 août 2001 portant délégation de signature à Mme Marie-Paule Tearaitua Varet épouse Morgant, directeur de cabinet auprès du ministre de l'artisanat.

Le ministre de l'artisanat,

Vu la loi organique n° 96-312 du 12 avril 1996 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 96-313 du 12 avril 1996 complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 637 PR du 19 mai 2001 portant nomination du vice-président et des autres ministres du gouvernement de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 654 PR du 19 mai 2001 relatif aux attributions du ministre de l'artisanat ;

Vu l'arrêté n° 1038 CM du 6 août 2001 portant nomination de Mme Marie-Paule Tearaitua Varet épouse Morgant aux fonctions de directeur de cabinet auprès du ministre de l'artisanat,

Arrête :

Article 1er.— Délégation de signature est donnée à Mme Marie-Paule Tearaitua Varet épouse Morgant, directrice de cabinet, à l'effet de signer au nom du ministre de l'artisanat, dans la limite de ses attributions, tous actes ou correspondances nécessaires à l'exécution des instructions du ministre, et plus particulièrement :

1.1 Tous actes, correspondances et bordereaux de transmission relatifs à la gestion des services relevant de l'autorité ou de la tutelle du ministre, adressés aux services territoriaux, aux autres administrations, aux usagers et aux organismes privés ;

1.2 Les ordres de déplacement à l'intérieur du territoire des chefs de service placés sous l'autorité du ministre.

Art. 2.— Délégation de signature est donnée à Mme Marie-Paule Tearaitua Varet épouse Morgant à l'effet de procéder aux actes de gestion ci-après du personnel de cabinet du ministre de l'artisanat :

- congés de toute nature à passer en Polynésie française ;
- déplacement à l'intérieur de la Polynésie française ;
- certificats et attestations prévus par la réglementation sociale et du travail.

Art. 3.— Mme Marie-Paule Tearaitua Varet épouse Morgant reçoit également délégation de signature à l'effet de procéder aux opérations d'engagement et de liquidation des dépenses imputables sur les crédits affectés au cabinet du ministère.

Art. 4.— En cas d'absence ou d'empêchement du ministre de l'artisanat, Mme Marie-Paule Tearaitua Varet épouse Morgant est habilitée à certifier le caractère exécutoire des actes réglementaires pris par le ministre de l'artisanat.

Art. 5.— Le directeur de cabinet est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 23 août 2001.
Pascale HAITI.

ARRETES DE LA PRESIDENTE DE L'ASSEMBLEE DE LA POLYNESIE FRANÇAISE

ARRETE n° 92-2001 APF/SG du 21 août 2001 portant ouverture de la session extraordinaire de l'assemblée de la Polynésie française.

La présidente de l'assemblée de la Polynésie française,

Vu la loi organique n° 96-312 du 12 avril 1996 portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 96-313 du 12 avril 1996 complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu la lettre n° 2229 PR du 20 août 2001 de M. le Président du gouvernement de la Polynésie française,

Arrête :

Article 1er.— La session extraordinaire de l'assemblée de la Polynésie française est ouverte le jeudi 30 août 2001 à 9 heures avec l'ordre du jour suivant :

- projet de délibération approuvant le compte administratif de la Polynésie française et constatant la concordance des résultats avec le compte de gestion pour l'année 2000 (budget général) ;
- projet de délibération approuvant le compte administratif de la Polynésie française et constatant la concordance des

résultats avec le compte de gestion pour l'année 2000 (comptes spéciaux) ;

- projet de délibération portant modification n° 5 du budget général du territoire, exercice 2001 ;
- projet de délibération portant modification n° 6 du budget général du territoire, exercice 2001 ;
- projet de délibération portant modification n° 3 du budget du compte d'aide aux victimes des calamités (C.A.V.C.), exercice 2001, et modification de la délibération n° 2001-74 APF du 5 juillet 2001 ;
- projet de délibération portant approbation du plan pour la santé 2001-2005 ;
- projet de délibération relative aux associations pour l'insertion ;
- projet de délibération portant modification de la délibération n° 2001-23 APF du 8 février 2001 instituant une aide à la construction de logements individuels ;
- projet de délibération portant modification n° 2 du budget du Fonds d'investissement pour le développement économique et social-territoire (F.I.D.E.S. - territoire), exercice 2001 ;
- projet de délibération portant création de la S.E.M. Air Tahiti Nui.

Art. 2.— Le présent arrêté sera publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 21 août 2001.
Lucette TAERO.

ARRETE n° 93-2001 APF/SG du 23 août 2001 portant complément à l'ordre du jour de la session extraordinaire de l'assemblée de la Polynésie française.

La présidente de l'assemblée de la Polynésie française,

Vu la loi organique n° 96-312 du 12 avril 1996 portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 96-313 du 12 avril 1996 complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu la lettre n° 2229 PR du 20 août 2001 de M. le Président du gouvernement de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 92-2001 APF/SG du 21 août 2001 portant ouverture de la session extraordinaire de l'assemblée de la Polynésie française ;

Vu la lettre n° 2246 PR du 22 août 2001 de M. le Président du gouvernement de la Polynésie française,

Arrête :

Article 1er.— A l'ordre du jour de la session extraordinaire de l'assemblée de la Polynésie française ouverte à compter du jeudi 30 août 2001 à 9 heures est complété comme suit :

- proposition de délibération portant modification du budget de l'assemblée de la Polynésie française pour l'exercice 2001.

Art. 2.— Le présent arrêté sera publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 23 août 2001.
Lucette TAERO.

ACTES MUNICIPAUX

COMMUNE DE PAPEETE

ARRETE MUNICIPAL n° 2001-177 du 3 août 2001 prescrivant des mesures de police en matière d'établissement recevant du public à la Société d'exploitation de la Clinique Cardella sise rue Anne-Marie-Javouhey à Papeete.

Le maire de la commune de Papeete,

Vu la loi organique n° 96-312 du 12 avril 1996 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 96-313 du 12 avril 1996 complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu le code des communes applicable en Polynésie française, notamment ses articles L. 131-2 et L. 131-7 ;

Vu la loi n° 71-1028 du 23 décembre 1971 relative à la création et à l'organisation des communes dans le territoire de la Polynésie française, modifiée et complétée par la loi n° 77-1460 du 29 décembre 1977 ;

Vu la loi n° 96-609 du 5 juillet 1996 portant dispositions diverses relatives à l'outre-mer ;

Vu le décret du 20 mai 1890 instituant dans les Etablissements français de l'Océanie une commune ayant pour chef-lieu Papeete ;

Vu le décret n° 80-918 du 13 novembre 1980 portant application des lois n° 77-744 du 8 juillet 1977 et n° 77-1460 du 29 décembre 1977 modifiant le régime communal dans le territoire de la Polynésie française ;

Vu le code de l'aménagement de la Polynésie française ;

Vu l'avis défavorable à l'ouverture au public de la Clinique Cardella émis par la commission de sécurité des établissements recevant du public le 10 décembre 1999 ;

Vu l'avis du chef du bureau de prévention du service de l'urbanisme en date du 27 novembre 2000 relatif aux programmes de travaux de mise en sécurité de la Clinique Cardella ;

Vu l'avis défavorable à l'ouverture au public de la Clinique Cardella de la commission de sécurité des établissements recevant du public, en date du 13 juin 2001 ;

Vu la correspondance n° 1649 DST-ETUD-PC du 5 juillet 2001 du maire de la commune de Papeete adressée à la directrice de la Clinique Cardella ;

Considérant que les travaux de mise en sécurité de la Clinique Cardella tels que prescrits par la commission de sécurité n'ont pas été à ce jour réalisés ;

Considérant le danger grave et immédiat pour la sécurité du public ;

Considérant les conclusions de la réunion tenue au haut-commissariat de la République le 24 juillet 2001,

Arrête :

Article 1er.— Il est ordonné, sous délai maximum de trois semaines à compter de la date de notification du présent arrêté, la fermeture provisoire du service de pédiatrie de la Clinique Cardella jusqu'à ce que les travaux de la mise en sécurité de ce service aient été réalisés, tels que prévus par l'autorisation n° 00-151 MAA.AU.PPT du 27 décembre 2000 de travaux du ministère des affaires foncières, de l'aménagement du territoire et de l'urbanisme.

Art. 2.— Il est ordonné à la Société d'exploitation de la Clinique Cardella de réaliser les prescriptions de mise en sécurité figurant en annexe jointe au présent arrêté dans les délais maximums fixés.

Art. 3.— La Société d'exploitation de la Clinique Cardella devra, dans un délai maximum d'un mois, présenter à la commission territoriale de sécurité un programme actualisé des travaux de mise en sécurité à réaliser. L'échéancier de ces travaux devra prévoir la réalisation dans un délai maximum de six mois de la mise aux normes des installations électriques et de celles des fluides médicaux. Le reste du programme des travaux devra être achevé dans un délai maximum d'un an.

Art. 4.— Dans l'attente de la réalisation de l'ensemble de ces travaux et à titre de mesure compensatoire, il est ordonné à l'exploitant de mettre en place sous délai de huit jours un service de garde et de surveillance permanent à raison d'un agent pour chacun des niveaux géographiques de l'établissement. Ces agents devront avoir reçu une formation appropriée (E.R.P.I.) par un organisme agréé.

Art. 5.— Une réunion de suivi de l'exécution des travaux ordonnés sera tenue mensuellement.

Art. 6.— Notification du présent arrêté sera faite à M. le docteur Gendron, président-directeur général de la Société d'exploitation de la Clinique Cardella à Papeete.

Art. 7.— MM. le secrétaire général, le directeur de cabinet et le directeur des services techniques sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au *Journal officiel* de la Polynésie française. Ampliation en sera adressée à MM. le haut-commissaire de la République en Polynésie française, le Président du gouvernement de la Polynésie française, le procureur de la République près du tribunal de première instance de Papeete, le directeur de la sécurité publique et le président de la commission de sécurité.

Fait à Papeete, le 3 août 2001.
Michel BUIILLARD.

Subdivision des îles du Vent.

Vu le 9 août 2001.

Le haut-commissaire,

Par délégation :

Le chef de subdivision,
Marcel RENOUF.

ACTES PUBLIES A TITRE D'INFORMATION

ACTES DU POUVOIR CENTRAL

ARRETE MINISTERIEL du 29 juin 2001 relatif à l'abrogation de l'arrêté du 13 juin 2001 relatif à la composition et à l'appel de la fraction de contingent 2001-08.

Le ministre de la défense,

Arrête :

Article 1er.— L'arrêté du 13 juin 2001 relatif à la composition et à l'appel de la fraction de contingent 2001-08 est abrogé.

Art. 2.— Le présent arrêté sera publié au *Journal officiel* de la République française.

Fait à Paris, le 29 juin 2001.

Pour le ministre et par délégation :
Le directeur de la fonction militaire
et du personnel civil,
J.-M. PALAGOS.

ARRETE MINISTERIEL du 30 juillet 2001 relatif aux pièces d'état civil requises pour la délivrance du passeport.

Le ministre de l'intérieur,

Vu le décret n° 2001-185 du 26 février 2001 relatif aux conditions de délivrance et de renouvellement des passeports,

Arrête :

Article 1er.— Les pièces à produire pour la délivrance du passeport sont :

- l'extrait d'acte de naissance du demandeur, comportant l'indication de la filiation de celui-ci et tel qu'il est prévu par l'article 11 du décret n° 62-921 du 3 août 1962 modifié modifiant certaines règles relatives aux actes de l'état civil ;
- ou le livret de famille du demandeur, tenu à jour, sous réserve qu'il puisse être présenté ou, à défaut, celui de ses parents.

Art. 2.— Les personnes mariées qui demandent l'inscription de leur situation matrimoniale sur leur passeport en justifient par la production de leur livret de famille.

Les personnes veuves qui demandent l'inscription de cette mention sur leur passeport en justifiant par la production de leur livret de famille ou par l'acte de décès de leur conjoint.

Art. 3.— Le présent arrêté sera publié au *Journal officiel* de la République française.

Fait à Paris, le 30 juillet 2001.

Daniel VAILLANT.

ARRETE INTERMINISTERIEL du 30 juillet 2001 autorisant au titre de l'année 2001 l'ouverture d'un concours exceptionnel organisé pour le recrutement d'adjoints administratifs de préfecture.

Par arrêté du ministre de l'intérieur et du ministre de la fonction publique et de la réforme de l'Etat en date du 30 juillet 2001, indépendamment des recrutements effectués en application du décret n° 90-713 du 1er août 1990, est autorisée au titre de l'année 2001 l'ouverture d'un concours exceptionnel pour le recrutement d'adjoints administratifs de préfecture.

Ce concours exceptionnel est ouvert aux agents administratifs de préfecture en activité, en détachement, en congé parental ou accomplissant le service national à la date de l'épreuve et qui justifient au 1er janvier 2001 d'au moins dix ans de services publics.

Les dossiers de candidature pourront être obtenus jusqu'au 31 août 2001. La date de clôture des inscriptions est fixée au 7 septembre 2001 inclus, terme de rigueur (le cachet de la poste faisant foi). Les candidats devront envoyer le dossier, uniquement par voie postale, au bureau du personnel de la préfecture où ils exercent leurs fonctions ou les exerçaient avant d'être placés en position de détachement, de congé parental ou d'accomplissement du service national.

Ce dossier comprendra :

- la fiche individuelle de participation ;
- une enveloppe autocollante timbrée et libellée à l'adresse où le candidat souhaite recevoir l'accusé de réception.

Tout dossier incomplet et non signé sera rejeté.

La composition du jury et la liste des candidats autorisés à concourir feront l'objet d'arrêtés du ministre de l'intérieur.

La date de l'épreuve écrite est fixée au 6 novembre 2001.

L'épreuve écrite se déroulera dans les centres d'examen suivants :

.....
Pour les DOM et TOM :
.....
Papeete.
.....

Les centres ci-dessus énumérés ne seront ouverts que si leur création est justifiée par un nombre suffisant de candidats.

INFORMATION relative à la reconduction des présidents des comités techniques radiophoniques de Dijon et de Papeete.

Par lettre du vice-président du Conseil d'Etat en date du 18 juin 2001, le mandat de M. Le Gars (Jean-Marc), président de tribunal administratif, en qualité de président du comité

technique radiophonique de Dijon, a été renouvelé pour une durée de quatre ans à compter du 25 septembre 2001 et le mandat de M. Poupet (Alfred), président du tribunal administratif, en qualité de président du comité technique radiophonique de Papeete, a été renouvelé pour une durée de quatre ans à compter du 1er août 2001.

AVENANT n° 115-01 du 13 août 2001 à la convention de financement n° 277-99 du 8 septembre 1999.

Entre :

- Le Fonds intercommunal de péréquation désigné ci-après par le terme F.I.P., représenté par le haut-commissaire de la République en Polynésie française, président du comité de gestion du fonds, M. Jean Aribaud,

Et :

- La commune de Tumaraa, représentée par son maire M. Cyril Tetuanui,

Il est convenu ce qui suit :

A - Dispositions particulières

Article 1er.— Objet

Le présent avenant a pour objet de prendre en compte les modifications de l'autorisation de programme et l'octroi de crédits de paiement pour l'opération intitulée "Construction d'un atelier mécanique au C.J.A. de Vaiaau".

Art. 2.— Description de l'opération

La dernière ligne de l'article 2 de la convention initiale intitulée "dont le programme est estimé à 5.510.000 F CFP" est remplacée par "dont le programme est estimé à 7.134.359 F CFP ou 392.169,98 FF".

Art. 3.— Financement

Le plan de financement de l'opération décrite à l'article 2 de la convention initiale est remplacé par les dispositions suivantes :

- F.I.P. constructions scolaires 1999 :	5.510.000 F CFP
- F.I.P. constructions scolaires 2001 :	1.413.000 F CFP
- fonds propres communaux :	<u>211.359 F CFP</u>
Total :	7.134.359 F CFP

Les crédits de paiement ouverts par le F.I.P. sont :

- au titre de l'exercice 1999 de :	5.510.000 F CFP
- au titre de l'exercice 2001 de :	1.413.000 F CFP.

B - Dispositions diverses

Art. 4.— Toute disposition non modifiée par le présent avenant reste applicable.

CONVENTION de financement n° 87-01 du 20 juillet 2001.

Entre :

- D'une part, l'Etat, intervenant au titre du Fonds d'investissement pour le développement économique et social (F.I.D.E.S.), équipement des communes, et d'autre part, le

Fonds intercommunal de péréquation désigné ci-après par le terme F.I.P., tous les deux représentés par le haut-commissaire de la République en Polynésie française, président du comité de gestion du F.I.P., M. Jean Aribaud,

Et :

- La commune de Uturoa, représentée par son maire M. Philippe Brotherson,

Il est convenu ce qui suit :

A - Dispositions générales

Article 1er.— Objet

La présente convention a pour objet de définir les conditions dans lesquelles l'Etat et le F.I.P. apportent leur soutien financier à la commune de Uturoa pour faciliter la réalisation de l'opération intitulée "Acquisition d'une motopompe remorquée" décrite à l'article 2 ci-après.

Art. 2.— Description de l'opération

Le véhicule sera du type remorque tractable équipée d'un moteur à essence de 2.165 centimètres cubes et d'une pompe centrifuge monocellulaire ayant un débit de 2.000 l/mn à 15 bars avec tableau de contrôle et de manœuvre, et accessoires, dont le coût est estimé à 219.876,79 FF, soit 4.000.000 F CFP.

Art. 3.— Financement

Le plan de financement de l'opération décrite à l'article précédent est arrêté comme suit :

- F.I.P. "secours/incendie"			
dotation 2001 :	164.907,59 FF	3.000.000 F CFP	soit 75 %
- F.I.D.E.S., équipement			
des communes :	54.969,20 FF	1.000.000 F CFP	soit 25 %

CONVENTION de financement n° 88-01 du 20 juillet 2001.

Entre :

- D'une part, l'Etat, intervenant au titre du Fonds d'investissement pour le développement économique et social (F.I.D.E.S.), équipement des communes, et d'autre part, le Fonds intercommunal de péréquation désigné ci-après par le terme F.I.P., tous les deux représentés par le haut-commissaire de la République en Polynésie française, président du comité de gestion du F.I.P., M. Jean Aribaud,

Et :

- La commune de Uturoa, représentée par son maire M. Philippe Brotherson,

Il est convenu ce qui suit :

A - Dispositions générales

Article 1er.— Objet

La présente convention a pour objet de définir les conditions dans lesquelles l'Etat et le F.I.P. apportent leur soutien

financier à la commune de Uturoa pour faciliter la réalisation de l'opération intitulée "Acquisition d'un véhicule de lutte contre les feux de forêt" décrite à l'article 2 ci-après.

Art. 2.— Description de l'opération

Le véhicule sera du type camion à châssis renforcé pour un usage hors chemin avec cabine climatisée, treuil hydraulique, citerne de 4.000 litres équipée d'une pompe et d'un canon, l'ensemble conforme à la norme NFS 61 518 avec matériels d'intervention, dont le coût est estimé à 1.099.383,93 FF, soit 20.000.000 F CFP.

Art. 3.— Financement

Le plan de financement de l'opération décrite à l'article précédent est arrêté comme suit :

- F.I.P. "secours/incendie"			
dotation 2001 :	824.537,95 FF	15.000.000 F CFP	soit 75 %
- F.I.D.E.S., équipement des communes :	274.845,98 FF	5.000.000 F CFP	soit 25 %

CONVENTION de financement n° 89-01 du 20 juillet 2001.

Entre :

- D'une part, l'Etat, intervenant au titre du Fonds d'investissement pour le développement économique et social (F.I.D.E.S.), équipement des communes, et d'autre part, le Fonds intercommunal de péréquation désigné ci-après par le terme F.I.P., tous les deux représentés par le haut-commissaire de la République en Polynésie française, président du comité de gestion du F.I.P., M. Jean Aribaud,

Et :

- La commune de Uturoa, représentée par son maire M. Philippe Brotherson,

Il est convenu ce qui suit :

A - Dispositions générales

Article 1er.— Objet

La présente convention a pour objet de définir les conditions dans lesquelles l'Etat et le F.I.P. apportent leur soutien financier à la commune de Uturoa pour faciliter la réalisation de l'opération intitulée "Acquisition d'un véhicule de secours aux asphyxiés et blessés" décrite à l'article 2 ci-après.

Art. 2.— Description de l'opération

Le véhicule sera du type fourgon tôlé long pavillon normal à porte latérale coulissante, pourvu d'un moteur d'au moins 96 CV DIN, d'une suspension assouplie à 16 % et équipé d'une cellule sanitaire conforme à la norme NFS 61 530 avec mobiliers, accessoires et système de distribution d'oxygène, dont le coût est estimé à 494.722,77 FF, soit 9.000.000 F CFP.

Art. 3.— Financement

Le plan de financement de l'opération décrite à l'article précédent est arrêté comme suit :

- F.I.P. "secours/incendie"			
dotation 2000 :	247.361,39 FF	4.500.000 F CFP	soit 50 %
- F.I.D.E.S., équipement des communes :	123.680,69 FF	2.250.000 F CFP	soit 25 %
- fonds propres communaux :	123.680,69 FF	2.250.000 F CFP	soit 25 %

CONVENTION de financement n° 52 ISLV du 26 juillet 2001.

Entre :

- L'Etat, représenté par le haut-commissaire de la République en Polynésie française M. Jean Aribaud,

Et :

- La commune de Tahaa, représentée par son maire M. Ismaël Tuahu,

Il est convenu ce qui suit :

A - Dispositions générales

Article 1er.— Objet

La présente convention a pour objet de définir les conditions dans lesquelles l'Etat apporte son soutien financier à la commune de Tahaa pour faciliter la réalisation de l'opération intitulée "Construction d'un restaurant municipal" décrite à l'article 2 ci-après.

Art. 2.— Description de l'opération

L'opération consiste en la réalisation des travaux suivants :

- aménagement du remblai ;
- construction d'un bâtiment d'un seul niveau à ossature en béton armé, parois maçonneries, charpente en bois et couverture en tôles, d'une surface de 220 mètres carrés, comprenant un logement de 24 mètres carrés, un local sanitaire public de 24 mètres carrés, une cuisine de 36 mètres carrés, une salle de restaurant de 70 mètres carrés et des locaux annexes ;
- construction d'une clôture de protection en dur ;
- construction d'un deck d'appontement sur la lagon,

dont le coût est estimé à 1.401.714,52 FF, soit 25.500.000 F CFP.

Art. 3.— Financement

Le plan de financement de l'opération décrite à l'article précédent est arrêté comme suit :

- D.G.E. programme 2000 :	549.691,97 FF	10.000.000 F CFP	soit 39,21 %
- fonds propres communaux :	852.022,55 FF	15.500.000 F CFP	soit 60,79 %

CONVENTION de financement n° 97-01 du 26 juillet 2001.

Entre :

- D'une part, l'Etat, intervenant au titre du Fonds d'investissement pour le développement économique et social

(F.I.D.E.S.), équipement des communes, et d'autre part, le Fonds intercommunal de péréquation désigné ci-après par le terme F.I.P., tous les deux représentés par le haut-commissaire de la République en Polynésie française, président du comité de gestion du F.I.P., M. Jean Aribaud,

Et :

- La commune de Tahaa, représentée par son maire M. Ismaël Tuahu,

Il est convenu ce qui suit :

A - Dispositions générales

Article 1er.— *Objet*

La présente convention a pour objet de définir les conditions dans lesquelles l'Etat et le F.I.P. apportent leur soutien financier à la commune de Tahaa pour faciliter la réalisation de l'opération intitulée "Acquisition d'un véhicule de secours aux asphyxiés et blessés" décrite à l'article 2 ci-après.

Art. 2.— *Description de l'opération*

Le véhicule sera du type fourgon tôle long pavillon normal à porte latérale coulissante, pourvu d'un moteur d'au moins 96 CV DIN, d'une suspension assouplie à 16 % et équipé d'une cellule sanitaire conforme à la norme NFS 61 530 avec mobiliers, accessoires et système de distribution d'oxygène, dont le coût est estimé à 494.722,77 FF, soit 9.000.000 F CFP.

Art. 3.— *Financement*

Le plan de financement de l'opération décrite à l'article précédent est arrêté comme suit :

- F.I.P. "secours/incendie"			
dotation 2001 :	371.042,08 FF	6.750.000 F CFP	soit 75 %
- F.I.D.E.S., équipement des communes :	123.680,69 FF	2.250.000 F CFP	soit 25 %

CONVENTION de financement n° 101-01 du 30 juillet 2001.

Entre :

- D'une part, l'Etat, intervenant au titre de la dotation globale d'équipement des communes (D.G.E.), et d'autre part, le Fonds intercommunal de péréquation désigné ci-après par le terme F.I.P., tous les deux représentés par le haut-commissaire de la République en Polynésie française, président du comité de gestion du F.I.P., M. Jean Aribaud,

Et :

- La commune de Bora Bora, représentée par son maire M. Gaston Tong Sang,

Il est convenu ce qui suit :

A - Dispositions générales

Article 1er.— *Objet*

La présente convention a pour objet de définir les conditions dans lesquelles l'Etat et le F.I.P. apportent leur soutien

financier à la commune de Bora Bora pour faciliter la réalisation de l'opération intitulée "Acquisition d'un lot d'incendie, tenues d'intervention" décrite à l'article 2 ci-après.

Art. 2.— *Description de l'opération*

L'opération consiste en l'acquisition des fournitures dont la liste figure sur les factures proforma ci-annexées et dont le coût est estimé à 3.500.000 F CFP, soit 192.392,19 FF.

Art. 3.— *Financement*

Le plan de financement de l'opération décrite à l'article précédent est arrêté comme suit :

- F.I.P. "secours/incendie"			
dotation 2001 :	144.294,14 FF	2.625.000 F CFP	soit 75 %
- Etat D.G.E. programme 2000 :	48.098,05 FF	875.000 F CFP	soit 25 %

CONVENTION de financement n° 60 ISLV du 3 août 2001.

Entre :

- L'Etat représenté par le haut-commissaire de la République en Polynésie française M. Jean Aribaud,

Et :

- La commune de Tahaa, représentée par son maire M. Ismaël Tuahu,

Il est convenu ce qui suit :

A - Dispositions générales

Article 1er.— *Objet*

La présente convention a pour objet de définir les conditions dans lesquelles l'Etat apporte son soutien financier à la commune de Tahaa pour faciliter la réalisation de l'opération intitulée "Construction de deux abris pour la police municipale" décrite à l'article 2 ci-après.

Art. 2.— *Description de l'opération*

L'opération consiste en la construction de deux bâtiments de 60 mètres carrés chacun d'un seul niveau à ossature et parois en bois, sur dalle en béton, charpente en bois et couverture en tôles, comprenant un bureau de police ouvert au public, un bureau du chef de brigade municipale, un local sanitaire et un lieu de stockage de matériels de lutte contre l'incendie, dont le coût est estimé à 384.784,38 FF, soit 7.000.000 F CFP.

Art. 3.— *Financement*

Le plan de financement de l'opération décrite à l'article précédent est arrêté comme suit :

- F.I.D.E.S., équipement des communes :	192.392,19 FF	3.500.000 F CFP	soit 50 %
- fonds propres communaux :	192.392,19 FF	3.500.000 F CFP	soit 50 %

CONVENTION de financement n° 61 ISLV du 3 août 2001.

Entre :

- L'Etat représenté par le haut-commissaire de la République en Polynésie française, M. Jean Aribaud,

Et :

- La commune de Tahaa, représentée par son maire M. Ismaël Tuahu,

Il est convenu ce qui suit :

A - Dispositions générales**Article 1er. — Objet**

La présente convention a pour objet de définir les conditions dans lesquelles l'Etat apporte son soutien financier à la commune de Tahaa pour faciliter la réalisation de l'opération intitulée "Acquisition d'un véhicule réfrigéré pour la cuisine centrale" décrite à l'article 2 ci-après.

Art. 2. — Description de l'opération

L'opération consiste en l'acquisition du véhicule du type fourgonnette à toit tôle à deux roues motrices et pourvu d'un moteur diesel d'au moins 70 CV DIN, équipé d'une cellule isotherme pourvue d'un groupe frigorifique dépendant du moteur, d'une valeur de 173.874,49 FF, soit 3.163.126 F CFP.

Art. 3. — Financement

Le plan de financement de l'opération décrite à l'article précédent est arrêté comme suit :

- F.I.D.E.S., équipement des communes :	86.937,25 FF	1.581.563 F CFP	soit 50 %
- fonds propres communaux :	86.937,24 FF	1.581.563 F CFP	soit 50 %

CONVENTION de financement n° 62 ISLV du 3 août 2001.

Entre :

- L'Etat, représenté par le haut-commissaire de la République en Polynésie française M. Jean Aribaud,

Et :

- La commune de Tahaa, représentée par son maire M. Ismaël Tuahu,

Il est convenu ce qui suit :

A - Dispositions générales**Article 1er. — Objet**

La présente convention a pour objet de définir les conditions dans lesquelles l'Etat apporte son soutien financier à la commune de Tahaa pour faciliter la réalisation de l'opération intitulée "Acquisition d'un véhicule pour le service de l'hydraulique" décrite à l'article 2 ci-après.

Art. 2. — Description de l'opération

Le véhicule sera du type camionnette à châssis renforcé pour un usage hors chemin avec quatre roues motrices et un moteur diesel de six cylindres.

Son coût est estimé à 5.581.800 F CFP, soit 306.827,06 FF.

Art. 3. — Financement

Le plan de financement de l'opération décrite à l'article précédent est arrêté comme suit :

- F.I.D.E.S., équipement des communes :	153.413,53 FF	2.790.900 F CFP	soit 50 %
- fonds propres communaux :	153.413,53 FF	2.790.900 F CFP	soit 50 %

CONVENTION de financement n° 107-01 du 7 août 2001.

Entre :

- Le Fonds intercommunal de péréquation, représenté par le haut-commissaire de la République en Polynésie française M. Jean Aribaud,

Et :

- La commune de Tubuai, représentée par son maire Mme Chantal Tahiaata,

Il est convenu ce qui suit :

A - Dispositions générales**Article 1er. — Objet**

La présente convention a pour objet de définir les conditions dans lesquelles le Fonds intercommunal de péréquation apporte son soutien financier à la commune de Tubuai pour faciliter la réalisation de l'opération intitulée "Reconstruction de l'école primaire Teina de Mataura" décrite à l'article 2 ci-après.

Art. 2. — Description de l'opération

L'opération consiste à reconstruire 12 classes avec mobilier, 2 sanitaires de 45 mètres carrés y compris sanitaires maîtres, dont le coût total est estimé à 5.661.827,25 FF, soit 103.000.000 F CFP.

Art. 3. — Plan de financement

L'opération décrite à l'article précédent s'effectuera selon le plan de financement arrêté comme suit :

- F.I.P. 1999 :	549.691,97 FF	10.000.000 F CFP
- F.I.P. 2000 :	1.960.201,55 FF	35.660.000 F CFP
- F.I.P. 2001 :	3.151.933,73 FF	57.340.000 F CFP

CONVENTION de financement n° 108-01 du 7 août 2001.

Entre :

- Le Fonds intercommunal de péréquation, représenté par le haut-commissaire de la République en Polynésie française, président du comité de gestion du fonds, M. Jean Aribaud,

Et :

- La commune de Tahaa, représentée par son maire M. Ismaël Tuahu,

Il est convenu ce qui suit :

A - Dispositions générales

Article 1er.— *Objet*

La présente convention a pour objet de définir les conditions dans lesquelles le F.I.P. apporte son soutien financier à la commune de Tahaa pour faciliter la réalisation de l'opération intitulée "Grosses réparations de l'école maternelle de Haamene" décrite à l'article 2 ci-après.

Art. 2.— *Description de l'opération*

L'opération consiste en la réalisation des travaux suivants :

- rénovation de la menuiserie alu et bois des classes ;
- transformation du plafond rampant en plafond horizontal ;
- reconstruction des parois extérieures de la salle de repos en maçonnerie ;
- carrelage du sol de la salle de repos,

dont le coût est estimé à 6.081.000 F CFP, soit 334.267,68 FF.

Art. 3.— *Financement*

Le plan de financement de l'opération décrite à l'article précédent est arrêté comme suit :

- F.I.P. programmation 2001 : 6.081.000 F CFP soit 100 %

CONVENTION de financement n° 109-01 du 8 août 2001.

Entre :

- Le Fonds intercommunal de péréquation, représenté par M. le haut-commissaire de la République en Polynésie française,

Et :

- La commune de Fakarava, représentée par son maire M. Tekurio Tuhoe,

Il est convenu ce qui suit :

A - Dispositions générales

Article 1er.— *Objet*

La présente convention a pour objet de définir les conditions dans lesquelles le Fonds intercommunal de péréquation apporte son soutien financier à la commune de Fakarava pour faciliter la réalisation de l'opération intitulée "Construction et équipement d'une classe à l'école primaire de Fakarava" décrite à l'article 2 ci-après.

Art. 2.— *Description de l'opération*

L'opération consiste à réaliser et à équiper en mobilier scolaire, une classe de plain-pied à l'école primaire de Fakarava pour un coût total estimé à 647.811,98 FF, soit 11.785.000 F CFP.

Art. 3.— *Plan de financement*

L'opération décrite à l'article précédent s'effectuera selon le plan de financement arrêté comme suit :

- F.I.P. 2001 (100 %) : 647.811,98 FF 11.785.000 F CFP

CONVENTION de financement n° 110-01 du 8 août 2001.

Entre :

- Le Fonds intercommunal de péréquation, représenté par M. le haut-commissaire de la République en Polynésie française,

Et :

- La commune de Fakarava, représentée par son maire M. Tekurio Tuhoe,

Il est convenu ce qui suit :

A - Dispositions générales

Article 1er.— *Objet*

La présente convention a pour objet de définir les conditions dans lesquelles le Fonds intercommunal de péréquation apporte son soutien financier à la commune de Fakarava pour faciliter la réalisation de l'opération intitulée "Construction de sanitaires et d'une citerne à Kauehi" décrite à l'article 2 ci-après.

Art. 2.— *Description de l'opération*

L'opération consiste à réaliser à l'école primaire de Kauehi, un bloc sanitaire pour les maternelles, à réhabiliter les canalisations et gouttières d'alimentation des citernes et à reconstruire une citerne à usage partagé entre le logement de fonctions et les sanitaires, pour un coût total estimé à 665.567,03 FF, soit 12.108.000 F CFP.

Art. 3.— *Plan de financement*

L'opération décrite à l'article précédent s'effectuera selon le plan de financement arrêté comme suit :

- F.I.P. 2001 (100 %) : 665.567,03 FF 12.108.000 F CFP

CONVENTION de financement n° 70-01 du 8 août 2001.

Entre :

- L'Etat, représenté par M. le haut-commissaire de la République en Polynésie française,

Et :

- La commune de Arue, représentée par son maire M. Boris Léontieff,

Il est convenu ce qui suit :

A - Dispositions générales

Article 1er.— *Objet*

La présente convention a pour objet de définir les conditions dans lesquelles l'Etat apporte son soutien financier à la

commune de Arue pour faciliter la réalisation de l'opération intitulée "Etude de l'habillage des murs de la route de ceinture" décrite à l'article 2 ci-après.

Art. 2.— Description de l'opération

L'opération consiste en l'étude des possibilités d'embellissement des murs de clôture bordant la route de ceinture en associant les habitants et les associations. L'étude exposera les possibilités de réalisation avec les différents intervenants dont le coût total est estimé à 49.472,28 FF, soit 900.000 F CFP ou 7.542 euros.

Art. 3.— Plan de financement

- Etat (100 %) :	49.472,28 FF	900.000 F CFP	7.542 euros
------------------	--------------	---------------	-------------

CONVENTION de financement n° 71-01 IDV du 10 août 2001.

Entre :

- L'Etat, représenté par M. le haut-commissaire de la République en Polynésie française,

Et :

- L'association "Le 6e Sens - Te Mataru'i No Polynesia", représentée par son président M. Roland Martin,

Il est convenu ce qui suit :

Dispositions générales

Article 1er.— Objet

La présente convention a pour objet de définir les conditions dans lesquelles l'Etat apporte son soutien financier à l'association "Le 6e Sens - Te Mataru'i No Polynesia" pour faciliter la réalisation de l'opération intitulée "Acquisition d'équipements informatiques et d'un minibus", décrite à l'article 2 ci-après.

Art. 2.— Description de l'opération

L'opération consiste en l'acquisition de matériels informatiques spécialisés (postes informatiques, logiciels, enregistreurs), de matériels bureautiques et d'un minibus de 9 places pour les besoins de l'association, dont le coût total est estimé à 481.456,17 FF, soit 8.758.654 F CFP ou 73.397,52 euros).

Art. 3.— Plan de financement

- Association	54.357,99 FF	988.881 F CFP	8.286,82 euros
- Territoire	82.255,91 FF	1.496.400 F CFP	12.539,83 euros
- Autre	55.968,59 FF	1.018.181 F CFP	8.532,36 euros
- Etat (60 %)	288.873,68 FF	5.255.192 F CFP	44.038,51 euros

CONVENTION de financement n° 72-01 du 13 août 2001.

Entre :

- L'Etat, représenté par M. le haut-commissaire de la République en Polynésie française,

Et :

- L'association Puna Ora, représentée par son président M. Yvan Colin,

Il est convenu ce qui suit :

A - Dispositions générales

Article 1er.— Objet

La présente convention a pour objet de définir les conditions dans lesquelles l'Etat apporte son soutien financier à l'association Puna Ora pour faciliter la réalisation de l'opération intitulée "Reconduction pour l'année 2001 des ateliers d'activités en faveur des détenus" décrite à l'article 2 ci-après.

Art. 2.— Description de l'opération

L'action consiste en la reconduction pour l'année 2001, dans l'enceinte de la prison de Nuutania, des ateliers d'activités suivants, qui s'inscrivent dans l'objectif d'insertion des détenus et de prévention mené par l'association :

- activités sportives (1 atelier pour les détenus hommes et 1 atelier pour les détenus femmes) ;
- initiation à l'anglais ;
- atelier d'échecs ;
- atelier d'arts plastiques (1 atelier pour les détenus hommes et 1 atelier pour les détenus femmes) ;
- préparation à un diplôme national ;
- mise en place d'un journal interne ;
- initiation à l'informatique.

Le coût global prévisionnel de l'action est estimé à 515.085,56 FF, soit 9.370.440 F CFP ou 78.524,29 euros.

Art. 3.— Plan de financement

- Association Puna Ora :	20.362,79 FF	370.440 F CFP	3.104,29 euros
- Territoire :	214.379,87 FF	3.900.000 F CFP	32.682,00 euros
- Etat - ministère de la justice :	126.429,15 FF	2.300.000 F CFP	19.274,00 euros
- Etat - contrat de ville (29,88 %) :	153.913,75 FF	2.800.000 F CFP	23.464,00 euros

CONVENTION de financement n° 113-01 du 13 août 2001.

Entre :

- Le Fonds intercommunal de péréquation désigné ci-après par le terme F.I.P. représenté par M. le haut-commissaire de la République en Polynésie française, président du comité de gestion du fonds, M. Jean Aribaud,

Et :

- La commune de Uturoa, représentée par son maire M. Philippe Brotherson,

Il est convenu ce qui suit :

A - Dispositions générales

Article 1er.— Objet

La présente convention a pour objet de définir les conditions dans lesquelles le F.I.P. apporte son soutien financier à

la commune de Uturoa pour faciliter la réalisation de l'opération intitulée "Construction de six classes à l'école maternelle de Tahina" décrite à l'article 2 ci-après.

Art. 2.— Description de l'opération

L'opération consiste à établir un avant-projet sur la base du programme suivant :

- six salles de classe ;
- deux salles de repos de 60 mètres carrés ;
- une section de pré-scolarisation de 112 mètres carrés ;
- un local administratif de 60 mètres carrés et une infirmerie de 12 mètres carrés ;
- une salle d'intervention GAPP de 30 mètres carrés ;
- une salle informatique et bibliothèque de 60 mètres carrés ;
- deux blocs sanitaires de 30 mètres carrés et une douche de plein air de 20 mètres carrés ;
- une salle polyvalente de 135 mètres carrés ;
- la voirie et les réseaux divers,

dont les frais d'études sont estimés à 1.842.000 F CFP.

Art. 3.— Financement

Le plan de financement de l'opération décrite à l'article précédent est arrêté comme suit :

- F.I.P. programmation 2001 : 1.842.000 F CFP soit 100 %

CONVENTION de financement n° 114-01 du 13 août 2001.

Entre :

- Le comité de gestion du Fonds intercommunal de péréquation (F.I.P.), représenté par son président, M. Jean Aribaud, haut-commissaire de la République en Polynésie française,

Et :

- La commune de Arue, représentée par son maire M. Boris Léontieff,

Il est convenu ce qui suit :

Article 1er.— Objet

La présente convention a pour objet de définir les conditions dans lesquelles le Fonds intercommunal de péréquation (F.I.P.) apporte son soutien financier à la commune de Arue dans le cadre de la convention du 1er mars 2001 signée entre celle-ci et la Société d'environnement polynésien (S.E.P.) relative à la participation financière aux charges d'exploitation de la filière de traitement des déchets ménagers.

Art. 2.— Financement

La commune bénéficie au titre de la première année d'exécution de la convention qu'elle a conclue avec la S.E.P., d'une

subvention du F.I.P. d'un montant de 20.970.000 F CFP, destinée à couvrir à hauteur de 50 % la contribution annuelle provisoire, volontaire et forfaitaire de la commune aux charges d'exploitation de la filière déchets des îles du Vent assurée par la S.E.P. Cette contribution est d'un montant de 41.940.000 F CFP par an.

Art. 3.— Modalités de versement

Dans la limite des crédits disponibles, le versement de la participation financière du F.I.P. s'effectuera selon les modalités suivantes :

- le versement interviendra par acomptes de 25 % chacun, sur demande formulée par la commune et sur justification des dépenses réalisées.

En tout état de cause, il est précisé que :

- si le montant de la contribution de la commune est inférieur au montant précisé à l'article 2, le concours financier du F.I.P. sera plafonné à hauteur du pourcentage (50 %) exprimé ci-dessus ;
- si le montant de la contribution de la commune est supérieur au montant précisé à l'article 2, le concours financier du F.I.P. sera plafonné à hauteur du montant (20.970.000 F CFP) exprimé ci-dessus.

ACTES DES AUTORITES DE LA POLYNÉSIE FRANÇAISE

OFFICE DES POSTES ET TELECOMMUNICATIONS

Par décision n° 2001-67 DDRX/SAT/DAC du 17 août 2001.— L'Office des postes et télécommunications propose à tous ses clients, à compter du 20 août 2001 jusqu'au 2 septembre 2001 inclus, l'offre Vini "Rentrée 2001" composée de deux éléments distincts (en F CFP) :

1 - Kit rentrée 2001	Prix de vente H.T.	Prix de vente T.T.C.
- 1 terminal Motorola V2288	12.433	13.801
- 1 vini-card	2.084	2.230
- 2 recharges	2.028	2.170
- 1 sac à dos de marque "Taravana"	1.531	1.699
Total	18.076	19.900

2 - Pack rentrée 2001	Prix de vente H.T.	Prix de vente T.T.C.
- 1 terminal One Touch 302	14.416	16.002
- frais d'accès au service + 60 messages vini-mémo	3.924	4.199
- 1er mois d'abonnement forfait ho'e	gratuit	gratuit
- 1 sac à dos de marque "Taravana"	1.531	1.699
Total	19.871	21.900

SERVICE DES FINANCES ET DE LA COMPTABILITE

Barème des contractuels A.N.F.A.

applicable à compter du : 01/07/01

Indice des prix de mai 2000 = 116,2 (Arrêté n° 920/CM du 04/07/2000)
 Smig = 103 000 Fcp à compter du 1er mai 2001 (Arrêté n° 565/CM du 25/04/2001)
 (Protocole d'accord du 02/12/2000)

Salaires mensuels											
	Echelon 01	Echelon 02	Echelon 03	Echelon 04	Echelon 05	Echelon 06	Echelon 07	Echelon 08	Echelon 09	Echelon 10	Echelon 11
Catégorie 1	346 597	383 205	412 608	440 909	462 882	483 269	497 419	509 566	516 710	520 125	519 839
Catégorie 2	251 104	276 848	305 246	328 015	349 405	372 757	391 172	408 526	424 206	440 938	453 642
Catégorie 3	213 968	226 741	243 253	255 013	266 335	280 947	291 465	301 346	310 559	322 940	331 624
Catégorie 4	187 442	196 765	205 813	219 170	227 992	236 514	244 883	253 273	265 413	273 448	281 145

Catégorie 5 (art. 2 avenant 3)		Salaires	
		horaires	mensuels
G.1	Manoeuvre avant 3 mois	609,47	103 000
	Manoeuvre après 3 mois	609,47	103 000
	Manoeuvre de force	609,47	103 000
G.2	Manoeuvre spécialisé	609,47	103 000
G.3	Aide ouvrier	708,94	119 810
G.4	Ouvrier spécialisé	911,73	154 082
G.5	Ouvrier qualifié	1046,93	176 930
G.6	Chef d'équipe	1109,08	187 435
	Chef de chantier	1266,04	213 960

Déplacements (art. 1 de l'avenant 2)				
	1 repas	2 repas	Nuit	par 24h.
Catégorie 1	2 860	5 720	5 720	11 440
Catégorie 2	2 069	4 138	4 138	8 276
Catégorie 3	1 761	3 522	3 522	7 044
Catégorie 4	880	1 760	3 520	5 280
Catégorie 5	880	1 760	3 520	5 280

Indemnités (art.1 de l'avenant 2)	Art. 18 :	880	Art. 19 :	15 266	25 434	38 166	Art. 24 :	587	Art. 25 :	587
-------------------------------------	-----------	-----	-----------	--------	--------	--------	-----------	-----	-----------	-----

PARTIE NON OFFICIELLE

ANNONCES JUDICIAIRES ET LEGALES

Etude de Me Bernard BRUGGMANN,
notaire à la Résidence de Papeete (île de Tahiti),
11, avenue Bruat

Suivant acte demeuré au rang des minutes de Me Bernard BRUGGMANN, notaire à Papeete, le 13 juillet 2001, il a été constitué une société en nom collectif dont les caractéristiques principales sont les suivantes :

Dénomination : "PHARMACIE TAHITI FAA'A".

Siège : Faa'a, centre commercial Fanomai.

Durée : 99 années à compter de l'immatriculation au registre du commerce et des sociétés de Papeete.

Objet : L'acquisition, l'organisation, l'exploitation de toute officine de pharmacie et plus spécialement l'exploitation d'une officine de pharmacie sise à Faa'a, centre commercial FANOMAI, connue sous le nom de "Pharmacie TAHITI FAA'A", qui doit être acquise par la société.

Capital social : 1.000.000 F CFP, divisé en 500 parts sociales de 2.000 F CFP chacune.

Associés tenus indéfiniment des dettes sociales :

MM. Hervé SENDOU, demeurant à Mahina, P.K. 9, côté montagne, et Olivier GREPIN, demeurant à Punaauia, lotissement Taapuna n° 172.

Gérance : MM. Hervé SENDOU et Olivier GREPIN susnommés, nommés aux termes des statuts, pour une durée non limitée.

La société sera immatriculée au registre du commerce et des sociétés tenu par le greffe du tribunal mixte de commerce de Papeete.

Pour avis,

Me BRUGGMANN, notaire.

E.U.R.L. "FRANCK DISTRIBUTION"

Société à responsabilité limitée de type unipersonnel
au capital de 1.000.000 F CFP

Siège social : P.K. 4, côté montagne, Faa'a

Aux termes d'un acte sous seing privé en date du 23 août 2001 à Faa'a, il a été constitué une société présentant les caractéristiques suivantes :

Forme : Société à responsabilité limitée à associé unique.

Dénomination : E.U.R.L. "FRANCK DISTRIBUTION".

Siège social : Faa'a, P.K. 4, côté montagne.

Objet : La création, l'achat, la prise ou la mise en gérance libre, l'exploitation de tout fonds de commerce et entreprise concourant à la commercialisation de tout produit ou objet, en gros ou en détail, importation et exportation, et en règle générale, toutes opérations pouvant se rattacher directement ou indirectement à l'objet social et à tous objets similaires ou connexes.

Durée : 99 années à compter de son immatriculation au registre du commerce et des sociétés.

Capital : 1.000.000 F CFP.

Immatriculation : au registre du commerce et des sociétés de Papeete.

Pour avis,
Le représentant légal.

"TAHITI TECHNOLOGIES SERVICES"

Société à responsabilité limitée

au capital de 1.000.000 F CFP

Siège social : résidence Taapuna - Tahiti

R.C. : 7034-B - N° Tahiti : 498 857

Aux termes d'une délibération en date du 31 juillet 2001, la collectivité des associés a décidé la dissolution anticipée de la société à compter de ce jour et sa mise en liquidation amiable sous le régime conventionnel en conformité des dispositions statutaires et des articles 390 à 401 de la loi du 24 juillet 1966, pour cause de cessation d'activité.

Elle a nommé comme liquidateur M. Jean-Marie Villemagne, demeurant résidence Taapuna, Punaauia, Tahiti, et lui a conféré les pouvoirs les plus étendus pour terminer les opérations sociales en cours, réaliser l'actif, acquitter le passif.

Le siège de la liquidation est fixé au siège social, résidence Taapuna, Punaauia, Tahiti. C'est à cette adresse que la correspondance devra être envoyée et que les actes et documents concernant la liquidation devront être notifiés.

Le dépôt des actes et pièces relatifs à la liquidation sera effectué au greffe du tribunal de commerce de Papeete.

Le liquidateur.

ANNONCES DIVERSES

BRIDGE CLUB DE MOOREA

Modification du bureau :
(27 juillet 2001)

Mme Christiane AUTHIE devient la trésorière en remplacement de M. Bernard LONGUEVILLE, démissionnaire.

ASSOCIATION TEVIHONU II

Modification de statuts

Elle a son siège à la mairie de Taravao, Afaahiti.

RENOUVELLEMENT DU BUREAU : (9 août 2001)

Présidente	:	HOPUU Marie-Raymonde
Vice-président	:	TEMARIAUMA Maurice
Secrétaire	:	TIAREURA Michèle
Secrétaire adjointe	:	TETAUAITEROI Elisabeth
Trésorière	:	TRIPONEL Jémina
Trésorier adjoint	:	TEMANUPAIOURA Tavae

FEDERATION TIARE RAU

RENOUVELLEMENT DU BUREAU : (9 juin 2001)

Présidente d'honneur	:	ATU Irène
Présidente	:	LE GAYIC Béatrice
Vice-présidentes	:	TERIITEHAU Lise TEHUI Marie
Secrétaire	:	MOTAHU Monique
Secrétaire adjointe	:	TEIHOTAATA Denise
Trésorière	:	TAVITA Ruta
Trésorière adjointe	:	AH-CHOY Punuarui

ASSOCIATION DES PARENTS D'ELEVES DE L'ECOLE PROTESTANTE DE TAUNOA

RENOUVELLEMENT DU BUREAU : (12 juin 2001)

Présidente	:	TANÉPAU Mélanie
Vice-président	:	TAPEA Norbert
Secrétaire	:	RAOUX Chantal
Secrétaire adjointe	:	HATITIO Raïssa
Trésorière	:	COLOMBEL Hinano
Trésorière adjointe	:	HARRYS Madeleine
Assesseurs	:	CHAN Gesto MAONO Mateata TAHUHUTERANI Sylvana TEINAURI Léon TUPAIA Lucie

CANTINE PHOTONA

RENOUVELLEMENT DU BUREAU : (27 juin 2001)

Présidente	:	BARSINAS Florence
Vice-présidente	:	TAMARII Rosita
Secrétaire	:	ARIIVEHEATAITERAIPORI Marie-Rose
Secrétaire adjoint	:	TAMARII Noël
Trésorière	:	KEHUEHITU Olga
Trésorière adjointe	:	TEATIU Riana

ASSOCIATION TAMARII FETUNA-TUMARAA

RENOUVELLEMENT DU BUREAU : (4 juillet 2001)

Présidente	:	MU Moeama
Vice-présidents	:	HAAPA Alphonse RAAPOTO Henere
Secrétaire	:	HAAPA Bruno
Secrétaire adjointe	:	FEREZ Suzanna
Trésorier	:	AH-LING Jonas
Trésorière adjointe	:	PUKE Pierrette

RESULTATS DE LA TOMBOLA DE LA FEDERATION TAHITIENNE DE CYCLISME

(Tirage effectué le 11 août 2001)

1er lot	n° 17.678	1 vélo de course (offert par le Garage Bambou)
2e lot	n° 7.043	1 passage PPT/Lax/PPT (offert par Air Tahiti Nui)
3e lot	n° 19.288	1 passage PPT/Lax/PPT (offert par Air France)
4e lot	n° 20.879	1 bon d'achat Tahiti Sport
5e lot	n° 12.343	1 congélateur
6e lot	n° 17.952	1 passage PPT/Rangiroa/PPT
7e lot	n° 20.826	1 télévision Westpoint 37 cm (offerte par But)
8e lot	n° 14.205	1 passage PPT/Bora Bora/PPT (offert par Air Tahiti)

ASSOCIATION ARTISANALE TAU METUA VAHINE

RENOUVELLEMENT DU BUREAU :
(15 mai 2001)

Présidents d'honneur	:	WALKER Taaria POAREU Tarue
Présidente	:	OPUU Teraitapu
Vice-présidente	:	ATAPO Violette
Secrétaire	:	MANATE Augustine
Secrétaire adjointe	:	WHOLER Mataroa
Trésorière	:	TEINAORE Victorine
Trésorière adjointe	:	MANUEL Georgette

TE VAHINE TITAH

RENOUVELLEMENT DU BUREAU :
(12 avril 2001)

Présidente	:	MARKUSEN Marie-Puia
Vice-président	:	MARKUSEN Stanley-Nöel
Secrétaire	:	MARKUSEN Meheti
Secrétaire adjointe	:	MARKUSEN Suzanne
Trésorier	:	MARKUSEN André
Trésorière adjointe	:	RAKA Elisabeth

SYNDICAT A TIA I MUA S.E.M.I.

RENOUVELLEMENT DU BUREAU :
(26 mai 2001)

Président	:	BARFF Roland
Vice-président	:	PANG KOU I James
Secrétaire	:	CHAPMAN Corinne
Secrétaire adjointe	:	LECLERE Valérie
Trésorier	:	TEARIKI Ralph
Trésorière adjointe	:	HITIMAUE Maïte

FEDERATION TAHITIENNE DE CANOE-KAYAK Anciennement FEDERATION POLYNESIENNE DE VA'A HORUE (surf-ski)

Modification du bureau :
(16 août 2001)

M. Karl LICHTLE remplace Mlle Moea AUSSAGE au poste de trésorier.

SYNDICAT DES ENSEIGNANTS UNSA EDUCATION DE POLYNESIE FRANÇAISE

RENOUVELLEMENT DU BUREAU :
(2 juillet 2001)

Secrétaire territorial	:	DAUMAS Roland
Secrétaire adjoint	:	BOYER Jean-Paul
Trésorier	:	MICHELY François
Trésorière adjointe	:	BAROUEL Françoise
Membres	:	CHARRIER Christelle DELVILLE Didier

ASSOCIATION ARTISANALE TE VAHINE OPARU

RENOUVELLEMENT DU BUREAU :
(2 juillet 2001)

Président d'honneur	:	TEINAURI Ernest
Présidente	:	AIE Eliane
Vice-présidente	:	AIE Mere
Secrétaire	:	AIE Anne-Aymone
Secrétaire adjoint	:	MAE Robert
Trésorière	:	MAE Bénérice
Trésorière adjointe	:	TEHOIRI Sophie

ASSOCIATION TE OHIPA

RENOUVELLEMENT DU BUREAU :
(3 août 2001)

Président	:	TEIKIOTIU Napoléon
Vice-présidents	:	MAKE Emilio BRODIEN Rosine
Secrétaire	:	LAVOIX Yvami
Secrétaire adjointe	:	TEUIRA Karine
Trésorière	:	LEY Marguerite
Trésorier adjoint	:	SUE Olivier
Commissaire aux comptes	:	HAUMANI Vaiana
Assesseurs	:	MAO Marie-Madeleine MACE Miriama MARAEARO Elaïda

ASSOCIATION SPORTIVE TAMARII MATAIEA BOXING CLUB

RENOUVELLEMENT DU BUREAU :
(7 août 2001)

Président	:	PARA Georges
Vice-président	:	MAITERE Temaeva
Secrétaire	:	TAHUHUTERANI Karelle
Secrétaire adjoint	:	AH-LING Olivier
Trésorier	:	TAHUHUTERANI Matauira
Trésorier adjoint	:	IORSS Matahi

ASSOCIATION SPORTIVE BOXING CLUB TAMARII TIKEHAU

RENOUVELLEMENT DU BUREAU :
(15 août 2001)

Président	:	BELLAIS Hokini
Vice-président	:	TAVANAE Denis
Secrétaire	:	BELLAIS Marie-Denise
Secrétaire adjoint	:	PATII Martin
Trésorier	:	BELLAIS Hokini
Trésorière adjointe	:	BELLAIS Heimiri

**ASSOCIATION TAMARII PARAITA - PUEA
JEUNESSE DE PAPEETE (A.T.P.P.)
Anciennement ASSOCIATION PARAITA JEUNESSE
DE PAPEETE**

**RENOUVELLEMENT DU BUREAU :
(10 juin 2001)**

Président d'honneur	:	LE GAYIC Cyril
Présidente	:	LE GAYIC Vaitea
Vice-présidents	:	HATITIO Alfred FLORES Marcelle
Secrétaire	:	TUFARIUA Chantal
Secrétaire adjointe	:	TEIPOARII Nathalie
Trésorière	:	HAATANI Cécile
Trésorière adjointe	:	ASSONI Tairei
Assesseurs	:	OAKAROA Christine TCHAN Marceline HATITIO Odile MAITUI Garcienne

FEDERATION POLYNESIENNE DE BOXE

**RENOUVELLEMENT DU BUREAU :
(28 avril 2001)**

Président	:	NENA Tauhiti
Vice-présidents	:	NENA Max UFA Guilbert GOBRAIT Bayard LEMAIRE Jean-Pierre
Secrétaire	:	TAIE Wilfred
Secrétaire adjointe	:	TERIIRA Micheline
Trésorier	:	RUA Antoine
Trésorier adjoint	:	TETUANUI Gaston
Membres	:	LECAILL Raphael TUREREARII Pierre UTIA Corentin VAIKAU Albert TAATA Jacques

**ASSOCIATION DES PARENTS D'ELEVES
DE L'ECOLE DE TIKEHAU**

**RENOUVELLEMENT DU BUREAU :
(20 juin 2001)**

Président d'honneur	:	TERIATETOOFA Paroe
Présidente	:	FAATUPUA Thérèse
Vice-présidente	:	TEHAU Francilia
Secrétaire	:	NATUA Sandra
Secrétaire adjointe	:	ROOINO Ruita
Trésorière	:	HENRY Virginie
Trésorière adjointe	:	TEHEI Louise
Assesseurs	:	TEAURAI Tehahe TEHEI Ido TERIATETOOFA Hélène

**ASSOCIATION FAMILIALE RAUURA
(Récépissé n° 7741 DRCL du 31 juillet 2001)**

Extraits de statuts

Il est créé le 23 juillet 2001, entre les personnes et les associations qui adhèrent aux présents statuts, une association familiale dénommée RAUURA.

L'association est régie par la loi du 1er juillet 1901 et par les présents statuts.

Elle a pour objet :

- de regrouper la famille pour optimiser les moyens de défense afin de régulariser un patrimoine familial ;
- d'aider les membres de la famille en cas de sinistre ou de problèmes naturels ;
- d'organiser des sorties et manifestations diverses ayant pour but de resserrer les liens amicaux entre ses membres et leurs familles ;
- le développement de l'artisanat, de l'agriculture et de la culture traditionnelle.

Elle a son siège social à Papara.

Sa durée est illimitée.

COMPOSITION DU BUREAU :

Présidents d'honneur	:	FLORES Paiao FLORES Rauura
Présidente	:	LE GAYIC Béatrice
Vice-président	:	FLORES Isaac
Secrétaire	:	FLORES Florienne
Trésorière	:	FLORES Liline
Trésorier adjoint	:	FLORES Manix
Commissaires aux comptes	:	FLORES Ella FLORES Marianne
Assesseur	:	MOE Moerani

ASSOCIATION AMURIAVAI

(Récépissé n° 8417 DRCL du 22 août 2001)

Extraits de statuts

Il est fondé le 21 juillet 2001, entre les adhérents aux présents statuts, une association régie par la loi du 1er juillet 1901 modifiée et le décret du 16 août 1901, ayant pour titre AMURIAVAI.

Elle a pour objet :

- la mise en place d'une convention de location-vente ;
- de répondre aux besoins physiques, moraux et sociaux des résidents ;
- la valorisation de la culture polynésienne ;
- le signalement de toutes défaillances survenues sur les logements ;
- la mise en place de manifestations diverses à but social et éducatif ;
- la protection et la sécurité des résidents (zones à risque : caniveau, etc.) ;
- l'entretien de l'environnement.

Son siège social est fixé à Faaone, P.K. 45,5, côté mer, lotissement Amuriavai n° 17. Il pourra être transféré par simple décision du conseil d'administration ; la ratification par l'assemblée générale sera nécessaire.

Sa durée est illimitée.

COMPOSITION DU BUREAU :

Présidente	:	FAUA Anie
Vice-présidents	:	REID Edgar TCHOUNG YAO Alain
Secrétaire	:	MEAMEA Diane
Secrétaire adjointe	:	TEMATARU Moeava
Trésorière	:	TAPUTU Adélina
Trésorière adjointe	:	TOOITI Justine

ASSOCIATION ARTISANALE TE HINE RIMA ORA
(Récépissé n° 7886 DRCL du 3 août 2001)

Extraits de statuts

Il est constitué le 19 juillet 2001, entre tous ceux qui adhèrent aux présents statuts, une association régie par la loi du 1er juillet 1901.

L'association prend le nom de TE HINE RIMA ORA.

Elle a pour but l'organisation, la représentation et la défense des intérêts des artisans de la commune de Pirae :

- en luttant contre la concurrence des produits d'importation ;
- en encourageant la production et la vente d'objets d'artisanat local ;
- en aidant les autorités responsables à prendre des mesures de protection et de sauvegarde de l'artisanat local ;
- en adaptant les productions aux exigences du marché ;
- en facilitant l'achat et l'utilisation en commun de matériels et produits nécessaires à l'exercice de la profession ;
- en aidant à la poursuite des progrès moral et professionnel de ses membres.

Son siège social est fixé à Taaone, Pirae.

Sa durée est illimitée.

COMPOSITION DU BUREAU :

Présidente d'honneur	: TEUPORAUTOA Edna
Présidente	: DEVENDEVILLE Tamara
Vice-présidente	: HAUMANI Vaiana
Secrétaire	: SHIGETOMI Rosemay
Secrétaire adjointe	: LAVOIX Yvami
Trésorière	: PUKOKI Clara
Trésorière adjointe	: PUKOKI Véronique

ASSOCIATION ARTISANALE MATAMEHAI
(Récépissé n° 8419 DRCL du 22 août 2001)

Extraits de statuts

Il est constitué le 13 août 2001, entre tous ceux qui adhèrent aux présents statuts, une association régie par la loi du 1er juillet 1901.

L'association prend le nom de Association MATAMEHAI.

L'association a pour but l'artisanat, l'organisation, la représentation et la défense des intérêts des artisans de la commune de Faa'a :

- en luttant contre la concurrence des produits d'importation ;
- en encourageant la production et la vente d'objets d'artisanat local ;
- en aidant les autorités responsables à prendre des mesures de protection et de sauvegarde de l'artisanat local ;
- en adaptant les productions aux exigences du marché ;
- en facilitant l'achat et l'utilisation en commun de matériels et produits nécessaires à l'exercice de la profession ;
- en aidant à la poursuite des progrès moral et professionnel de ses membres.

Son siège social est fixé à Faa'a.

Sa durée est illimitée.

COMPOSITION DU BUREAU :

Présidente	: ELLIS Toarau
Vice-présidente	: BELLY Anna
Secrétaire	: TETUIRA Nelly
Trésorière	: TETUIRA Wilda
Trésorière adjointe	: IOANE Maruia
Assesseurs	: TURI Odette IOTUA Penina

ASSOCIATION TAATIRAA RIMA HOTU NO MAHAREPA
(Récépissé n° 8254 DRCL du 17 août 2001)

Extraits de statuts

Il a été créé le 2 mai 2001, une association régie par la loi du 1er juillet 1901, une association dénommée TAATIRAA RIMA HOTU NO MAHAREPA.

Son siège est à Maharepa.

L'association a pour objet :

- la création et le développement de l'artisanat, couture, cuisine, etc. ;
- de promouvoir l'insertion sociale et professionnelle des femmes ;
- de lutter contre la concurrence des produits d'importation, etc.

Sa durée est illimitée.

COMPOSITION DU BUREAU :

Présidente	: SAN CHIO ON Tepeta
Vice-présidente	: FIRUU Constance
Secrétaire	: FIRIAPU Maima
Secrétaire adjointe	: VAIPAHU Lydia
Trésorière	: TERIINOHORAI Tini
Trésorière adjointe	: BRUNEAU Joséphine

ASSOCIATION REVA REVA
(Récépissé n° 7885 DRCL du 6 août 2001)

Extraits de statuts

Il est créé le 30 mai 2001 à Toahotu, commune de Taarapu-Ouest, une association dénommée "Association REVA REVA".

Cette association est régie par la loi du 1er juillet 1901 et les textes subséquents.

L'association a pour but :

- la recherche, la compilation et la publication de tous documents liés à la généalogie des membres de la famille proche et élargie ;
- d'assurer la succession et sauvegarder le patrimoine familial ;
- de favoriser le regroupement des descendants ;
- de resserrer les liens familiaux entre eux ;
- la recherche de fonds qui permettront la prise en charge des différents coût afférents aux partages des terres ;
- de venir en aide aux membres en difficulté.

Le siège de l'association REVA REVA est fixé au domicile de Mme TARANO Rahera née TEVAERARAI. Il pourra être transféré en tout autre lieu sur décision du bureau.

La durée de l'association REVA REVA est illimitée.

COMPOSITION DU BUREAU :

Président	:	TARANO Davida
Vice-président	:	TEVAEARAI Poni
Secrétaire	:	TEVAEARAI Sandra
Secrétaire adjointe	:	TEVAEARAI Edna
Trésorière	:	TEVAEARAI Dorita
Trésorière adjointe	:	TARANO Rahera

ASSOCIATION DO JECKER MADDY ET LEO

(Récépissé n° 8332 DRCL du 20 août 2001)

Extraits de statuts

Il est formé le 30 juillet 2001, entre les soussignés, une association régie par la loi du 1er juillet 1901, les lois subséquentes et les présents statuts, sous le nom de DO JECKER MADDY ET LEO.

L'association ainsi créée a pour but de promouvoir, favoriser et soutenir, par tous moyens, l'aide à l'enfance en Polynésie française, en particulier sur la commune de Papara, et plus généralement toute œuvre sociale.

Son siège social est fixé au 28 Opuhi, Puunui, B.P. 7372, Taravao. Il pourra être transféré par décision du conseil d'administration.

Sa durée est illimitée.

COMPOSITION DU BUREAU :

Présidente	:	JECKER Françoise
Secrétaire	:	JECKER Pierre
Trésorière	:	JECKER Yvette

ASSOCIATION RIMA TURU NO TE MAU MATAHIPO

(Récépissé n° 8561 DRCL du 27 août 2001)

Extraits de statuts

L'association "RIMA TURU NO TE MAU MATAHIPO", fondée le 6 août 2001, est régie par la loi du 1er juillet 1901 et les textes subséquents.

Elle a pour but :

- de venir en aide aux personnes âgées à partir du troisième âge, qui vit tout seul, ou en couple ;
- de former les jeunes désirant acquérir une expérience dans ce domaine d'activité, et de manière générale, promouvoir le caractère social et la vocation morale de cet objet ;
- de fournir un moyen de transport aux personnes du troisième âge pour tout déplacement (banque, course, visite médicale, ou autres...) et pour celles qui n'ont pas de moyen de locomotion.

Sa durée est illimitée.

Son siège est fixé à Mataiea, commune associée de Teva I Uta, P.K. 47, côté montagne.

COMPOSITION DU BUREAU :

Présidente	:	MAHUTATUA Taahitua
Vice-présidente	:	POROI Isabelle
Secrétaire	:	FLORES Yolande
Secrétaire adjointe	:	POROI Norma
Trésorier	:	NUUPURE Edouard
Trésorier adjoint	:	TETUAITEROI Natua

LOTO NATIONAL

REGLEMENT DU JEU DE LOTERIE INSTANTANÉE
DE LA PACIFIQUE DES JEUX DÉNOMMÉ "POE RAVA"Article 1er
Cadre juridique

Le présent règlement pris en application de l'article 43 de la loi n° 89-935 du 29 décembre 1989, du décret n° 78-1067 du 9 novembre 1978 modifié notamment par le décret n° 97-783 du 31 juillet 1997, relatif à l'organisation et à l'exploitation des jeux de loterie autorisés par l'article 136 de la loi du 31 mai 1933, du décret n° 90-1155 du 20 décembre 1990 et de la convention signée entre le Territoire de la Polynésie française et La Française des Jeux, le 25 avril 1997 modifiée par avenants du 14 janvier 1999, du 16 juillet 1999 et du 15 janvier 2001, s'applique au jeu de loterie instantanée dénommé "POE RAVA".

Article 2
Emission de tickets

Le jeu est fractionné en plusieurs émissions de tickets ; chaque émission est répartie en blocs de 250.000 tickets. Le prix de vente du ticket est fixé à 300 francs CFP. L'émission n° 1 code jeu 41101 (correspondant aux cinq premiers chiffres du numéro d'identification du ticket) sera disponible en principe à compter du 24 septembre 2001. La date de clôture de chaque émission sera portée à la connaissance du public par un avis publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Article 3
Lots

3.1. Les lots attribués aux tickets gagnants sont répartis par la voie du sort dans la proportion de 58.944 lots d'une valeur totale moyenne de 44.250.000 francs CFP pour chaque bloc de 250.000 tickets, conformément au tableau ci-après :

Nombre de lots	Montant du lot en F CFP	Total en F CFP	Surface de jeu concernée
1	3.000.000	3.000.000	Soit 1.000.000 F CFP pour PARAU + 2.000.000 F CFP pour TE POE
2	2.000.000	4.000.000	Soit 2.000.000 F CFP pour TE POE
1	1.000.000	1.000.000	Soit 1.000.000 F CFP pour PARAU
10	200.000	2.000.000	Soit 100.000 F CFP pour PARAU + 100.000 F CFP pour TE POE
430	10.000	4.300.000	Soit 10.000 F CFP pour PARAU ou 10.000 F CFP pour TE POE
1.500	3.000	4.500.000	Soit une combinaison de lots de 2.000, 1.000 et 500 F CFP dont le total fait 3.000 F CFP pour PARAU et TE POE
7.500	1.000	7.500.000	Soit 1.000 F CFP pour PARAU ou TE POE ou une combinaison de lots de 500, 400, 200 et 100 F CFP dont le total fait 1.000 F CFP pour PARAU et TE POE
15.500	500	7.750.000	Soit 500 F CFP pour TE POE ou une combinaison de lots de 400, 300, 200 et 100 F CFP dont le total fait 500 F CFP pour PARAU et TE POE
34.000	300	10.200.000	Soit 300 F CFP pour PARAU ou une combinaison de lots de 200 et 100 F CFP dont le total fait 300 F CFP pour PARAU et TE POE
58.944		44.250.000	

Article 4 *Description du jeu*

4.1. Chaque ticket comporte 2 surfaces de jeux indépendantes. Un même ticket peut comporter 2 surfaces de jeux gagnantes. Si les 2 surfaces de jeux sont gagnantes, les lots s'additionnent pour former un lot unique indivisible tel que mentionné sur le tableau de lots ci-dessus.

4.2. 1^{re} surface de jeu dénommée *PARAU*

4.2.1 La 1^{re} surface de jeu du ticket comporte 2 zones à gratter constituées d'un dessin représentant 3 nacres, placées l'une au-dessus de l'autre, et d'une case sur laquelle est inscrite la mention "Gain".

4.2.2. Les éléments inscrits sous la couche grattable des 3 nacres sont des symboles. Il y a en tout 3 symboles.

L'élément inscrit sous la couche grattable de la case "Gain" est une somme correspondant à l'un des lots suivants : 100, 300, 1.000, 10.000, 100.000, 1.000.000 F CFP.

4.2.3. Le joueur gratte les 3 nacres et découvre les 3 symboles. Le joueur gratte la case "Gain" et découvre la somme. S'il découvre, sous la couche grattable des 3 nacres, le symbole d'une perle, le ticket est gagnant. Le montant du lot gagné est celui indiqué par la somme inscrite sous la couche grattable de la case "Gain".

Le ticket est perdant dans tous les autres cas.

4.3. 2^e surface de jeu dénommée *TE POE*

4.3.1 La 2^e surface de jeu du ticket comporte une zone à gratter constituée du dessin d'une nacre contenant 12 perles disposées sur 4 lignes superposées, respectivement de 2, 4, 4 et 2 perles. Sur chaque ticket, à côté de la zone à gratter, figurent 2 symboles. Ces 2 symboles sont appelés "symboles gagnants".

4.3.2. L'élément inscrit sous la couche grattable de chaque perle est un symbole et une somme en francs CFP. Il y a en tout 12 symboles et 12 sommes.

4.3.3. Le joueur gratte les 12 perles et découvre les 12 symboles. S'il découvre, parmi les 12 symboles inscrits sous la couche grattable des 12 perles, un ou plusieurs symboles identiques à un ou plusieurs "symboles gagnants", le ticket est gagnant et le joueur gagne la somme inscrite sous le ou les symboles découverts du plateau de jeu identiques à un ou plusieurs "symboles gagnants".

S'il retrouve plusieurs "symboles gagnants" ou plusieurs fois le même "symbole gagnant" parmi les 12 symboles découverts, il gagne chacune des sommes inscrites sous les symboles découverts identiques aux "symboles gagnants". Ces sommes s'additionnent pour former un lot unique indivisible.

Le ticket est perdant dans tous les autres cas.

Article 5 *Constataction des tickets gagnants*

5.1. Chaque joueur peut faire constater que son ticket est gagnant par un représentant de La Pacifique des Jeux dans un point de vente agréé par La Pacifique des Jeux ou au centre de paiement de La Pacifique des Jeux, angle rue Colette et rue du 22-septembre-1914, Papeete, Tahiti.

5.2. La constatation du caractère gagnant d'un ticket résulte des opérations suivantes :

5.2.1. Présentation et remise du ticket gagnant intact, c'est-à-dire entier, non découpé et non déchiré à un représentant de La Pacifique des Jeux.

Toutefois, un ticket détérioré mais dont les éléments d'identification subsisteraient pourra être envoyé par le joueur à La Pacifique des Jeux, angle rue Colette et rue du 22-septembre-1914, Papeete, Tahiti, avant l'expiration du délai de forclusion mentionné à l'article 8. La Pacifique des Jeux est seul habilitée, après contrôle et vérification, à décider si ce ticket est valide ou non.

5.2.2. Contrôle de l'authenticité du ticket, de sa non-forclusion et du montant ou de la nature du lot par un représentant de La Pacifique des Jeux.

5.2.3. Vérification par un représentant de La Pacifique des Jeux, au moyen des informations enregistrées sur le système informatique de La Française des Jeux, consultable par La Pacifique des Jeux, qui seules font foi en matière de paiement des lots, que ce ticket n'a pas déjà fait l'objet d'une opération de paiement d'un lot.

5.2.4. Vérification par un représentant de La Pacifique des Jeux que la case de contrôle du ticket présenté pour paiement d'un lot, sur laquelle figure la mention "NUL SI DECOUVERT", est recouverte de la pellicule protectrice. Tout grattage partiel ou total de cette case de contrôle entraîne la nullité du ticket, qui ne peut faire l'objet d'un paiement de lot.

5.2.5. Vérification par un représentant de La Pacifique des Jeux que le ticket présenté pour paiement d'un lot ne fait pas partie d'un livret complet déclaré volé par plainte déposée auprès des autorités de police et notifiée à La Pacifique des Jeux car le paiement des lots relatifs à ces tickets ne peut être effectué.

5.2.6. Vérification par un représentant de La Pacifique des Jeux que le ticket présenté pour paiement d'un lot ne comporte pas une anomalie d'impression entraînant l'application de l'article 9.

Article 6 *Paiement des lots*

6.1. Le paiement des lots en numéraire n'est possible qu'après les opérations décrites au sous-article 5.2.

6.2. Jusqu'à 20.000 francs CFP inclus par ticket, les lots sont payables dans tous les points de vente agréés par La Pacifique des Jeux proposant les jeux de loterie instantanée ou au centre de paiement de La Pacifique des Jeux, angle rue Colette et rue du 22-septembre-1914, Papeete, Tahiti. Au-delà de ce montant, les lots sont payables au centre de paiement de La Pacifique des Jeux à Papeete.

6.3. Le moyen de paiement est laissé au choix du représentant de La Pacifique des Jeux. Pour tout paiement par chèque, le porteur du ticket gagnant doit indiquer au représentant de La Pacifique des Jeux l'ordre auquel le chèque doit être établi.

6.4. Les tickets "POE RAVA" sont commercialisés sur le territoire de la Polynésie française et ne peuvent être payés que sur ce territoire et en francs CFP.

Article 7 *Fiscalité*

Les lots ne sont pas soumis à l'impôt sur le revenu des personnes physiques conformément aux dispositions légales en vigueur.

Article 8 Forclusion

Au titre d'une émission de tickets, le droit au paiement des lots pourra s'exercer jusqu'à l'expiration d'une période de 30 jours à compter de la date limite de vente indiquée dans l'avis de clôture de chaque émission de tickets du jeu "POE RAVA" publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Si le 30^e jour à compter de la date indiquée dans l'avis de clôture tombe un dimanche ou un jour férié, la forclusion est reportée au soir du 1^{er} jour ouvrable qui suit. Le jour de forclusion s'entend dans la limite des heures d'ouverture des points de vente agréés par La Pacifique des Jeux et/ou du centre de paiement de La Pacifique des Jeux à Papeete. Passé le délai de forclusion, le droit de revendication des lots sera prescrit.

Article 9 Anomalie d'impression

Tout porteur d'un ticket dont l'un quelconque des éléments imprimés, que ce soit ceux imprimés sur le fond du ticket ou ceux inscrits sur ou sous l'une des couches grattables de la partie jeu, d'une part, et/ou de la case de contrôle sur laquelle figure la mention "Nul si découvert" d'autre part, ne pourrait être identifié ou induirait une différence par rapport aux dispositions du présent règlement (notamment celles relatives au tableau de lots ou au descriptif du jeu), par suite d'une anomalie d'impression, ne peut prétendre au paiement d'un lot, mais seulement au remboursement ou à l'échange du ticket contre restitution.

Article 10 Propriété des tickets

Les tickets du jeu "POE RAVA", en tant que supports d'un jeu de loterie de La Pacifique des Jeux, restent la propriété de celle-ci et ne peuvent servir à d'autres usages que ceux prévus par le présent règlement.

Article 11 Réclamations

Les réclamations concernant le jeu et/ou le paiement des lots sont à adresser à La Pacifique des Jeux, angle rue Colette et rue du 22-septembre-1914, Papeete, Tahiti.

A peine de forclusion, le cachet de la poste faisant foi, les réclamations doivent être adressées au plus tard le 30^e jour suivant la date indiquée dans l'avis de clôture de chaque émission du jeu "POE RAVA", publié au *Journal officiel* de la Polynésie française. Si le 30^e jour suivant la date indiquée dans l'avis de clôture tombe un dimanche ou un jour férié, la date limite d'envoi des réclamations est reportée au soir du 1^{er} jour ouvrable qui suit.

Article 12 Fraude

Toute fraude, ou tentative de fraude, manifestée par un commencement d'exécution et commise en vue de percevoir indûment un lot, fera l'objet de poursuites conformément aux dispositions des articles 313-1 et suivants du code pénal.

Article 13 Adhésion au règlement

Toute participation au jeu de loterie dénommé "POE RAVA" implique l'adhésion au présent règlement.

Article 14 Publication

14.1. Le présent règlement sera publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

14.2. Il peut être modifié ou abrogé à tout moment par publication de la modification ou de l'abrogation au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 20 août 2001.
Pour le président-directeur général
de La Française des Jeux,
par délégation :
Le directeur du développement
et plan stratégique,
Pierre BRUNEAU.

Le président
de La Pacifique des Jeux,
Roland de VILLEPIN.

AVIS RELATIF AU 2^e TIRAGE DU LOTO N° 71 DU MERCREDI 5 SEPTEMBRE 2001

Il sera attribué, à l'ensemble des gagnants de premier rang du deuxième tirage du loto n° 71 du mercredi 5 septembre 2001, un gain total minimum de 477.326.968 F CFP net du prélèvement légal.

Les sommes éventuellement nécessaires à cet effet seront prélevées pour leur montant brut du prélèvement légal, tout d'abord à hauteur de 140.078.452 F CFP sur les sommes non attribuées en raison de l'absence de gagnant de premier rang lors de deuxièmes tirages antérieurs et placées dans le fonds de report et de réserve, et ensuite, s'il y a lieu, par tranches de 1.819.200 F CFP sur ledit fonds, en application de l'article 9 du règlement.

Fait à Papeete, le 20 août 2001.
Pour le président-directeur général
de La Française des Jeux,
Christophe BLANCHARD-DIGNAC.

Le président
de La Pacifique des Jeux,
Roland de VILLEPIN.

Par délégation :
La directrice commerciale
et marketing,
Joëlle BRUNET-NAMAN.

Par délégation :
La directrice commerciale
et marketing,
Joëlle BRUNET-NAMAN.

AVIS RELATIF AU JEU DE LOTERIE INSTANTANEE DE LA PACIFIQUE DES JEUX DENOMME "ASTRO"

L'émission n° 1, code jeu 52809, des tickets du jeu "ASTRO" est clôturée le 24 septembre 2001. En conséquence, le droit de revendication des lots au titre de cette émission pourra s'exercer jusqu'au 24 octobre 2001 inclus.

Fait à Papeete, le 8 août 2001.
Le président
de la Pacifique des Jeux,
Roland de VILLEPIN.

AVIS RELATIF AU JEU DE LOTERIE INSTANTANEE DE LA PACIFIQUE DES JEUX DENOMME "BINGO"

L'émission n° 2, code jeu 47808, des tickets du jeu "BINGO" est clôturée le 24 septembre 2001. En conséquence, le droit de revendication des lots au titre de cette émission pourra s'exercer jusqu'au 24 octobre 2001 inclus.

Fait à Papeete, le 8 août 2001.
Le président
de la Pacifique des Jeux,
Roland de VILLEPIN.

LOTO NATIONAL N° 67

Premier tirage du mercredi 22 août 2001 :

9 15 21 24 25 36Numéro complémentaire : **16**

	NOMBRE de grilles gagnantes	RAPPORT par grille gagnante (pour 40 F CFP)
6 bons numéros.....	pas de gagnant	
5 bons numéros et numéro complémentaire....	6	24.695.100
5 bons numéros.....	461	119.339
4 bons numéros et numéro complémentaire....	1.033	5.082
4 bons numéros.....	26.702	2.546
3 bons numéros et numéro complémentaire....	35.118	508
3 bons numéros.....	509.278	254

Deuxième tirage du mercredi 22 août 2001 :

6 11 13 18 19 36Numéro complémentaire : **16**

	NOMBRE de grilles gagnantes	RAPPORT par grille gagnante (pour 40 F CFP)
6 bons numéros.....	2	358.407.193
5 bons numéros et numéro complémentaire....	13	1.230.511
5 bons numéros.....	811	68.675
4 bons numéros et numéro complémentaire....	1.836	3.346
4 bons numéros.....	39.835	1.673
3 bons numéros et numéro complémentaire....	44.138	400
3 bons numéros.....	642.997	200

N° JOKER : 8 3 5 9 8 5 4**LOTO NATIONAL N° 68**

Premier tirage du samedi 25 août 2001 :

1 4 22 25 36 47Numéro complémentaire : **42**

	NOMBRE de grilles gagnantes	RAPPORT par grille gagnante (pour 40 F CFP)
6 bons numéros.....	3	37.072.622
5 bons numéros et numéro complémentaire....	7	1.644.927
5 bons numéros.....	392	101.875
4 bons numéros et numéro complémentaire....	886	4.948
4 bons numéros.....	19.661	2.474
3 bons numéros et numéro complémentaire....	23.403	508
3 bons numéros.....	356.022	254

Deuxième tirage du samedi 25 août 2001 :

7 18 29 31 34 36Numéro complémentaire : **44**

	NOMBRE de grilles gagnantes	RAPPORT par grille gagnante (pour 40 F CFP)
6 bons numéros.....	1	236.969.928
5 bons numéros et numéro complémentaire....	9	1.280.358
5 bons numéros.....	356	111.699
4 bons numéros et numéro complémentaire....	802	5.420
4 bons numéros.....	17.952	2.710
3 bons numéros et numéro complémentaire....	21.392	544
3 bons numéros.....	338.781	272

N° JOKER : 8 0 5 1 8 7 2**KENO**

Numéro Jackpot 1 11 15 82				Numéro Jackpot 2 45 97 51				Numéro Jackpot 8 86 62 67			
Lundi 20/08/01				Mardi 21/08/01				Mercredi 22/08/01			
1	4	5	8	9	10	16	18	4	6	10	11
9	12	17	18	21	24	25	27	16	19	25	27
19	28	30	37	29	37	43	44	29	30	32	38
38	39	41	45	46	48	50	53	41	44	48	51
49	51	65	66	54	56	64	67	61	66	67	68

Numéro Jackpot 4 63 10 84				Numéro Jackpot 9 37 81 12				Numéro Jackpot 3 60 40 49				Numéro Jackpot 9 15 81 95			
Jeudi 23/08/01				Vendredi 24/08/01				Samedi 25/08/01				Dimanche 26/08/01			
7	10	13	17	8	11	12	18	2	3	4	8	1	4	7	9
18	20	22	25	25	27	28	30	13	15	16	17	21	22	24	28
26	28	33	39	32	39	44	46	19	28	34	38	34	37	45	50
40	41	44	49	47	48	50	53	45	46	48	56	58	62	63	64
54	58	59	66	57	58	62	66	57	60	66	69	66	67	69	70

TARIFS T.T.C. DES OUVRAGES ET AUTRES ARTICLES DE L'IMPRIMERIE OFFICIELLE

VIENT DE PARAÎTRE

- Tarif des douanes (édition février 2001)..... 6.214 FCP

EN VENTE A L'IMPRIMERIE OFFICIELLE

- Code de l'Education (J.O.P.F. n° 3 N.S. du 25 août 2000)	433 FCP
- Code de la santé publique (J.O.P.F. n° 6 N.S. du 1er décembre 2000)	1.195 FCP
- Code du commerce (J.O.P.F. n° 7 N.S. du 15 décembre 2000)	973 FCP
- Contrat de développement Etat - Polynésie française 2000-2003 (J.O.P.F. n° 8 N.S. du 21 décembre 2000)	278 FCP
- Code de l'environnement (J.O.P.F. n° 1 N.S. du 19 janvier 2001)	520 FCP
- Code de Justice Administrative (J.O.P.F. n° 2 N.S. du 30 janvier 2001)	322 FCP
- Budget Général du territoire et Budget des Comptes spéciaux - année 2001	2.652 FCP
- Affiches "Réglementation sur le commerce des boissons" (français et tahitien)	666 FCP
- Code de l'aménagement (édition 1999)	3.328 FCP
- Code pénal (J.O.P.F. n° 8 N.S. du 2 août 1996)	374 FCP
- Code de procédure pénale (J.O.P.F. n° 9 N.S. du 16 août 1996)	697 FCP
- Code de l'expropriation pour cause d'utilité publique applicable à la Polynésie française	1.342 FCP
- Répertoire général des textes promulgués au B.O.E.F.O. et J.O.P.F. de 1843 à 1996 (Mise à jour)	3.380 FCP
- Table analytique et chronologique (année 1995)	2.700 FCP
- Table analytique et chronologique (année 1996)	2.075 FCP
- Table analytique et chronologique (année 1997)	2.480 FCP
- Table analytique et chronologique (année 1998)	2.886 FCP
- Table analytique et chronologique (année 1999)	3.162 FCP
- Statut de la fonction publique :	
Tome 1 : Dispositions générales	1.778 FCP
Tome 2 : Statut particulier	2.694 FCP
Tome 3 : Filière santé	1.643 FCP
- Code des impôts (mise à jour au 1er janvier 2001)	3.172 FCP
- Code des douanes (juillet 1999)	2.141 FCP

Consulter l'Imprimerie Officielle pour les autres ouvrages

43, rue des Poilus-Tahitiens — B.P. 117- 98713 Papeete — Tél. : 42.50.67 - Fax : 42.52.61

Lundi à Jeudi : 7 h à 15 h et Vendredi : 7 h à 14 h

TARIFS

des Abonnements de l'Imprimerie Officielle à compter de Janvier 2001

TARIF en F CFP	T.T.C.	Hors Taxe					
		Nouvelle-Calédonie	France, Andorre et Monaco	Hawaii	U.S.A.	Nouvelle-Zélande	Autres Pays d'Europe
		Voie aérienne					
Numéro.....	198*	265	325	315	345	335	420
Abonnement 6 mois	4.020	5.935	7.880	7.530	8.505	8.255	10.495
Abonnement 1 an.....	7.296	10.785	14.225	13.680	15.465	14.660	19.080

* Frais d'expédition non inclus pour les îles.

